

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 29 Avril 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Jean MULLER

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. HITIER, professeur
 PERREAU, professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

L'Idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 29 Avril 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Jean MULLER

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { *MM. HITIER, professeur*
PERREAU, professeur



PARIS

JOUVE ET Cie, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste

INTRODUCTION

La lutte des classes a été affirmée et formulée pour la première fois, de façon systématique, par Marx et par Proudhon : nous aurons donc à examiner d'abord les conceptions de ces deux théoriciens. Comme ils se rattachent par leur formation et leur milieu au mouvement démocratique de 1848, il nous faudra déterminer dans quelle mesure leurs doctrines de la lutte des classes participent à l'idéologie démocratique.

Le mouvement ouvrier qui débute aux environs de 1860 se traduit par un essai d'organisation de classe dont il importera que nous étudions les formules : l'Association internationale des Travailleurs. Les manifestes de la Commune de Paris rentrent également dans le cadre de notre étude, puisque l'on a presque toujours considéré cette crise locale comme une épisode de lutte de classes.

Les éléments démocratiques des théories marxiste

et proudhonienne ont été recueillis et développés dans une conception de la lutte des classes qui traduit le progrès du socialisme dans le corps politique contemporain, et que nous examinerons sous le nom de conception démocratique de la lutte des classes.

L'idée qui fait l'objet du présent travail a donné lieu enfin, ces dernières années, à un ensemble de réflexions nouvelles émanant de penseurs ou de militants, interprètes ou théoriciens d'une forme du mouvement ouvrier actuel. Nous étudierons dans quelle mesure ces formules récentes, cette philosophie nouvelle se rattachent à la tradition idéologique fondée par Marx et Proudhon, les limites dans lesquelles elles la poursuivent en l'approfondissant, et jusqu'à quel point elles s'érigent en réaction contre elle.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA DÉFINITION MARXISTE DE LA LUTTE DE CLASSES

Si la notion des antagonismes que crée au sein des sociétés l'inégalité des conditions, a toujours constitué, de façon plus ou moins explicite, la base même de toute littérature socialiste, du moins est-elle demeurée, jusqu'à une époque relativement récente, assez dénuée de précision. Les formules par lesquelles, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les constructeurs d'utopies ou les hommes d'action définissent, pour le condamner, le mal qui vicie, les relations sociales, apparaissent le plus souvent vagues et abstraites (1) : on y confond

1. Voir notamment les formules du babouvisme, revendiqué par le communisme moderne comme son ancêtre direct.

« Disparaissez enfin révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés ! » Manifeste des Égaux in *Conspiration*

ordinairement les inégalités politiques avec celles qui résultent de l'ordre économique, et l'éloquence indignée du moraliste qui spéculé sur l'homme et la société, y supplée, de façon courante au travail de l'observateur qui étudie une époque et une société. C'est au début du xix^e siècle seulement, lorsque la grande industrie naissante s'impose à l'attention des économistes, que les antagonismes sociaux se précisent. Les formules abstraites font alors place à la définition concrète de groupes, qu'unissent, en les opposant, dans une société donnée, sur le terrain économique, des liens unilatéraux de commandement et de subordination. L'existence de ces classes et leur opposition qu'approfondiront les Vidal, les Buret et tous ceux qui s'attacheront à dépeindre l'âge de fer de l'industrie capitaliste, apparaît à l'école saint-simonienne (1), comme un des aspects permanents du développement historique. Mais il manque aux considérations historico-économiques des saint-simoniens une vue systématique qui leur permette de pousser plus loin l'analyse. Cet élément nouveau constitue l'apport de Marx et d'Engels.

pour l'égalité dite de Babœuf, par Philippe Buonarotti. Bruxelles, Librairie romantique, 1828, p. 133. Cf. également Tchernoff : *Le parti républicain sous la Monarchie de juillet*. Paris, 1901, pour la déclaration de Blanqui au procès des Quinze.

1. Plutôt que Saint-Simon lui-même. Cf. Andler. *Le Manifeste communiste*, t. II, p. 66. Paris. Société nouvelle de librairie et d'édition 1901.

Envisageant le développement historique d'un point central, à savoir les conditions de la production et en particulier sa technique, ils définissent les antagonismes sociaux comme un combat séculaire sur le champ de bataille du travail. Les positions respectives des adversaires et leurs rôles particuliers déterminent à travers l'histoire le complexe des relations sociales (1). Ainsi définie génétiquement, la lutte des classes apparaît comme le ressort d'un mouvement qui se continue à l'heure présente. Par là même, le jugement que Marx et Engels vont porter sur le phénomène sera différent de celui de leurs prédécesseurs. Ceux-ci interprètes passionnés des colères populaires ou doctes médecins du corps social sont unanimes à considérer la lutte des classes comme une anomalie : crime des privilégiés selon les uns, et dont il faut effacer les conséquences par la violence ; selon les autres, erreur de logique humaine que corrigera la raison mieux avertie. Marx et Engels y voient un mouvement historique, très complexe, lequel n'est point achevé. Il ne peut être question de l'annuler d'un trait de plume, pas plus qu'il n'est possible de forcer la main aux événements.

1. « Toute l'histoire de la société humaine, jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes » *Manifeste communiste*, §2. Traduction Andler. Paris, 1906. Société nouvelle de librairie et d'édition (C'est désormais à cette traduction que nous renverrons pour les citations du Manifeste).

Prendre une vue claire de ce mouvement et y participer de façon consciente (1) tel est le devoir de celle des classes en lutte dont Marx et Engels ont épousé la cause : le prolétariat révolutionnaire.

Nous étudierons en deux paragraphes différents :

1° la définition historique de la lutte des classes ;

2° le principe d'action révolutionnaire.

§ 1. — LA DÉFINITION HISTORIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES

Nous lisons dans *Religion, philosophie, socialisme* sous la plume de Frédéric Engels (2).

« La grande pensée fondamentale que le monde ne doit pas être conçu comme un ensemble de choses arrêtées, mais comme un ensemble de procès où les choses qui paraissent stables ainsi que leurs images cérébrales, les concepts, passent par une transformation ininterrompue du devenir et du périr.... cette grande pensée fondamentale... est depuis Hegel si bien ancrée dans la conscience vulgaire, que formulée ainsi, elle ne trouve plus guère de contradicteurs. Cependant, autre chose est la reconnaître en paroles, autre chose est l'appliquer dans la réalité... »

1. Selbstbewusste Theilname » dit en propre termes Marx in « Herr Vogt » p. 35, 1860.

2. *Religion, philosophie, socialisme*, pages 207-208.

Ces quelques lignes nous semblent résumer et définir de façon assez claire la position du marxisme vis-à-vis de la philosophie hégélienne. Un des critiques modernes de l'œuvre de Marx a dit fort heureusement que l'influence de Hegel sur l'auteur du *Manifeste* avait été surtout psychologique (1), et en effet, s'évadant assez tôt de la logique (2) et de la métaphysique de l'école, Marx paraît avoir retenu surtout de son premier maître cette notion de développement — *Entwicklung* — d'évolution progressive au moyen de transformations qui s'engendrent les unes les autres : notion très large, si compréhensive même, qu'elle semble aujourd'hui, par l'abus qu'on en a fait, un peu formelle et vide, mais qui devait être singulièrement suggestive pour des esprits formés à l'école de la philosophie kantienne.

Cette « grande pensée fondamentale », Marx et Engels ont voulu l'appliquer à la réalité ; or, leur

1. Cf. Benedetto Croce, *Matérialisme historique et économie marxiste*. Traduction Bonnet. Paris, Giard et Brière, 1901.

2. Notons que Marx se vante, en 1873 (Préface à la 2^e édition allemande du *Capital*), d'avoir révolutionné la dialectique hégélienne. Ce passage d'Engels que nous citons enregistre cette révolution, lorsqu'il parle des concepts comme des images de choses. Les commentateurs récents du marxisme ont tendance à dédaigner les interprétations d'Engels. Il ne faut pas oublier cependant que c'est avec Engels que Marx travailla pendant plusieurs années à cette critique de la philosophie hégélienne et post-hégélienne, livrée plus tard à la « critique rongeuse des souris » Cf. Préface à la *Critique de l'économie politique*. Schleicher. Paris, 1899.

formation intellectuelle et leurs études les conduisaient à s'attacher aux phénomènes de l'ordre juridique et social : c'est donc cette forme de la réalité présente qu'ils scruteront, en essayant d'expliquer sa genèse par les formes antérieures et d'annoncer son devenir par l'analyse des virtualités dont elle est grosse.

La tâche était digne de tenter des révolutionnaires, car, ne l'oublions pas, les auteurs du *Manifeste*, Marx tout au moins, adhèrent de très bonne heure sinon aux doctrines, du moins à l'état d'esprit des partis d'extrême-gauche. Réaliste, leur recherche ne tentera pas, comme la philosophie hégélienne en avait la prétention, de dépasser la sphère de « la société civile », le règne des besoins. Pratique, elle se limitera, en dépit de l'ambition de certaines formules, à l'histoire des périodes qui expliquent le présent. C'est à une étude historique limitée dans son objet et entreprise d'un certain point de vue que nous avons affaire. L'existence de classes antagonistes se définit au cours de cette étude qui, remarquons-le, ne se présente sous une forme systématique que dans ce manuel de vulgarisation intitulé *Manifeste du Parti communiste* et dont nous serons contraint de rechercher les éléments dans *la Misère de la Philosophie*, *le Capital* et *la Condition des classes ouvrières en Angleterre*.

A. — *L'étude du mouvement historique*

En considérant la société féodale, au moment où elle est le plus solidement assise, nous constatons nécessairement qu'à première vue elle est constituée principalement par des relations politiques, juridiques, morales et religieuses entre ses membres : les rapports proprement économiques sont peu saillants ou n'apparaissent pas. Dans cette noblesse dont « l'expansion de force brutale » est venue s'achever « dans la plus crapuleuse paresse » (1), suzerain et vassal sont unis par des liens d'ordre politique et juridique qui remontent à l'époque guerrière, et les obligations du serf envers son seigneur qui lui doit protection comportent un caractère personnel qui dépasse le cadre de la prestation purement matérielle. Il y a là un premier complexe de relations qui ne se manifestent point par un côté économique prépondérant.

De même, le roturier maître-artisan qui gouverne un atelier de compagnons et d'apprentis, y commande non point tant en la qualité de chef du tra-

1. Sur le peu d'étendue des connaissances historiques chez Marx et son manque de culture général scientifique, voir Georges Sorel, préface à l'ouvrage de Labriola (A.), *Karl Marx, l'Économiste, le Socialiste*. Traduction Berth. Paris, Rivière, 1910.

vail qu'en celle de dignitaire de la corporation, institution juridique, et la présence fréquente au premier rang de ses subordonnés de membres de sa famille donne à son autorité un caractère familial et paternel absent des rapports purement économiques (1). Enfin, cette société — et c'est la qualité dominante qui la résume — communie tout entière dans les « frissons sacrés des pieuses ardeurs » (2) et son respect pour la religion s'étend à tous ceux qui lui semblent participer de son caractère, juriste médecin, savant « qu'elle contemple » avec une pieuse vénération (3).

Cependant, au moyen âge, comme dans les formes sociales antérieures, ce qui distingue essentiellement les membres d'une même communauté locale, ce sont moins les situations diverses que leur font les rapports juridiques et politiques consacrés que leur rôle respectif dans la production des choses nécessaires à la vie. Le serf entretient le baron oisif, et le compagnon qui n'est point appelé héréditairement aux dignités de la corporation est condamné, sa vie durant, à obéir dans l'atelier sans espérance, ni pour lui ni pour ses enfants, de sortir de sa condition. C'est là l'inégalité essentielle. Elle est d'ordre écono-

1. Cf. Andler, *Commentaire du Manifeste*, p. 85. — Cf. également Labriola, *Karl Marx, l'Économiste, le Socialiste*, chap. VII

2. *Manifeste*, § 6, p. 24.

3. *Manifeste*, § 6, p. 24.

mique et les droits du seigneur, la nature juridique du maître ne sont que masques à l'oisiveté du premier et au privilège du second. C'est ce que Marx et Engels définissent, au cours d'une formule concise mais suggestive « l'exploitation déguisée sous un illusoire costume de religion et de politique » (1).

Pourquoi, dira-t-on, cette relation primordiale n'apparaît-elle point dès l'abord, et pourquoi l'inégalité économique fondamentale revêt-elle l'apparence d'inégalités politiques et juridiques? La raison en est facile à saisir. Le régime féodal se présente comme une vaste famille (2), où une partie des membres pourvoit aux besoins de tous. Le travail s'y opère à l'aide d'instruments rudimentaires (3), par petits groupes, dans des centres peu importants, isolés les uns des autres. La production s'adresse à des groupes très restreints, à un marché local. Dès lors la vie économique s'estompe dans l'ombre des manifestations plus voyantes de la politique et de la religion, et les oppositions essentielles du plan de la production se dissimulent sous les inégalités plus théâtrales que com-

1. *Manifeste*, passage cité.

2. Engels le qualifie de « patriarcal ». Cf. *La Condition des classes ouvrières en Angleterre*.

3. On pourrait expliquer, en restant fidèle à la méthode marxiste, ce caractère rudimentaire des instruments de travail par des considérations empruntées au crédit, aux moyens de communication. Le *Manifeste* le fait explicitement en ce qui concerne les origines de la production capitaliste.

portent les rapports juridiques et politiques « illusoire costume ». Mais l'inertie des sociétés est synchrone de leur stagnation économique. Et la féodalité régime de production faible, s'étiole dans l'immobilisme de ses « conditions patriarcales, idylliques » (1) d'existence.

C'est le travail industriel qui, par une révolution profonde du mode de production, va rénover la société en lui imposant une forme et une âme nouvelles.

L'origine de cette révolution est étrangère au domaine propre de la production. Il faut la chercher dans l'élargissement du milieu économique consécutif aux grandes découvertes du xv^e siècle, et dans la transformation de ce milieu par le développement de mécanismes, lents jusqu'alors à se mouvoir, tels que le crédit auquel les métaux précieux du Nouveau-Monde donnèrent un puissant essor (2). Les voyages au delà des mers et la circumnavigation ont singulièrement reculé les bornes de ce petit monde à besoins limités, pour lequel travaille l'atelier corporatif, mais d'autre part, si les vastes contrées colonisées et exploitées font appel à une production plus intense, elles la facilitent par certains de leurs produits qui rénovent les procédés de travail, ou comme l'or et

1. *Manifeste*, § 6, p. 23.

2. Cf. *Misère de la Philosophie*, chap. II.

l'argent affranchissent de la timidité qui mettrait obstacle aux vastes entreprises. Mais où sont les hommes de ces entreprises ? Non point assurément parmi les maîtres artisans, gardiens de l'immobilisme économique. Ceux qui les premiers font face à la situation nouvelle, ce sont les habitants de ces républiques commerçantes (1) qui ont conquis et conservé leur indépendance sur les barons avoisinants ; et plus tard, dans ces communes dont les franchises furent la récompense de luttes politiques séculaires soutenues par les serfs contre leurs seigneurs (2), ce sont des gens beaucoup moins considérables que les dignitaires de corporation, « la classe moyenne industrielle » dit le *Manifeste* (3), les marchands dit la *Misère de la Philosophie* (4) qui prennent la direction de la production. Comme ces armateurs, ces marchands n'occupent point de situation officielle dans la hiérarchie du régime féodal, ils vont rompre rapidement avec « le mode corporatif de l'exploitation industrielle » (5) insuffisant à pourvoir à des besoins grandissants, en créant la manufacture.

1. *Manifeste*, § 3, p. 21. — *Misère de la Philosophie*, chap. II.

2. Cf. à ce propos Andler, *Commentaire du Manifeste*, p. 70 et *Misère de la Phil. in fine*.

3. § 4, p. 22.

4. Page 190.

5. *Manifeste*, § 4, p. 22.

Il s'agit de produire plus, et selon des procédés nouveaux quelquefois (1). En régime corporatif le travail est lent : la production d'un même objet peut exiger le concours de travailleurs de catégories fort différentes, dépendant de maîtres et de règlements différents. La manufacture, en vue d'activer la rapidité de l'opération, réunira ces travailleurs sous une même direction, ou bien, toujours dans le même but de gagner du temps, elle fragmentera la besogne entre plusieurs mains (2), dans un même local. Mais, au début, ce que veulent surtout les nouveaux maîtres de la production, c'est obtenir un meilleur rendement du travail humain par l'établissement d'une discipline matérielle et morale qui n'est possible que dans l'organisation manufacturière (3). Ainsi, dès l'origine, la classe qui préside aux destinées de l'industrie moderne secoue le monde de sa torpeur et lui impose l'effort en vue d'une production intense.

Cette activité nouvelle réagit sur le milieu écono-

1. Mais, selon Marx, ce n'est pas une modification dans la technique qui est à l'origine de la manufacture. Cf. *Misère de la Philosophie*, chapitre II. — Andler, *Commentaire*, p. 78.

2. Cf. K. Marx, *le Capital*. Traduction Roy. Paris, Lachâtre. Chapitre XIV « Division du travail et manufacture ».

3. Cf. Andler, *Commentaire*, p. 78 et *Manifeste*, § 16, p. 32. (Notons que ce passage de Marx s'applique plutôt à la grande industrie des machines. Il est probable, en effet, que la manufacture laissait subsister entre les ouvriers des différences de capacité qui s'opposaient à une discipline unitaire.)

mique en imprimant au commerce et aux relations internationales une impulsion plus vive. L'échange devient le fait universel : il exige des marchandises en nombre sans cesse croissant, et les procédés de la manufacture sont bientôt impuissants à les lui procurer. Le rôle de « la classe moyenne industrielle » touche alors à sa fin (1). Créatrice de l'industrie capitaliste, elle a fondé la société moderne. Dans cette société, elle a conquis de haute lutte son rang politique et son autorité morale : partie des confins du servage, elle arrive à mi-chemin du pouvoir. Mais les forces qu'elle a déchaînées échappent à son emprise. Son champ de bataille véritable, la manufacture, va céder la place à l'usine. Au régime de l'usine présideront d'ailleurs des hommes issus d'elle, et que des qualités particulières d'intelligence, d'économie et de labeur destinaient à continuer son œuvre (2).

Lorsqu'ils cessent d'être les protagonistes du mouvement historique, les maîtres des manufactures ont profondément transformé la société où ils avaient

1. Cf. *Misère de la Philosophie*.

2. Sur la vie rude et économe des premiers grands industriels anglais, voir le *Capital*. Quand Marx parle d'une « classe industrielle moyenne », il est bien certain qu'il ne prend pas le mot classe dans le sens complet qu'il lui donne ailleurs. Il n'y a là qu'un degré, une étape dans la constitution de la bourgeoisie capitaliste. Cf. en ce sens, *Misère de la Philosophie*.

débuté dans la servitude. But unique d'une économie qui a cessé d'être familiale, l'échange plie à ses lois toutes les manifestations de la vie sociale ; comme il lui faut un milieu homogène, il « serre et pétrit » (2) dans des organisations de plus en plus unitaires les diversités et les fédéralismes dont s'accommodait la stagnation économique d'antan ; ce milieu, il l'ordonne au mieux de ses intérêts, concentrant la production dans les villes, afin de rapprocher la marchandise du marché et dépeuplant ainsi les campagnes, véritable foyer de la vie féodale (3), s'attachant à user les frottements qui retardent ou ralentissent la libre circulation des produits, quelle que soit leur origine, obstacles matériels, réglementations ou préjugés (4), accomplissant une besogne proprement révolutionnaire qui détruit les liens personnels, base du régime féodal, et tue avec eux « leur cortège d'idées et de croyances antiques et respectables » (5). Les anciens rapports juridiques et politiques peuvent bien subsister en façade, plus ou moins dégradés, en réalité il n'y a plus dans cette société que des relations commerciales. Et cette première forme du capitalisme couronne son œuvre par une idéologie appro-

2. *Manifeste*, § 11, p. 27.

3. *Manifeste*, § 10, p. 27.

4. *Manifeste*, § 13, p. 28.

5. *Manifeste*, § 7, p. 25.

priée : philosophie intellectualiste des matérialistes et sensualistes anglais, religion protestante (1).

Ce demiurge révolutionnaire, l'échange, est une divinité assoiffée de marchandises.

Lorsque le travailleur devient incapable de manier l'outil avec assez de rapidité pour satisfaire à ses exigences, on songe à lui substituer un mécanisme, ou plutôt, originairement, à lui donner comme auxiliaire une machine qui, en se perfectionnant, le réduira à l'état d'appendice. Ainsi, la primitive machine-outil devient à la fin du XVIII^e siècle la machine à vapeur (2) qui trône dans l'usine, chaque jour plus puissante. Alors apparaissent ces générations héroïques qui vont réaliser « de toutes autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques » (3), et dont Marx parle avec une admiration évidente, parce qu'elles ont, comme personne avant elles, « montré de quoi est capable l'activité humaine » (4). Ces grands « capitaines d'industries » ont assumé une lourde tâche, pleine de périls : ces machines, qui leur permettent d'alimenter le Moloch que constitue le marché moderne, sont des

1. Cf. Engels, *Religion, Philosophie, Socialisme*.

2. Cf. Marx, *Le Capital*, chap. XV « Machinisme et grande industrie ». Marx remarque notamment que Watt indiquait, dès 1784, dans les considérants de son brevet, que sa machine était destinée à devenir l'agent général de la grande industrie.

3. *Manifeste*, § 6, p. 24, *in fine*.

4. *Manifeste*, § 6, p. 24, *in fine*.

armes difficiles à manier : à cause de la complexité sans cesse croissante de leurs éléments et de leur usure précoce, tant morale (1) que matérielle, en un temps où le désir d'activer la production multiplie et précipite les innovations techniques, elles exigent de la part de celui qui les met en œuvre une capacité financière considérable : aussi la production va-t-elle se concentrer peu à peu en un petit nombre d'entreprises puissantes ; répondant d'autre part aux demandes d'un marché agrandi, ces machines n'ont de raison d'être, de subsister et de possibilité de vivre que par la production : plus l'outillage mécanique se perfectionnera et plus il faudra qu'il accumule (2) les marchandises, si bien que le stock dépassera la faculté de consommation d'un marché dont les bornes ont été pourtant reculées jusqu'aux confins du monde habité, car il faut surmener en quelque sorte les machines, afin de pouvoir continuer à s'en servir, grâce à la diminution des frais de production, conditions d'améliorations techniques elles-mêmes destinées à intensifier la production. Une fatalité grandiose entraîne le capitalisme, originellement soumis aux vues restreintes de l'échange

1. *Le Capital*, passage cité.

2. *Le Capital*, chap. XXIV, § 3 : « Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise. »

immédiat, dans un véritable délire industriel. Mais c'est un délire aux créations merveilleuses « dont le nombre prodigieux et la colossale puissance dépassent tout ce qu'ont su faire toutes les générations antérieures ». Pour accomplir cette œuvre, les bourgeois capitalistes propriétaires de l'outillage ont eu besoin d'avoir les coudées franches. Afin de produire librement la richesse, la classe bourgeoise, en train de transformer le monde et d'instaurer une civilisation nouvelle, a rompu définitivement l'armature féodale ébranlée par un travail séculaire et fait entrer dans les institutions son idéologie de classe.

La classe triomphante, qui a révélé les forces productives immenses, endormies « au sein du travail social (1) », leur a ouvert une carrière digne d'elles dans cette société internationalisée par « une course effrénée sur toute la surface du globe » (2), où sur la ruine des particularismes nationaux et des liens traditionnels, elle a planté son drapeau de la liberté de marchandises et de l'égalité des échangistes. Le conservatisme du passé a fait place à une fièvre incessante d'innovations qui entretient une « insécurité » et une « agitation » perpétuelles (3).

Mais voici que les forces déchainées se trouvent à

1. *Manifeste*, § 12, p. 28.

2. *Manifeste*, § 8, p. 25.

3. *Manifeste*, § 7, p. 25.

l'étroit dans le lit qu'on leur a creusé et vont déborder les limites provisoires que leur avait assignées le régime capitaliste. Il y eut conflit entre les conditions féodales de la production et le mode de produire né de l'élargissement du milieu économique : la grande industrie des machines se débat maintenant dans sa gangue capitaliste. Les forces productives créées par le capitalisme entrent en conflit avec la propriété privée des capitaux (1) ; les crises économiques qui sont des crises de surproduction marquent les phases aiguës de ce conflit. Créées toujours plus abondantes par le machinisme, les richesses se heurtent aux cadres rigides de la propriété privée, forme nécessaire et unique de la propriété bourgeoise. Ainsi l'arme se retourne contre celui qui le forgea (2).

Pour éviter que le coup soit mortel, il faut ralentir un temps l'essor des forces productives, diminuer par conséquent le rendement des capitaux, entamer par là la propriété ; il faut aussi chercher de nouveaux débouchés, solliciter davantage le marché en produisant à plus bas prix, ce qui conduira à une production plus intense, source de nouvelles crises qui finiront par rendre permanent ce retour à la barbarie

1. *Manifeste*, § 14, p. 29. « Dans la *Misère de la Philosophie*, chap. II, § 1^{er}, 7^e observation, Marx dit que le régime capitaliste (propriété privée) constitue par rapport à l'essor des forces productives « une force productrice de répression ».

2. *Manifeste*, passage cité, p. 30. Cf. Engels, *Condition des classes ouvrières en Angleterre*.

où les hommes meurent de faim au milieu des richesses qu'ils ont créées.

Pour servir cette révolte des machines, il y a des hommes, comme il y eut des hommes pour soutenir la lutte que le commerce transocéanique engagea contre le régime féodal de la production. Ainsi que les machines dont ils ne constituent d'ailleurs que l'appendice, ils apparaissent comme le produit direct de la société capitaliste : ce sont les prolétaires de l'usine.

« Partout, dit Marx, dans le *Capital* (1), où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur libre ou non est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à sa propre existence un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production. » Ce caractère essentiel de l'exploitation capitaliste existe, par conséquent, déjà dans la manufacture à laquelle les ouvriers vendent leur travail ou leur force de travail devenue marchandise dans un monde où l'échange est roi (2). Mais ce qu'agglomère la manufacture, pour l'intensifier, c'est du *travail vivant*, et son organisation interne est fondée sur la collabora-

1. Chap. X § 2. Marx ajoute que quand c'est la valeur d'usage qui prédomine dans une société « le surtravail est plus ou moins circonscrit par le caractère de besoins déterminés ».

2. Cf. *Manifeste*, § 15, p. 31.

tion vivante des efforts humains (1). La production s'accommode encore alors d'une certaine hiérarchie d'aptitudes chez ceux qu'elle asservit, et sa discipline s'en ressent. Avec les machines et l'ère qu'elles inaugurent, commence l'âge de l'ouvrier despécialisé (2). L'usine met en œuvre le « travail mort » des mécanismes et l'ouvrier devient le serviteur de ce travail mort. Son rôle d'auxiliaire impersonnel, propre aussi bien à l'une qu'à l'autre de ces manœuvres « simples..., monotones..., faciles à apprendre » (3), va déterminer sa condition. On paiera ces « appendices de la machine » juste assez pour qu'ils subsistent, selon les lois qui règlent l'échange des marchandises et ce salaire ira toujours diminuant, car plus on exigera du travail mort, et moins on demandera de qualité au travail vivant. Les femmes et les enfants que l'exploitation féodale avait épargnés sont élevés à la dignité de producteurs, maintenant que ce rôle a perdu la dignité que lui conférait le travail qualifié. Bien plus, on tendra même à éliminer le plus possible les bras, et les machines jetteront sur le pavé un grand nombre d'ouvriers qui constitueront le noyau permanent

1. Cf. A. Labriola, *op. cit.*, qui voit dans la manufacture « une hiérarchie vivante de travailleurs », chap. VII.

2. C'est « l'économie du coton ». Cf. Georges Sorel, *Introduction à l'économie moderne*.

3. *Manifeste*, § 15.

d'une formidable « armée de réserve industrielle » (1). Est-ce à dire que les progrès mécaniques vont en facilitant le travail, en diminuer la durée, adoucir la discipline qui y préside. Au contraire. Pour que la forme capitaliste de la production puisse subsister, il faut que les capitaux aient leur plein rendement, que les machines fonctionnent à outrance. Leurs serviteurs seront astreints à des journées sans cesse plus longues (2) ou à un labeur toujours plus considérable en un temps donné. Pour assurer leur subordination et leur adaptation aux nouveaux procédés de travail, une discipline de fer sera nécessaire (3). Ces « simples soldats de l'industrie » seront soumis au « despotisme » de toute une hiérarchie de sous-officiers et d'officiers (4).

Fils de l'industrie capitaliste, ce prolétariat, dès sa naissance, va lutter contre la classe triomphante qui préside aux destinées de cette industrie, et c'est au cours de cette lutte qu'il se constituera en classe *pour lui-même*. En effet, vis-à-vis de ses maîtres,

1. Cf. Engels, *la Condition des classes ouvrières en Angleterre*.

2. Marx cite un meeting tenu à Nottingham en vue d'obtenir la journée de dix-huit heures. Cf. *Capital*, chap. X.

3. « La subordination technique de l'ouvrier à la marche uniforme du moyen de travail et la composition particulière du travailleur collectif d'individus des deux sexes et de tout âge créent une discipline de caserne parfaitement élaborée dans le régime de fabrique. » *Le Capital*, chap. XV, § 4. — Cf. A. Labriola, *op. cit.*, chap. VII.

4. *Manifeste*, § 16, p. 32.

cette masse de travailleurs dont le développement du régime capitaliste unifie de plus en plus la condition, apparaît déjà comme un groupement homogène, une classe, mais c'est le mouvement autonome qu'elle va produire en s'opposant à la bourgeoisie qui lui confèrera réellement ce titre avec l'aptitude à instaurer un ordre nouveau. Retracer les phases de ce mouvement, c'est donner la définition historique du prolétariat révolutionnaire (1).

Au début de l'ère des machines, l'ouvrier, que l'accélération subite et profonde imprimée au régime capitaliste a réduit à un servage d'un nouveau genre, emploie dans la lutte les procédés mêmes du serf de jadis, à savoir les attentats individuels contre les personnes ou la propriété. Puis, la discipline commune qui pèse sur eux, le nivellement progressif de leurs conditions, fait naître chez les travailleurs de l'usine une solidarité rudimentaire qui se manifeste d'ailleurs par les actes les plus contraires à leurs intérêts. Fils de la production dont le développement incessant prépare leur victoire, c'est à la production qu'ils s'attaquent, dans ses instruments les machines, dans ses fruits les marchandises du « laisser faire, laissez-passer », désireux, semble-t-il, de restaurer l'atelier patriarcal et l'économie familiale

1. *Misère de la Philosophie*, chap. II, § V et la conclusion.

du moyen âge, aspirant « à rétablir la condition ruinée de l'ouvrier du moyen âge » (1).

Cette solidarité, si funeste en ses effets, est d'ailleurs restreinte aux murs d'une usine, de telle ou telle fabrique particulière. La masse prolétarienne, l'armée de travailleurs dont l'industrie capitaliste use et abuse ne se connaît point encore elle-même. Si parfois elle prend conscience de sa force en tant que collectivité, c'est encore sous la conduite de ses maîtres qui le mènent aux grandes batailles politiques, où s'assied définitivement leur domination. Dans un combat qui n'est pas le sien, le prolétariat ne fait cependant œuvre vaine à son endroit : c'est au cours des luttes qu'elle eut à soutenir que la bourgeoisie s'est constituée en classe (2). En forçant les prolétaires à combattre pour le triomphe de son *credo* politique et économique, elle leur fournit « les moyens éducatifs qui lui ont servi à se former elle-même » et par là « des armes qui se retournent contre elle » (3).

Pour que la classe ouvrière commence à prendre conscience d'elle-même, en tant que telle, il faut qu'en poursuivant son développement l'industrie des

1. *Manifeste*, § 19, p. 33.

2. C'est le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire en constituant la lutte ». *Misère de la Philosophie*, chap. II, § 1, septième observation.

3. *Manifeste*, § 24, p. 36.

machines concentre les capitaux dans un nombre de mains toujours plus réduit, au sein d'entreprises toujours plus considérables. Ces forteresses de la production grouperont en masses plus denses les prolétaires jusqu'alors disséminés, donnant naissance à de formidables armées industrielles (1). Dans ces armées viendront de plus en plus prendre rang de simples soldats des gens dont l'indépendance économique est contradictoire au régime de la grande production : industriels moyens éliminés par la concentration, petits commerçants et paysans, survivance de l'économie locale et régionale, tous groupes ou classes qui, malgré leurs efforts pour « faire rétrograder la roue de l'histoire », s'étiolent » et viennent peu à peu se fondre dans le prolétariat, bientôt seule classe constituée en face des maîtres de la production (2).

Ainsi renforcés, pourvus de nouveaux « moyens éducatifs », les travailleurs engagent leur propre lutte. Pour défendre leur salaire, que la concurrence capitaliste rend de plus en plus variable et précaire, ils se coalisent d'abord temporairement, puis de façon durable contre leurs exploiters. Ces engagements d'abord isolés, escarmouches à caractère d'émeute, puis combats plus sérieux préparés par les asso-

1. *Manifeste*, § 21, p. 34.

2. *Manifeste*, § 26, p. 37.

ciations, se généralisent. Les moyens de communication que la classe bourgeoise ne cesse de créer et de développer, pour décongestionner en quelque sorte son marché, facilitent l'union pour la lutte sur tous les points d'un territoire.

Lorsque cette union est réalisée, la masse prolétarienne, communauté douée de l'unité nationale et de l'organisation politique, prend rang de classe, et sa lutte devient une lutte de classe, analogue à celle de la bourgeoisie contre les dirigeants oisifs de la société féodale et monarchique (1).

Mais si la bourgeoisie a triomphé, c'est qu'elle remplissait une fonction civilisatrice au premier chef en substituant à la médiocrité et à l'inertie économique de la féodalité « la richesse sobre et économe qui se maintient, se reproduit et s'agrandit » (2), et en se vouant à la grande tâche du développement indéfini des forces productives. Le prolétariat a-t-il quelque mission de ce genre à remplir (3).

Nous avons vu que le régime de la grande production capitaliste aboutissait à sa propre négation dans le phénomène des crises. Cette contradiction

1. *Manifeste*, § 22, 23, p. 35 et 36. — Cf. également, *Misère de la Philosophie*, *in fine*.

2. *Misère de la Philosophie*, chap. II, § 3.

3. « Un état social ne meurt jamais avant que ne soient développées en lui toutes les forces productives qu'il pouvait renfermer ». K. Marx, *Critique de l'économie politique*. Traduction française. Schleicher. Paris, 1899. Préface.

économique fondamentale se manifeste par la perversion la plus complète des conditions de la vie sociale, la destruction même de ces conditions. Tandis que sous les régimes précédents, les classes opprimées pouvaient au moins végéter, traîner tant bien que mal une « vie d'esclavage », le développement logique du capitalisme l'amène à supprimer toute possibilité d'existence pour le prolétariat, c'est-à-dire pour « l'immense majorité » de la société. Réduits à une pauvreté sans cesse grandissante, les prolétaires qui n'ont pas de propriété ignorent ce que c'est que la famille et l'internationalisme de l'exploitation a supprimé pour eux le lien national (1), la bourgeoisie ne peut plus faire vivre la société : c'est donc que son existence « n'est plus compatible avec la vie sociale ».

Or, en face de la bourgeoisie capitaliste maintenant ne se dresse plus qu'une classe digne de ce nom, animée de l'énergie révolutionnaire : c'est le prolétariat. Au prolétariat incombe donc le rôle de prendre en main la direction de la production que la classe bourgeoise est incapable d'assurer désormais. Cette mission civilisatrice, il la remplira en supprimant l'exploitation économique et son signe matériel dans l'usine, le salariat, dont l'union

1. Paragraphe 27, p. 31, 38 et 40. Ce passage du *Manifeste* consacre le thème traditionnel de la littérature socialiste de la première moitié du xix^e siècle.

révolutionnaire des travailleurs par l'association, fruit de la grande industrie, abolit les conditions d'existence (1). Ainsi la grande « tragédie du travail » qui s'est déroulée à travers les siècles aboutira à cette révolution de l'immense majorité qui fondera, sur les ruines de l'ancienne société civile, une association excluant les classes et leur antagonisme (2). C'est l'aboutissant nécessaire du mouvement historique par le développement des antagonismes immanents aux formes de la vie sociale. « La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables (3). »

B. — *Caractères généraux de cette étude*

Le trait le plus saillant, le plus immédiat de ce tableau dramatique des luttes de classes qui constituent la trame de l'histoire moderne nous paraît être son caractère esthétique. Dans le seul ouvrage où il se déroule de façon systématique, et qui est, notons-le, car cela a son importance, le *Manifeste du parti communiste*, ce qui frappe, avant tout, c'est le balancement harmonieux de toutes les parties et la symétrie constante des descriptions (4). Le point de

1. *Manifeste*. § 32, p. 40.

2. Cf. *Misère de la Philosophie*, *in fine*.

3. *Manifeste*, § 32 *in fine*, p. 41.

4. Nous ne parlons évidemment que du chapitre premier.

vue central du mode de production envisagé dans ses transformations, ne saurait suffire à expliquer cette sorte de logique immanente à la conception marxiste du développement historique. Il était donc naturel que l'on dénonçât ici l'influence dominante du premier maître de Marx et que l'on vit dans l'étude historique du *Manifeste* une application volontaire et systématique de la logique hégélienne.

Cette filiation paraît d'autant plus établie à première vue, que maintes fois Marx et Engels la reconnaissent implicitement en célébrant les mérites de la dialectique. Le dernier ne s'efforce-t-il pas de montrer dans son ouvrage de polémique contre Dühring (1) que la négation de la négation est une loi très générale qui domine le monde inorganique et toutes les manifestations de la vie, dans les domaines les plus complexes ? d'autre part, le passage de la préface à la deuxième édition du *Capital* où Marx vante la vertu évolutionnaire de la dialectique est resté fameux. Mais il convient, selon nous, de ne pas envisager de façon trop étroite les rapports de la conception marxiste et du système hégélien, il importe surtout de ne pas voir génération de doctrines là où il n'y a qu'inspiration d'ordre psychologique. Nous aurons l'occasion de noter combien les premiers ouvrages de P.-J. Proudhon manifestent d'imitation maladroite à force

1. Deuxième édition allemande, 1873.

d'être servile à l'égard des procédés de la logique allemande, combien même sa théorie de la lutte des classes est imprégnée de métaphysique hégélienne. Il n'y a rien de pareil chez Marx. Ce que les auteurs du *Manifeste* retiennent du philosophe de l'universelle évolution, c'est le procédé d'analyse psychologique, à l'aide duquel mettant à nu les antagonismes internes aux états et aux formes il formule la loi des destructions et des genèses qui, par le mal et dans la lutte, constituent le mouvement historique. Mais en idéaliste absolu qu'il était l'auteur de la *Philosophie de l'Esprit* avait fait de l'histoire un pur jeu de concepts, Marx et Engels, que les circonstances de leur vie orientaient vers une appréhension plus directe, et plus matérielle des réalités sentirent immédiatement quel parti ils pouvaient tirer de la méthode dialectique, dans leurs études historiques, en lui offrant un terrain plus concret (1) et en lui donnant pour matière les faits eux-mêmes que Hegel considérait de haut avec un superbe mépris. Dégageant d'un état social les contradictions qui en le constituant le condamnaient à mort, cette méthode leur parut à bon droit celle de l'histoire faite du point de vue révolutionnaire.

1. « Ils transportèrent le concept du devenir historique par processus d'antithèses de la forme abstraite que la dialectique de Hegel avait déjà décrite dans ses traits les plus généraux à l'explication concrète de la lutte des classes. » Ant. Labriola. *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière.

Mais il ne faudrait pas exagérer sans doute la part de la volonté réfléchie dans l'emploi qu'il firent du procédé : il y avait là, semble-t-il, chez eux, chez Marx tout au moins une habitude d'esprit particulière qu'ils devaient à l'ambiance idéologique et il convient de ne pas attacher trop d'importance aux commentaires qu'ils donnèrent par la suite de leur méthode (1).

C'est cette manière particulière d'envisager les formes sociales par les antagonismes qu'elles révèlent qui donne à l'exposé du *Manifeste* une allure aussi systématique et d'une cohérence étonnante dans une étude historique. Comme le savant qui produit artificiellement dans son laboratoire, pour l'étudier dans sa pureté et avec toutes ses caractéristiques un phénomène que la nature ne lui fournit qu'éparpillé et atténué, Marx et Engels, le premier surtout, vont étudier les antagonismes là où leur mécanisme apparaît dans sa nature intime, à l'usine et autour de l'usine (2) : aussi toute leur description est-elle dominée par leurs observations de la grande industrie anglaise, où l'abolition de l'ancienne réglementation du tra-

1. Marx dans la Préface à la 2^e édition du *Capital* : « Dans la conception positive des choses existantes, elle inclut du même coup l'intelligence de leur... destruction nécessaire... rien ne saurait lui imposer. » Cf. également Engels, *Religion Philosophie, Socialisme*.

2. Cf. A. Labriola, *Karl Marx*, chap. VII.

vail consécutive à l'introduction des machines avait suscité de nombreux conflits proprement ouvriers au début du XIX^e siècle. Est-ce à dire que le *Manifeste* comporte un tableau réaliste des oppositions de classes dans le cadre de l'usine anglaise ? Non point. Nous avons vu que la dialectique supposait une analyse psychologique. C'est proprement ce procédé que Marx et Engels appliquent aux formes de production, les étalant en quelque sorte dans toute leur possibilité logique, et leur conférant par là un degré de développement et un caractère de rigueur et d'absolu qu'elles ne possèdent pas ou n'ont pas atteint. Leur usine c'est l'usine type, et le régime capitaliste, tel qu'ils le décrivent, est une forme sociale réalisée dans toute l'étendue de ses possibilités : toute chose éloignée des nuances et de la complexité de la réalité contingente.

D'autre part, le *Manifeste* — où ce grossissement et cette simplification des formes historiques sont particulièrement sensibles — a été écrit en 1847 pour servir de *credo* à une secte révolutionnaire : c'est en quelque sorte le rudiment et l'abrégé de la doctrine. On conçoit donc que pour mettre celle-ci à la portée de tous, Marx et Engels se soient laissés aller à présenter les phénomènes sous leur angle le plus accusé et à fortifier leur argumentation de tableaux, c'est-à-dire de descriptions « dont la valeur ne dépasse pas celle d'une image artistique destinée à nous faire

assimiler une idée » (1). On a pu saisir, non sans quelque raison, en divers passages des exposés historiques de Marx, une certaine « poésie sociale » (2) à laquelle on peut rattacher, semble-t-il, les formules du *Manifeste* relatives à la condamnation des classes moyennes et à la paupérisation croissante du prolétariat. A ces titres divers, la théorie marxiste de la lutte des classes mérite sans doute le qualificatif d'abstraction que lui accola un de ses commentateurs les plus autorisés (3).

Le point de vue dialectique a donc conduit Marx et Engels à tracer de vastes fresques où la définition historique de la lutte des classes perd souvent en exactitude stricte ce qu'elle gagne en simplicité et en vigueur.

Par un autre côté la forme systématique et logique que revêt cette définition se manifeste, et c'est le second caractère que nous allons examiner comme l'expression d'un fatalisme ou tout au moins d'un déterminisme matérialiste absolu. Le conflit entre le milieu économique et le mode de production

1. Georges Sorel, Préface au *Socialisme* de Colajanni. Paris, Giard et Brière, 1900, p. 12.

2. Sorel, Préface au *Socialisme* de Colajanni. Paris, Giard et Brière, 1900, p. XII.

3. Sorel, Préface au *Socialisme* de Colajanni. Paris, Giard et Brière, 1900, p. VIII. — Cf. également du même auteur la *Décomposition du marxisme*, chap. V. Paris. Bibliothèque du mouvement prolétaire. Rivière, 2^e édition, 1910.

féodal, la manufacture et l'usine, la classe dont elle assure la domination, la grande production capitaliste qui aboutit à se nier elle-même, le prolétariat sauveur, toutes ces formes sociales et toute ces classes qui s'engendrent les unes par les autres : ce drame où chaque protagoniste donne naissance à « ses propres fossoyeurs », apparaît bien à première vue comme un « théorème en marche ». Et, d'autre part, le fait de subordonner aux modifications dans la production de la vie matérielle toutes les transformations sociales, semble d'abord impliquer non seulement une conception mécaniste de l'histoire, mais la négation même de tout facteur proprement idéologique dans l'évolution des sociétés. C'est de la sorte, en effet, que les tableaux historiques de Marx et d'Engels ont été compris des adeptes de la doctrine et c'est un des côtés par lesquels ils ont le plus prêté à la critique. Il importe donc d'examiner de près ce fatalisme ou ce déterminisme, d'autant plus que cette façon d'interpréter le marxisme n'a pas été sans influence sur une manière d'envisager la lutte des classes dans la pratique (1).

Nous avons vu que la forme générale du *Manifeste* contribuait beaucoup à faire ressortir ce caractère mécaniste qu'offre à première vue la définition his-

1. Cf. notre chapitre IV « La conception démocratique de la lutte de classes ».

torique des classes et de leurs antagonismes. Le style même y aide aussi singulièrement. Ayant à rédiger un petit manuel du communiste, Marx et Engels que leurs études et leur formation antérieures écartaient d'ailleurs de la phraséologie chère à la littérature révolutionnaire, s'efforcèrent d'y faire entrer un grand nombre de connaissances ou plutôt d'enseignements, sous une forme aussi saisissante que possible, mais où le style tirât toute sa vigueur de la précision suggestive de la pensée et non pas de l'appréciation personnelle des faits. De là ces formules qu'il faut absolument considérer comme telles, c'est-à-dire comme un moyen dont on se sert, dans un ouvrage élémentaire, pour résumer en l'exagérant l'esprit d'une argumentation ou d'un développement : « La bourgeoisie moderne apparaît *comme le produit...* de toute une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication » (1). « Ce furent autant de chaînes. Il fallut que ces chaînes fussent brisées : elles furent brisées » (2). « La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables. » Ces phrases, et bien d'autres, ont fait crier au fatalisme. Il convient, nous en avons indiqué la raison, de ne pas attacher trop d'importance à la rigueur de leurs affirmations ou à leur ton prophétique.

1. *Manifeste*, § 5, p. 22.

2. *Manifeste*, § 13, p. 28.

Les pages — peu nombreuses eu égard à l'ensemble de son œuvre — où Marx dénonce les germes de mort immanents au régime capitaliste par l'analyse de ses lois de tendance, justifieraient mieux les accusations de fatalisme ou de déterminisme matérialiste. Mais c'est là précisément un des thèmes que l'auteur du *Capital* emprunte non seulement à la pensée socialiste traditionnelle, mais encore à la littérature économique d'un Sismondi, le lieu commun des utopistes, persuadés que la société marche à une catastrophe si elle n'accepte leurs panacées (1). Marx se borne à affirmer, avec plus de rigueur, de science, de « logique concrète » (2), la négation interne au capitalisme, et comme il n'est point guidé par les considérations qui inspirent ses prédécesseurs, il conçoit cette négation aussi complète et développée qu'il est possible, et la décrit telle qu'il l'a conçue. On peut rechercher, semble-t-il ici encore, ce qu'il y a de proprement scientifique, et ce qu'il entre de spécifiquement éducatif dans la pensée marxiste, et si les affirmations relatives à la concentration croissante et à la paupérisation grandissante ne participent pas en quelque mesure de cette « poé-

1. Cf. Sorel, *Décomposition du marxisme*.

2. Le mot est de M. Benedetto Croce, *Matérialisme historique et économie marxiste*.

sie sociale » dont parle M. Sorel (1). Quoi qu'il en soit, cette partie de la doctrine et son fatalisme apparent comptent parmi les origines théoriques d'une certaine conception de la lutte des classes (2).

Ayant déclaré que la bourgeoisie périrait par ses propres armes, le *Manifeste* ajoute : « Ce ne sont pas les armes seulement dont elle périra qu'elle a forgées. Les *hommes* aussi *qui useront de ces armes*..., c'est elle qui les aura engendrés (3). » Ce passage nous paraît capital, parce qu'il illustre parfaitement le point de vue historique de Marx, tel qu'il ressort de différents textes :

« M. Proudhon, l'économiste, lit-on dans la *Misère de la Philosophie*, a très bien compris que les hommes font le drap, la toile, les étoffes de soie dans des rapports déterminés de production. Mais ce qu'il n'a pas compris, c'est que ces rapports sociaux déterminés sont aussi bien produits par les hommes que la toile, le lin... En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, ils changent tous les rapports sociaux (4). » En 1847, par conséquent, alors que depuis quelques

1. Cf. *Décomposition du marxisme*, chap. V. En sens contraire: A. Labriola, *Karl Marx*, chap. IX. L'auteur montre que les erreurs de Marx viennent de ce qu'il ignorait les conditions véritables de la grande production mécanique.

2. Cf. notre chap. IV.

3. *Manifeste*, § 15, p. 30-31.

4. Chap. II, § 1^{er}, deuxième observation.

années déjà il s'adonne à l'économie et à l'histoire, Marx reste fidèle à ce qu'il écrivait au cours d'un de ses premiers travaux d'ordre philosophique : « La doctrine matérialiste que les hommes sont les produits des circonstances et de l'éducation, que par conséquent des hommes changés sont le produit de circonstances autres et d'une éducation différente, oublie que ce sont précisément les hommes qui changent les circonstances et que l'éducateur doit être lui-même éduqué » (1). Une note du *Capital* au sujet de l'intérêt que présenterait une histoire technologique de l'homme social (2) et une phrase d'Engels dans *Religion, Philosophie, Socialisme* (3) nous assurent de la persistance de ce point de vue. Ce sont les hommes qui font leur histoire. Sans doute, dira-t-on, mais ces hommes, Marx les courbe sans une fatalité économique, dont ils réalisent les lois prédéterminées.

Reportons-nous encore aux textes : « Les hommes font leur propre histoire, lit-on dans le 18 brumaire de Louis Bonaparte, mais ils ne la font pas spontanément dans des conditions choisies par eux, mais au contraire dans des conditions qu'ils ont trouvées toutes faites, dans des conditions données,

1. Cf. *Notes de Marx sur Fenerbach in Engels, Religion, Philosophie Socialisme*, note 3. Ces notes furent écrites en 1845.

2. *Capital*, chap. XV, § 1^{er}, n. 1.

3. P. 214.

transmises. La tradition de toutes les générations défunctes est un cauchemar qui pèse sur le cerveau des vivants (1) ». Ces conditions « dont parle Marx, employant sans doute à dessein un terme aussi compréhensif, sont aussi bien idéologiques que proprement économiques. L'homme social ne fait pas sa politique, sa morale, sa religion sous la tyrannie transcendante de l'économie ; celle-ci n'est qu'un mode particulier de son activité générale, qui s'insère dans le plan de cette activité, dont elle subit constamment l'action, et sur laquelle elle agit à tout moment (2). Cette activité se cristallise en institutions, en systèmes qui constituent précisément cette pesante tradition dénoncée dans le 18 brumaire.

Les vivants ne choisissent pas le milieu où ils agiront : ils héritent de leurs prédécesseurs le décor idéologique et la base même de leur vie matérielle : c'est seulement en tenant compte des conditions que leur a fait le passé, qu'ils pourront orienter leur action vers un avenir différent. La lutte des classes ne se décrète pas plus au coin d'une barricade qu'elle ne s'abolit d'un trait de plume dans le cabinet de l'utopiste. C'est une nécessité que l'histoire impose aux hommes de xix^e siècle. Il importait d'étudier le

1. Page 191.

2. Cf. Engels, lettre publiée le 1^{er} octobre 1895 dans le *Sozialistische Akademiker*. cabriola, *Karl Marx*, chap. III. *Origine philosophique du marxisme*.

phénomène pour en saisir la nature et les tendances : la définition génétique qu'en donne le manifeste permet à ceux qui y sont intéressés d'en prendre conscience, il reste à rechercher dans quel but.

§ 2. — LE PRINCIPE D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Nous avons vu qu'il fallait chercher dans ce formidable développement de la production qui constitue le plus beau titre de gloire du régime capitaliste, l'origine de la forme présente des luttes de classes. Dans le *Manifeste*, le prolétariat apparaît comme le soldat de la révolte des forces productives (1). *La Misère de la Philosophie* considère même que parmi ces forces la plus puissante « c'est la classe révolutionnaire elle-même (2) ».

Si Marx croit en 1848, que le capitalisme porte en son propre mécanisme les germes de sa chute et de sa chute prochaine, du moins pense-t-il que l'agent le plus actif de cette fin réside moins dans le jeu progressif des lois de tendance auxquelles il consacrera son œuvre principale que dans l'attitude et la conduite révolutionnaire de la pièce vivante du mécanisme, le prolétariat fils de la grande industrie. Exercée par des combats périodiques menés au sein de la

1. Cf., paragraphe 15.

2. *Misère*, chap. III, § V, p. 243.

fabrique et dans les cadres des associations professionnelles, cette classe est prête à la « lutte nationale unique à direction centralisée (1) ». Quel sera le caractère de cette lutte, et comment devra-t-elle s'accomplir ?

Pour bien comprendre la conception pratique de la lutte des classes, telle qu'elle ressort du *Manifeste* (2), il faut se souvenir que Marx et Engels, avec la plupart des socialistes du temps étaient persuadés vers 1848 de l'imminence du choc définitif (3). Il n'est donc pas question de philosopher sur les phrases et les formes possibles du mouvement : ce sont des conseils immédiats qui sont nécessaires. Or, en matière de lutte sociale il y avait une tradition ; c'était celle des journées révolutionnaires de 1793, reprise par les babouvistes et dont avaient hérité les hommes qui à la suite de Blanqui comptaient sur un coup de main heureux pour s'emparer du gouvernement au profit des déshérités, la tradition des révolutions de

1. *Manifeste*, § 21, 22.

2. Cf. sur ce point Sorel. *Décomposition du marxisme*, notamment pour ce qui concerne le blanquisme de Marx. Nous désignerons par blanquisme au cours de cette étude non seulement la tactique des coups de main, mais toute méthode qui fondée sur l'idéal révolutionnaire de 1789 et 1793 subordonne l'affranchissement, non d'une classe mais des masses populaires, à la conquête politique du gouvernement.

3. « Comme il (Marx) croyait la révolution imminente, il n'a pas mis ses disciples en garde contre la contingence des bases historiques du mécanisme étudié par lui. » Sorel. *Y-a-t-il de l'utopie dans le marxisme ?* (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1899).

France. Que Marx et Engels malgré leur analyse de l'évolution économique et leur sens historique indéniable l'aient adopté en 1848, on n'en peut douter : « Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonismes de classes que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques (1) », telle est la conclusion de *la Misère de la Philosophie* qui donne comme d'ordre à la lutte prochaine ces mots empruntés à Georges Sand : « Le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant. »

Ce texte ne permet pas, à notre avis, d'épiloguer sur le sens du mot « politique » dans la formule brève du *Manifeste* (2), surtout si l'on songe que le comité « mi-partie démocrate et communiste » (3) de Cologne où siégeait Marx tenta un coup de main politique, tandis qu'Engels s'emparait véritablement d'Elberfeld, malgré la garnison, à la fin de l'année 1849. C'est une révolution analogue à celle qui porta la bourgeoisie au pouvoir politique, qui constituera le prolétariat « en classe régnante » (4). Il s'agit donc de conquérir la « suprématie politique » (5). C'est la première phase du mouvement, la plus violente. Elle

1. *Misère de la Philosophie*, in fine.

2. Toute lutte de classe est une lutte politique, § 22.

3. Cf. Andler, *Commentaire du Manifeste*, p. 48, 49.

4. Cf. *Manifeste*, § 52.

5. *Manifeste*, passage cité.

suppose le concours de la petite bourgeoisie démocratique. Peut-être même se terminera-t-elle par le triomphe de cette dernière (1). Dans tous les cas le prolétariat, vainqueur véritable, pourra dès ce moment multiplier et accélérer ses exigences et il se constituera peu à peu en classe dirigeante. Alors commencera la seconde phase destinée à préparer la révolution totale du régime de production par la socialisation et la nationalisation progressives de la propriété foncière et de l'industrie et par un ensemble de mesure d'ordre financier, fiscal d'une manière générale proprement administratif (2). L'examen de ces mesures énumérées au *Manifeste* semble bien prouver que Marx les a conçues comme devant être exécutées à un moment où la petite bourgeoisie et le prolétariat seront à peu près sur un pied d'égalité (3). C'est précisément ce socialisme d'état qui préparera les voies à la disparition des classes. Lorsque celle-ci sera un fait acquis, le prolétariat abandonnera son rôle de dictateur ou plutôt il n'y aura plus de prolétariat, tous les antagonismes du passé étant venu se fondre et se dissoudre dans cette « association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » (4). L'État « pouvoir

1. C'est sans doute l'opinion de Marx dès le début de 1850. Cf. Andler, p. 50 à 54.

2. Cf. *Manifeste*, § 53. — Andler, *Commentaire*, p. 180, 168.

3. Cf. Andler, *Commentaire*, passage cité.

4. *Manifeste*, § 54, p. 55.

organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre classe » (1) disparaîtra de la sorte, après que le prolétariat s'en sera servi pour arriver à ses fins.

Nous constatons, à première vue, que cet aperçu du rôle et des devoirs que Marx trace à la classe ouvrière (2), ne contient aucun renseignement sur ce que doit être pratiquement la lutte de classe au sein de la société présente ou sur les voies et moyens par lesquels l'action prolétarienne parviendra à ses fins telle que le conçoit le *Manifeste*, à savoir un bouleversement subit d'ordre politique. Cette lacune fondamentale s'explique encore en grande partie par la croyance à l'imminence du choc. Le point de vue dialectique n'y est pas non plus étranger sans doute (3).

L'expérience de 1848 et l'étude approfondie qu'il fait pour la première fois d'une forme concrète de lutte dans « la lutte des classes en France » semblent avoir fait entrevoir à Marx que ce n'est qu'au prix de « quinze, vingt et cinquante ans de

1. *Manifeste*, § 54, p. 55.

2. Cf. Sorel, *les Polémiques pour l'interprétation du marxisme*. Paris, Giard et Brière, 1900. « Il s'agissait, de 1847 à 1850, pour Marx et Engels, de renouveler la Révolution française avec tous ses troubles populaires. Le prolétariat n'aurait pu prendre de suite le pouvoir, mais il aurait pesé continuellement sur des gouvernements faibles, jusqu'au moment où il aurait pu être assez fort pour exécuter le plan communiste », p. 28.

3. Cf. au sujet de l'influence de la dialectique sur le blanquisme de Marx Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*.

guerre civile et de guerre entre peuples » que tel prolétariat, celui d'Allemagne, deviendra capable du pouvoir politique (1). Le grand essor capitaliste des années 1860 le fera réfléchir sans doute sur l'opportunité de substituer « l'évolution révolutionnaire » à la « phrase révolutionnaire » (2). Le développement parallèle des organisations syndicales l'amènera à donner à ces organisations un rôle très actif dans cette évolution, puisqu'il en fera, dans une résolution rédigée pour le I^{er} Congrès de l'Internationale (3) « les véhicules organisés de la suppression même du salariat et de la domination du capital », insistant par ailleurs sur leur indispensable autonomie (4). Mais sa conception générale de l'action socialiste et du but qu'elle doit se proposer pour réaliser ses fins dernières ne s'est pas modifiée. L'adresse inaugurale rédigée par lui, lors de la fondation de l'Internationale, maintient la nécessité d'une conquête du pouvoir politique (5) et dans une lettre de la fin de l'année 1866, il dénonce avec véhémence l'hostilité des délégués français au Congrès de Genève

1. Cf. Marx, *l'Allemagne en 1848, Révélation sur le procès des communistes à Cologne*.—Cité par Lagardelle, *A propos de Marx (Mouvement socialiste, 15 mars 1908)*.

2. *Idem*.

3. *Idem*, Cf. notre chapitre III.

4. Interview donnée en 1869 à un rédacteur du *Volksstaat*, citée par Labriola, *Karl Marx*, chap. IX, *in fine*.

5. Cf. Puech, *le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs*. Thèse de Paris, 1907.

à « tout mouvement social concentré, c'est-à-dire réalisable par des moyens politiques » (1). Enfin la préface rédigée avec Engels, pour le *Manifeste*, en 1872, déclare que les principes généraux formulés en 1847 « demeurent, tout compte fait, d'une justesse parfaite » (2). Sans doute, les événements ont-ils opposé des démentis partiels aux espérances d'alors. Marx ne croit plus que la classe ouvrière soit capable, à la suite d'une révolution victorieuse, de « mettre en marche pour son service propre »... « le mécanisme politique existant ». L'éducation du prolétariat ne se réalisera qu'à travers « de longues luttes et toute une série de progrès historiques qui transformeront les circonstances et les hommes » (3).

Le vague même de cette dernière formule prouve que ces progrès et ces luttes sont conçus par l'auteur de la *Commune de Paris* comme devant se produire sur le terrain politique comme dans le domaine économique. Il n'est pas du tout sûr que la démocratie sociale ait excité « la douce hilarité » de Marx aussi souvent que le pense M. Arturo Labriola (4). En reculant indéfiniment le but qu'il avait cru si

1. *Lettre à Kugelmann* (*Mouvement socialiste*, octobre 1902). — Cf. notre chap. III.

2. *Manifeste*, p. 6.

3. Marx, *la Commune de Paris*. Lagardelle, article cité.

4. Discours prononcé lors d'une Conférence internationale tenue à la Société de géographie le 3 avril 1907. Cf. Lagardelle, *Syndicalisme et socialisme*. Bibliothèque du mouvement socialiste.

proche autrefois, ce « prosaïque économiste » faisait la part plus belle que jamais à l'action politique et légitimait par avance la prétention qu'affichera une pratique proprement politicienne de la lutte de classe, de se rattacher au marxisme.

Est-ce à dire que Marx s'est borné à nous fournir un programme analogue à ceux de la sociale démocratie qu'il poursuivra de ses railleries ? Nous ne le pensons pas ; son œuvre contient, relativement à la pratique de la lutte des classes, des enseignements et des préceptes. Mais il ne faut point aller les chercher là où ils ne sont pas, au paragraphe 53 du *Manifeste* ou dans les autres passages où Marx conserve pieusement la défroque révolutionnaire des aïeux. Les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire ont coutume de parler de retour à Marx par delà le marxisme et sans doute ont-ils raison, s'ils entendent par ce dernier mot la glose que certains commentateurs, peu désintéressés, firent des analyses économiques du *Capital*. Mais le vrai marxisme, la partie essentielle de l'œuvre réside entièrement dans la définition historique de la lutte des classes. C'est là qu'il faut chercher les enseignements dont nous parlions. Les formules suggestives à l'aide desquelles les conflits historiques apparaissent comme des combats séculaires engagés autour de la production, montrent que c'est par cette considération dominante de la production que doit s'orienter toute

action révolutionnaire. La seule fatalité qui domine les tableaux du *Manifeste* est celle du travail. C'est parce qu'une grande école d'énergie : le capitalisme, a modifié les conditions de travail en décuplant l'effort humain, qu'une race d'hommes est surgie qui porte en elle la mission de libérer la production, et seule est capable historiquement de mener cette tâche à bien. Elle n'y parviendra qu'en se constituant en classe distincte sur le terrain exclusif de la production où elle a germé, qui est sa raison d'être et d'agir, c'est-à-dire en s'opposant dans une lutte ouverte aux vainqueurs d'hier ses maîtres d'aujourd'hui.

Il y avait là, inclus dans les exposés objectifs et abstraits, les éléments d'une pratique vivante de la lutte des classes que Marx n'a formulé nulle part, mais que nous retrouverons exposée systématiquement dans les théories du syndicalisme révolutionnaire (1).

CONCLUSION

« Ce que j'ai fait de neuf, écrit Marx, ce fut de montrer : 1° que l'existence des classes est amplement liée au développement historique de certaines

1. Voir notre deuxième partie.

lutttes déterminées dans la production ; 2° que cette lutte de classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même n'est que la transition à la disparition des classes et à une société sans classes (1). » Nous avons vu, en effet, que la conception marxiste de la lutte des classes était tout entière contenue dans la définition historique qu'il en avait donnée. Elle apparaît donc dans la suite des doctrines comme une théorie fondée sur une étude de l'histoire moderne entreprise d'un point de vue particulier avec des procédés personnels, ou si l'on préfère comme le produit d'une réflexion sur l'histoire d'une certaine période de la vie sociale.

1. Lettre à Weydemeyer apud Mehring (Neue Zeit) cité par Berth, *Mouvement socialiste*, juillet 1907 (*Revue des Revues*).

CHAPITRE II

LA CONCEPTION PROUDHONIENNE DE LA LUTTE DE CLASSES

Le 31 juillet 1848, P.-J. Proudhon, représentant de la Seine, déposait sur le bureau de l'Assemblée constituante une proposition ainsi formulée : « Mise en demeure adressée à la propriété de procéder à la liquidation sociale et entre temps de contribuer pour sa part à l'œuvre révolutionnaire ; les propriétaires rendus responsables de leur refus et sous toutes réserves. » Interrogé sur la portée de ce dernier membre de phrase « cela veut dire, expliqua-t-il, qu'en cas de refus nous procéderions *nous-mêmes* à la liquidation sans *vous* », puis quelques instants après : « Lorsque j'ai employé les deux pronoms *vous* et *nous*, il est évident que dans ce moment-là je m'identifiais moi avec le prolétariat, et que je vous identifiais vous avec la classe bourgeoise. »

Cette affirmation catégorique de la lutte des classes nous semble résumer, en ses quelques formules, l'esprit et le caractère propre de la conception que se fit Proudhon des antagonismes sociaux. Énoncé

au cours d'un débat parlementaire, dans le frémissement de luttes récentes, elle révèle, chez le futur auteur de *la Capacité politique des classes ouvrières*, l'homme de l'action réaliste, contingente, le militant de la politique quotidienne qu'il restera sa vie durant. Par ses termes, elle sous-entend et explique un système qui démontre la nécessité de cette « liquidation » et légitime cette « œuvre révolutionnaire » en indiquant les moyens à l'aide desquels elle s'accomplira. Et, de fait, la définition proudhonienne de la lutte des classes procède d'un ensemble de spéculations philosophiques, beaucoup plus complexe que cette vue systématique de l'histoire moderne où Marx et Engels formulèrent leur thèse (1). C'est précisément dans ce mélange — quelquefois heurté et antagonique — de métaphysique et d'expérience concrète que réside le trait propre de la doctrine de Proudhon notamment en ce qui concerne le point que nous étudions. Le philosophe des *Contradictions économiques* ou de la *Justice* s'est débarrassé beaucoup moins que Marx d'une certaine scolastique de la pensée et d'un verbalisme coutumier aux néophytes, mais son contact journalier avec une société très vivante, à une époque où l'histoire se précipitait, lui a permis de

Proudhon reste par là dans la ligne traditionnelle des socialistes français et notamment des utopistes. Peut-être faut-il voir dans cette tendance au système une influence de l'esprit classique.

prendre des choses une notion plus exacte et plus conforme aux besoins de la pratique que les descriptions schématiques et abstraites du *Manifeste*. L'examen successif de la définition théorique que donne Proudhon de la lutte des classes et du principe d'action qu'il en tire, nous permettra de mieux comprendre et d'apercevoir plus aisément ce qui donne à la conception du socialiste français sa physionomie propre et la distingue du marxisme.

§ 1. — LA DÉFINITION THÉORIQUE

C'est par une étude dialectique de l'histoire moderne que Marx et Engels ont établi l'existence de classes antagonistes. Elle découle chez Proudhon d'une philosophie de l'histoire fondée sur la dialectique. L'outil est identique, mais la matière qui lui est offerte diffère dans l'un ou l'autre cas.

A.—*La philosophie proudhonienne de l'histoire*

« Ce qui domine dans toutes mes études, ce qui en fait le principe et la fin..., c'est que j'affirme résolument, irrévocablement, en tout et partout le progrès... et que je nie non moins résolument en

tout et partout l'absolu (1). » Ainsi, à la fin de sa carrière, Proudhon définit son œuvre comme l'illustration d'un principe métaphysique, la démonstration d'une thèse de philosophie générale. Examinons d'un peu près ce principe premier. « Le progrès, dans l'acception la plus pure du mot, c'est-à-dire la moins empirique, est le mouvement de l'idée, mouvement inné, spontané, essentiel..., qui est à l'esprit ce que la pesanteur est à la matière et qui se manifeste principalement dans la marche des sociétés, dans l'histoire » (2). De ce passage capital, il résulte que pour l'auteur de la *Philosophie du progrès* la réalité profonde est d'ordre essentiellement idéologique et qu'après Hegel il voit dans l'histoire le développement d'une idée. Ainsi, en même temps que toute histoire devient idéologique, toute vérité est conçue comme historique.

On a coutume, sur ce point, d'opposer Proudhon à lui-même en rappelant les textes fameux où il fait de toute idéologie l'expression métaphysique ou symbolique de l'économie sociale (3) qui « divinité peu

1. *Philosophie du progrès*. Bruxelles, Lacroix, 1868, p. 16. *Première lettre*. Cf. également l'avant-propos, p. 14 : « La notion du progrès portée dans toutes les sphères de la conscience et de l'entendement, doit renouveler le système entier des connaissances humaines.

2. *Idem*, p. 19.

3. *Confession d'un Révolutionnaire*, p. 214.

connue mène le monde » (1), s'écriant : « Mais que signifient les idées ? Que représentent-elles ? les intérêts ? Que veulent-elles ? le service des intérêts (2) ? » On se plaît aussi à rappeler le soin qu'il a mis, en divers endroits de son œuvre, à établir la filiation de la situation économique aux événements politiques, à proclamer, par des comparaisons suggestives, la supériorité des fonctions proprement économiques (3). Il ne nous semble point, cependant, qu'il y ait ici une contradiction. Notons d'abord qu'il est possible, sinon légitime, d'attribuer à Proudhon une conception de l'idée très différente et très éloignée des nébulosités hégéliennes. Le philosophe qui, dans l'ouvrage auquel il attachait le plus d'importance, a donné cette formule : « l'idée avec ses catégories naît de l'action et doit revenir à l'action à peine de déchéance pour l'agent », qu'il n'a pas craint de préciser en déclarant que « l'idée abstraite est sortie de l'analyse forcée du travail : avec elle le signe, la métaphysique, la poésie, la religion et finalement la science qui n'est que le retour de l'esprit à la mécanique industrielle » (4), ne peut-il être considéré comme l'ancêtre le plus direct du pragma-

1. *Idee générale de la Révolution.*

2. *Guerre et Paix*, II, p. 167.

3. *Capacité politique.*

4. *Justice*, étude VI.

tisme contemporain (1). Nombre de critiques en ont ainsi jugé. Nous préférons ne pas prendre parti dans ce débat et hasarder une autre explication : il semble que pour une société donnée, et dans le détail, Proudhon accorde souvent la prééminence aux phénomènes de l'ordre économique (2), mais que l'évolution générale des sociétés lui apparaisse, elle, déterminée par les lois d'une sorte de mathématique morale. C'est ce que nous allons discerner plus clairement en examinant le contenu proprement dit de cette notion de progrès, la signification et le sens de ce « mouvement de l'idée ».

« Affirmation du mouvement universel », le progrès se manifeste particulièrement dans la marche des sociétés. Or, Proudhon considère « chaque société » comme un être *sui generis* constitué par le rapport fluidique et la solidarité économique de tous les individus..., un être qui a ses fonctions à lui, étrangères à notre individualité, ses idées qu'il nous communique..., sa volonté en opposition diamétrale avec nos instincts..., un être enfin qui, sorti de la nature, semble le Dieu de la nature... (3) C'est cet

1. Cf. sur cette question : Pirou, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*. Thèse de Paris, 1910.

2. Suivant en cela une tradition solidement établie chez les réformateurs français, depuis Saint-Simon surtout.

3. *Philosophie du progrès, Première lettre*. — Cf. Ed. Berth, *les Nouveaux aspects du socialisme*. Bibliothèque du mouvement socialiste. Paris, Rivière, 1908. Il est à peine besoin d'indiquer

être collectif qu'affectera le progrès ? Qu'est-ce donc que ce mouvement universel et en quoi consiste-t-il ? En une augmentation de la connaissance, de la raison, et surtout de la moralité (1). En ce qui concerne cette dernière, Proudhon définit le progrès « une connaissance du bien et du mal, par conséquent une *imputabilité* toujours croissante (2) ». Ce terme d'imputabilité est caractéristique et il éclaire singulièrement cette définition de la morale que l'auteur de la *Philosophie* donne un peu plus haut (3), à savoir « l'ensemble des préceptes qui ont pour objet la persévérance dans la justice ». Or, notons que selon Proudhon la morale est la manifestation essentielle de cet être collectif dont nous avons parlé, l'activité consciente où il se révèle à lui-même (4). La justice, faculté de l'âme humaine, qui se réalise tous les jours davantage, apparaît donc comme le but du progrès ; le « mouvement universel » tend à établir de plus en plus dans les relations sociales, par une transformation progressive de l'être collectif, cet équilibre qui préside à l'organisation même des mondes, la justice, « raison première et dernière

l'identité de cette conception avec celle qu'ont reprise de nos jours des philosophes de profession.

1. Cf. *Premières lettres*.

2. Page 59.

3. Page 57.

4. Cf. Proudhon, *Correspondance*, VII, p. 370.

de l'univers » (1). En d'autres termes, le progrès est bien « le première loi de l'humanité ainsi que de tous les êtres organisés et vivants... » (2), mais c'est là le côté formel, logique du mouvement qui, dans son essence, constitue le développement d'une idée, dont la réalisation prédéterminée tire en quelque sorte à elle toute l'évolution historique. Quelque originale que puisse être, par sa démonstration et ses applications, une telle conception, elle ne s'en rattache pas moins étroitement à la métaphysique hégélienne. Cette influence n'est pas moins apparente, si l'on examine les voies par lesquelles le règne de la justice s'établit sur la terre.

Sous quelle forme ce mouvement vers le mieux (3) apparaît-il dans l'histoire? Et peut-on se le représenter comme une marche régulière et continue se déroulant sans heurts vers le but final. Nullement. L'antagonisme, âme de la dialectique hégétienne, constitue, selon Proudhon, la loi fondamentale de l'humanité aussi bien que de la nature, indispensable au mouvement social (4). Il n'a pas pour objectif « une destruction pure et simple... l'extermination pour l'extermination; il a pour but la production d'un

1. *Justice*, I.

2. *Mélanges*, II.

3. Somme toute... il y a progrès marqué vers le mieux. *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* (Garnier frères, 1851).

4. *La Guerre et la Paix*, t. II. Conclusions.

ordre toujours supérieur, *d'un perfectionnement sans fin* ». Le rôle de la guerre, qui est sa forme concrète « c'est de donner le branle à toutes les facultés humaines, par là de créer au centre et au-dessus de ces facultés le droit (1), de l'universaliser et à l'aide de cette universalisation du droit de définir et de lancer les sociétés » (2). L'antagonisme est donc à la source de l'histoire et la guerre qui le traduit apparaît comme « le phénomène le plus profond, le plus sublime de notre vie morale... » (3). Mise au service de la force (4), au cours d'une première période politique et législative, elle affirme ce droit de la force sans lequel « l'édifice entier de la justice s'écroule » (5), opposant « sans cesse à l'idée régnante une idée nouvelle » (6) et établissant tout régime « en contradiction de celui qui l'a précédé » (7). Ainsi elle introduit la vie humaine « dans la voie de la justice ». Mais elle ne saurait jouer ce rôle et rester légitime qu'en tant que les hommes qui s'y livrent restent soumis « aux lois du travail, du sacrifice, de la frugalité » (8), sinon, elle se déprave et « devient sus-

1. Le droit est pour Proudhon la reconnaissance des facultés humaines dans leur intégralité.

2. *Guerre et Paix*, passage cité.

3. *Ibid.*

4. *Principe de mouvement et de vie*.

5. *Ibid.*

6. *Mélanges*, II, 24.

7. *Confession d'un Révolutionnaire*, p. 54.

8. *Guerre et Paix*, passage cité.

pecte ». Elle a ainsi perdu sa raison d'être sous son premier aspect, mais elle réapparaîtra et contribuera dans une sphère nouvelle à accélérer l'effort vers le mieux. La justice économique qui constitue l'apogée et le but triomphal du « mouvement universel » s'établira encore par « la lutte ou concurrence des forces ; non plus lutte armée et sanglante mais lutte de travail et d'industrie d'après le principe que : comme le héros se fait connaître aux coups l'ouvrier se juge à l'œuvre » (1). Ce n'est peut-être plus la guerre, avec le cortège d'images que nous attachons d'ordinaire à ce mot, mais c'est une activité qui exige les mêmes qualités et suppose une âme identique. Créatrice d'équilibres provisoires dont elle entre-choquait les éléments, pour donner naissance à des équilibres plus parfaits, la loi suprême d'antagonisme tend ainsi vers la réalisation de la justice, faculté souveraine de l'âme, et la vie humaine — entendons au sens proudhonien l'évolution sociale — envisagée à travers les chocs politiques et les luttes pacifiques du travail « peut se définir une ascension de la nature vers l'esprit » (2).

Par sa conclusion comme par son point de départ, la philosophie proudhonienne de l'histoire affirme son caractère foncièrement idéaliste. Le Progrès, la Jus-

1. *Guerre et Paix*, passage cité.

2. *Ibid.*

tice, la Force font parfois songer aux entités platoniciennes (1) mises au service d'une conception toute pénétrée d'hégélianisme. Mais quelle que soit la part d'un certain « à priorisme idéaliste » ou l'exagération d'un point de vue dialectique, ce qu'il faut reconnaître dans cette philosophie et ce que met principalement en lumière la théorie relative à la guerre, c'est le rôle prépondérant accordé à l'action humaine qui, par la guerre et son substitut contemporain, le travail, réalise tous les jours davantage ce progrès avant tout moral et psychologique dont l'apogée, « la possession de la justice est... adéquate à la possession de Dieu » (2). L'agent qui élabore ce bonheur parfait auquel tend invinciblement le mouvement universel, c'est l'homme, c'est-à-dire un être que nous ne pouvons saisir que dans le groupe et par ce qui fait la vie du groupe, la lutte pour l'équilibre. Il y a là une philosophie laïque de l'histoire, bien éloignée cependant des essais matérialistes du xviii^e siècle, et un sentiment de l'éminente dignité de l'effort humain qui n'a rien à voir avec la dialectique hégélienne.

C'est à la lumière de cette idéologie que nous allons examiner comment Proudhon définit la lutte de classes.

1. Sur l'aspect platonicien de la pensée de Proudhon voir Bouglé, *la Première Philosophie de Proudhon*, octobre 1910 (*Revue du mois*).

2. *Philosophie du Progrès*, p. 62.

B. — *La définition contemporaine de la lutte
des classes*

Nous avons vu que les études historiques du marxisme présentaient un caractère de schématisation et d'abstraction qu'il faut rattacher sans doute à la formation hégélienne de Marx et à ses préoccupations d'homme d'action ; en bien des endroits néanmoins, le *Manifeste* et surtout la *Misère de la Philosophie* témoignent de recherches approfondies sur les origines de la société présente et du souci de l'exactitude dans le détail. Ce sont là des traits que l'on ne retrouve pas chez Proudhon : sa vue des formes sociales contemporaines semble dominée par la métaphysique. Reportons-nous aux titres de ses grands ouvrages : *la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, *Idées révolutionnaires*, *Confession d'un révolutionnaire*, etc. etc., tous indiquent que pour Proudhon le XIX^e siècle inaugure un nouvel ordre de choses, sans doute préparé par le jeu séculaire de cette « règle révolutionnaire » (1) d'après laquelle toute négation dans la société implique une affirmation subséquente et contradictoire, et marqué encore de bien des imperfections, mais qui n'en constitue pas moins l'entrée dans un monde nouveau et

1. *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 28.

le début de cette Révolution qui sera « dans l'ordre des faits moraux un acte de justice souveraine » (1). 1789 : voilà la date à laquelle se réfère sans cesse Proudhon pour affirmer dans son langage d'idéologue, qu'il y a « raison suffisante de révolution au XIX^e siècle » et cela seul suffirait à montrer qu'en dépit de ses débauches d'idéologie, l'auteur de la *Capacité politique des classes ouvrières* est plongé beaucoup plus avant dans l'action réaliste et les contingences du présent, que « le Dr Marx » son adversaire de la *Misère*.

C'est en 1789 et en France que pour la première fois la Révolution s'oppose véritablement à la Révélation, c'est 1789 qui a déchainé les forces actuellement en lutte, et là où Marx ne voyait que l'aboutissant et la consécration de lutte séculaires, Proudhon célèbre la proclamation d'une loi et d'une foi nouvelles et le point de départ d'antagonismes nouveaux et définitifs. C'est 1789 qui a créé la lutte des classes.

Qui a fait 1789 ? La bourgeoisie française ou plutôt les bourgeois : « Bourgeois de France, l'initiative du mouvement dans l'humanité vous appartient... (2), vous fûtes de tous temps les plus intrépides, les plus habiles des révolutionnaires. »

1. *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 35.

2. *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*. Préface.

Ces hommes qui ont triomphé par le travail ont établi une philosophie qui réhabilite l'effort humain humilié par l'Église et les régimes dont elle fut la base, un droit qui libère cet effort. Mais cette idéologie est restée négative : les vainqueurs de 1789 n'ont pas compris que sur les ruines des superstitions et des entraves il fallait rebâtir en organisant le travail, en lui permettant plutôt de s'organiser par la création d'un droit économique qui eût réalisé la justice intégrale (1) : ivres d'indépendance, les bourgeois ont érigé en loi sacro-sainte l'anarchie qu'allait provoquer dans les relations sociales fondées sur le travail cette négation du statut antérieur à laquelle n'avait point succédé une affirmation correspondante. Libéré de la corporation, l'ouvrier est en même temps chassé d'un groupe en quelque sorte familial, il va se trouver isolé, privé de son instrument de travail qui est aux mains du capitaliste, forcé par conséquent de vendre ses bras à ce dernier. Ainsi, peu à peu, parce qu'on a brisé les anciens cadres « sans que les fortunes et conditions entre ouvriers et maîtres fussent devenues égales, sans que l'on eût rien fait et rien prévu pour la distribution des capitaux » s'est établie « la distinction toute nouvelle, inconnue même aux temps féodaux »... « d'une classe de travailleurs en face d'une classe d'entrepre-

1. *Capacité politique*, 2^e partie, *in fine*.

neurs » (1) et l'on ne saurait nier cette distinction sans nier en même temps 1789 tout entier avec ses enquêtes « l'indépendance industrielle, politique et civile de l'ouvrier » (2) seule compensation de l'iniquité créée à ce moment. « Toute notre politique, notre économie publique, notre organisation industrielle, notre histoire contemporaine reposent sur cette distinction inéluctable (3). »

Qu'est-il advenu au cours du xix^e siècle de ces deux classes distinctes dont l'une exploite l'autre? La bourgeoisie, depuis sa victoire est apparue sans destinée, sans rôle historique, elle n'a plus ni « pensée, ni volonté... » ; ce n'est plus une classe puissante par le nombre, le travail et le génie, qui veut et qui pense, qui produit et qui raisonne, qui commande et qui gouverne ; *c'est une minorité qui trafique, qui spéculé, qui agiote*, une cohue (4). Ces derniers mots sont significatifs, ils indiquent que la bourgeoisie dans la conception de Proudhon c'est surtout cette oligarchie financière dont Marx dénonce le règne sous la Monarchie constitutionnelle aux premières pages de *la Lutte des classes en France* (5), la forme « usuraire »

1. *Capacité politique*, 2^e partie, chap. II, p. 45.

2. *Capacité politique*, 2^e partie, chap. II, p. 45.

3. *Capacité*, 2^e partie, p. 50.

4. *Capacité*, 2^e partie, p. 50.

5. *La Lutte des classes en France*, p. 2. Sous Louis-Philippe seule une fraction de la bourgeoisie française régnait. C'étaient les banquiers, les rois de la Bourse et des chemins fer, les possesseurs des mines de charbon et de fer, les propriétaires de forêts.

du capitalisme. Et cela apparaît d'autant mieux que c'est en 1848, au moment où la lutte s'engage contre cet État monarchique et unitaire où la bourgeoisie n'avait vu « qu'un moyen de consolider sa position acquise, et par les emplois et le budget de se créer un nouveau champ d'exploitation et de fortune » (1), que la classe ouvrière commence, d'après Proudhon, à prendre conscience d'elle-même, c'est-à-dire à se distinguer de la classe bourgeoise et à en séparer ses intérêts (2), c'est, après 1789, la grande date pour l'auteur de la « Capacité ». La Révolution de février pouvait être « la liquidation de l'ancienne société » (3) et Proudhon crut peut-être un moment que les temps étaient enfin venus. La « mystification du suffrage universel » (4) et la routine jacobine, prisonnière des souvenirs de 1793, ont compromis la cause de la démocratie, de même que « faisant de la république avec leurs souvenirs de collège » les démocrates de 1793 « ont retardé la Révolution d'un demi-siècle » (5). Mais « il est certain que la démocratie qui n'est autre chose... que le parti du mouvement et de la liberté ne peut s'effacer de l'histoire pour les contre-sens et les naïvetés

1. *Capacité*, 2^e partie, chap. XVI.

2. *Capacité*, chap. I^{er}.

3. *Solution du problème social*, chap. I^{er}. A noter que Proudhon affectionne ce terme d'administration financière.

4. Cf. *Idées révolutionnaires*.

5. *Idées révolutionnaires*. La réaction.

de 1848 » (1). A cette date le socialisme « s'emparant de cette multitude inorganique » qui constituait la plèbe ouvrière « lui a donné sa première ébauche, il en a fait un corps à part, lui a soufflé une pensée, une âme » (2). Depuis lors un ensemble de faits « atteste chez les classes ouvrières une révélation jusque-là sans exemple de leur conscience corporative ; il prouve qu'une moitié et plus de la nation française est entrée sur la scène politique portant avec elle une idée qui tôt ou tard doit transformer de fond en comble la société et le gouvernement » (3) s'étant révélée elle-même comme existante, la classe ouvrière acquiert donc ensuite la conscience de son idée, c'est-à-dire de sa réalité profonde. Nous savons que, selon Proudhon, le progrès est le mouvement de l'idée. Lorsque dans une nation la classe supérieure a « perdu le sens et la direction du mouvement, c'est à l'inférieure de s'en emparer » (4). Or la bourgeoisie n'a plus d'idée : après avoir servi un moment le progrès, elle le nie à présent par sa stérilité. Le rôle de la classe ouvrière va commencer dans la mesure où « elle se comprend elle-même dans ses rapports avec l'État, la nation et l'ordre universel », où « elle possède une idée » (5).

1. *Philosophie du Progrès*, avant-propos.

2. *Capacité*, 1^{re} partie, p. 12.

3. *Capacité*, chap. II, 2^e partie.

4. *Capacité*, avant-propos, p. 5.

5. *Capacité*, 2^e partie, chap. I^{er}.

Qu'elle est cette idée ? Proudhon, remarquons-le, nous avertit que si « les classes ouvrières possèdent une idée qui correspond à la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes et qui est en parfait contraste avec l'idée bourgeoise... on peut dire que cette idée ne leur a été révélée que d'une manière incomplète, qu'elles ne l'ont pas poursuivie dans toutes ses conséquences, et n'en ont pas donné le formulaire (1) ». Autrement dit, nées à la vie politique en 1848, ces classes supportent le poid des naïvetés et de contresens qui ont fait avorter le mouvement et piétinent sur place « surtout par le fantaisisme gouvernemental qu'elles ont reçu d'une bourgeoisie *in extremis* (2) ». Cette idée qu'elles n'ont pu formuler Proudhon va la développer.

Elle a son point de départ dans une loi qui domine l'humanité. L'homme pour alimenter son corps et son esprit, fin primordiale, est astreint au travail. « Mais ce travail ne lui procure, terme moyen, que le juste nécessaire ; la pauvreté, telle est notre troisième fin. Travail, sobreté et prudence... voilà notre loi. Avant d'être un guerrier l'homme dans les prévisions de la nature est un ascète (3). » C'est là notre destin et quels que soient les progrès de la production, ils ne nous assureront jamais que le pain quotidien du

1. *Capacité*, 2^e partie, ch. I.

2. *Capacité*, 2^e partie, Ch. I.

3. *Guerre et Paix*, conclusion générale, II.

corps et de l'âme (1) » et il est bon qu'il en soit ainsi, car notre mission est de réaliser la justice et non de produire des richesses (2). « D'une nation qui ne saurait que produire de la richesse, on pourrait dire qu'elle a été créée et mise au monde pour fabriquer du fumier. Il est à peine besoin de marquer combien ces principes aussi rigoureux qu'énergiquement formulés s'opposent à l'idéal manchestérien de l'économie classique dont Marx, au contraire semble parfois tout proche (3). C'est un premier point où l'idée des classes ouvrières telle que Proudhon la conçoit est « en parfait contraste avec l'idée « bourgeoise. »

L'homme est essentiellement un être qui travaille : sa vie entière tient dans le geste nécessaire à la consommation matérielle et morale. C'est sa loi, et en y obéissant seulement, il jouit « de la plus haute prérogative dont un être puisse s'enorgueillir ; il existe par lui-même. Rien de commun entre lui et la multitude des bêtes consommant sans produire... (4) ». S'il prend conscience de son rôle de producteur, et s'il organise son existence en conséquence, elle va se transformer en une « réjouissance perpétuelle, une

1. *Guerre et Paix*, II, p. 142.

2. *Guerre et Paix*, même passage.

3. La naissance de Proudhon, son éducation et par réaction, le développement de la finance durant les années quarante expliquent pour une part cet idéal ascétique.

4. *Justice*, II, 5.

procession triomphale (1) ». Le travail donnera leur « plein exercice » à toutes les facultés exerçant le corps, excitant l'intelligence et suscitant dans l'âme les puissantes émotions d'orgueil « par le sentiment de la difficulté vaincue, de la nature asservie, de la science acquise, de l'indépendance assurée » et de « communion avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes, la solidarité de l'œuvre et la participation égale au bien-être » (2). Nous constatons encore que la bourgeoisie est en pleine opposition avec cet idéal : mimorité qui trafique, qui spéculé, qui agiote (3), elle « fuit le travail et se sépare de la catégorie des vrais producteurs (4). Elle s'écarte donc de la loi de l'homme et par là se condamne elle-même.

Les classes ouvrières, au contraire, en remplissant leur destinée humaine acheminent la société vers la justice, en tendant à renover les sociétés par le travail, base scientifique des relations entre les hommes. Règle fixe, il fondera la valeur objectivement, créant ainsi cet équilibre harmonieux où sur les contrats librement consentis s'édifiera le « régime industriel. Après avoir de la sorte forgé des cadres nouveaux, il transformera les hommes eux-mêmes par une éduca-

1. *Justice*, II, 5.

2. *Justice*, II, 5.

3. *Capacité*, 2^e partie, p. 51.

4. *Capacité*, p. 151.

tion conforme à son principe, et les élèvera par la possession de la justice à cet état de moralité supérieure et de bonheur suprême où la mort elle-même deviendra calme, douce, satisfaite... acte d'amour final de la créature... rendant son âme dans un paternel baiser (1) ».

C'est dans les classes ouvrières que réside le principe de cet « acte de justice souveraine ». Elles n'ont à recevoir de conseils de personne, surtout pas de cette bourgeoise qui a érigé l'anarchie en loi des échanges, le dilettantisme en loi de l'esprit, et l'égoïsme en loi des mœurs. La seule initiation qu'elles réclament « est celle des formules » (2). Elles accompliront cette synthèse ou composition sociale qui sera le chef-d'œuvre de la création » (3), parce que seules elles peuvent l'accomplir (4) ; et cela se produira fatalement, quelles que puissent être les contingences de la lutte. « Vainqueur ou vaincu, le travail imposera sa loi au capital : car ce qui est dans la logique des faits arrive toujours ; contre le droit il n'y a rien de plus inutile au monde que la victoire. » La Révolution qui est commencée ira jusqu'au bout, car s'il est possible de la modérer ou

1. *Justice*, II, 3, 113, 124.

2. Programme II.

3. *Avertissement aux propriétaires*, II (*Œuvres complètes*, 89, 90)

4. Cf. Piron, *op. cit.*

de la ralentir « on ne la trompe pas ; on ne saurait la dénaturer ni à plus forte raison la vaincre » (1).

Dominée par une certaine philosophie de l'histoire, cette définition de la lutte des classes qui est contemporaine, puisque Proudhon se place d'emblée au sein des antagonismes présents au lieu d'étudier leur génération historique, apparaît comme essentiellement éthique. L'opposition de la bourgeoisie et des classes ouvrières découle d'une insuffisance de l'idéologie révolutionnaire qui, libérant l'économie, ne l'a pas organisée. Nous avons vu que pour Marx le droit consacré en 1789 n'est en quelque sorte que la codification des besoins du machinisme naissant. Dès le début, la différence des plans d'où l'auteur de la *Misère* et celui de la *Capacité politique* envisagent les faits est évidente. Proudhon ne quitte pour ainsi dire pas le plan de l'idéologie(2). Marx reste constamment fidèle à des considérations procédant de l'histoire de la production.

Sans doute, le *Manifeste* ramasse en des abstractions unitaires : prolétariat, bourgeoisie, des réalités beaucoup plus complexes et nuancées : encore y a-

1. *Idee générale*, p. 9.

2. Dans son grand ouvrage économique les *Contradictions*, il voit dans le machinisme une « protestation du génie industriel entre le travail parcellaire et homicide ».

t-il une analyse historique de la classe bourgeoise et un essai de genèse analytique du prolétariat. Combien plus vagues apparaissent les formules de Proudhon, précisément en raison de cette métaphysique des mœurs qui préside à ses vues. Notons l'expression « les classes ouvrières ». Elle est significative de l'imprécision de la pensée proudhonienne ; sans doute il ne s'agit que des producteurs manuels, mais Proudhon ne semble avoir eu à chacun moment la conception marxiste du prolétariat de l'usine, asservi sous une même discipline à une existence identique, et il est facile de le comprendre si l'on songe qu'il n'a pas connu la grande industrie, ayant été élevé dans un milieu de paysans et d'artisans et n'ayant eu sous ses yeux sa vie durant que le spectacle de l'industrie à domicile, à Paris notamment. Quant à la bourgeoisie, nous savons qu'il y voit plutôt une classe d'agioteurs qu'un état-major de chefs d'industrie. C'est la forme usuraire du capitalisme qu'il met en évidence, avec une persistance explicable à l'époque. Plus vagues au premier abord, les définitions de Proudhon correspondent en effet bien davantage que les fresques marxistes à la réalité contingente et immédiate.

Démontant les mécanismes, Marx voulait aller et prétendait arriver au premier moteur. Avec des prétentions philosophiques plus ambitieuses peut-être et certainement plus affichées, Proudhon faisant, en

réalité, surtout œuvre de moraliste (1) ou de métaphysicien de la morale, baignait beaucoup plus dans la réalité ambiante.

Pourquoi le rôle de la bourgeoisie est-il fini, selon Proudhon ? Parce qu'elle trafique au lieu de produire, et qu'ainsi elle méconnaît la grande loi humaine, se met en travers du progrès et devient un obstacle à la réalisation de la justice intégrale. Pourquoi les classes ouvrières ont-elles déclaré la guerre à la bourgeoisie et pourquoi leur cause est-elle assurée de l'avenir ? Parce qu'elles inscrivent sur leur drapeau : Égalité et Travail, et servent ainsi ce mouvement de l'idée « qui s'épanouira dans l'équilibre ». Lorsque oublieuse des fins morales de l'humanité, une classe décline, une autre classe se lève qui poursuit ces fins.

Chez Marx, la bourgeoisie capitaliste est frappée à l'apogée de son rôle de productrice de richesses lorsque les instruments, fils de son génie, brisent les formes sociales qui assurent sa domination. Mais le capitalisme ne se suicide ainsi, qu'après avoir engendré et élevé à sa dure école un prolétariat capable de continuer son immense effort de conquête matérielle, et qui ne pourra prendre, des mains

1. Cf. A. Berthod. A noter l'influence de Proudhon sur les petits artisans des faubourgs parisiens.

« Nul n'est plus foncièrement moraliste. » Bouglé, *la Résurrection de Proudhon* (*Revue de Paris*, 15 septembre 1910).

désormais impuissantes de ses maîtres, la direction de la production que par une subversion totale de la société. Héritière de richesses colossales, la classe ouvrière ne libère le travail humain qu'à seule fin d'en créer de nouvelles. C'est par là que Marx mérite pleinement le qualificatif de matérialiste. Les premières victoires du machinisme, dont il fut le témoin en Angleterre, lui donnèrent en quelque sorte une vue hallucinatoire de la civilisation matérielle et de sa courbe, qui domine toutes ses recherches historiques. Le petit paysan de la Comté, le typographe de Besançon, l'homme de cabinet de Paris, ont toujours ignoré ce lyrisme de la grande production et ces aperçus épiques de l'avenir matériel des sociétés. Contre une oligarchie financière qui imposait au pays sa politique de l'inégalité et sa morale de l'égoïsme, Proudhon a traduit les aspirations populaires françaises toutes pénétrées de ce mysticisme moral dont 1789 avait fortement imprégné les âmes, mais en même temps éminemment pratiques, et visant à l'immédiat, c'est-à-dire à l'action dans ce domaine de la circulation et de l'échange qui est le plus apparent et le plus tangible dans l'armature économique d'une société donnée. En dépit de ses allures d'éthique transcendante, la définition proudhonienne, parce qu'elle est contemporaine et faite d'un point de vue contemporain, quotidien si l'on peut dire, s'orientera faci-

lement dans les voies d'un réalisme opportuniste, que nous allons saisir en étudiant le principe d'action.

§ 2. — LE PRINCIPE D'ACTION

En constatant chez Proudhon la coexistence d'un mysticisme moral très marqué et d'un sens pratique remarquable, nous ne songeons point à relever deux tendances contradictoires. Il semble bien, au contraire, que ce réalisme opportuniste et conciliateur procède directement des conceptions éthiques. Reportons-nous à la théorie du progrès : l'humanité n'a pas à conquérir la justice en un jour, elle n'entrera point miraculeusement dans le paradis de l'équilibre. Le « mouvement universel » réalise chaque jour davantage ses fins morales, et depuis 1789 notamment, nous sommes entrés dans la période définitive. La Révolution française a levé le rideau sur le monde de l'égalité. Il conviendrait donc de le parcourir jusqu'au bout (1) au lieu de s'exciter bruyamment à en forcer les portes. C'est pourquoi Proudhon n'a, sans doute, jamais véritablement adhéré à la conception jacobine et blanquiste de l'action révolutionnaire (2). Il ne

1. Il faut, selon Proudhon, « découvrir par l'analyse du progrès accompli le progrès qui reste à faire..., se placer dans la ligne suivie par la nature à notre insu ». *Correspondance*, III, 386.

2. « Cette opinion que je conçois, que j'excuse..., l'ayant moi-même longtemps partagée », écrit-il à Marx en 1846, II, 198.

compte pas parmi les militants de ces minorités insurrectionnelles qui rêvent et tentent le « coup de force ». En 1848, tandis que Marx, dont il déclinait les invitations au combat deux ans auparavant, transporte avec Engels les procédés de 1793 dans le pays rhénan à demi-féodal, il se présente simplement aux suffrages de ses compatriotes francs-comtois et commence par leur déclarer dans une profession de foi datée du 3 avril : « La lutte, c'est la mort », accusant le gouvernement provisoire d'avoir fomenté la division entre le prolétariat et la bourgeoisie (1). Alors même qu'il protestera contre les résultats réactionnaires du suffrage universel, manifestation d'intérêts atomiques et contradictoires d'où ne peut sortir « l'idée générale, l'idée du peuple » (2), la pensée ne lui viendra pas d'user de son influence sur les ouvriers parisiens pour en appeler à l'insurrection. « On peut affirmer — écrit-il dans les *Confessions d'un Révolutionnaire* — qu'à moins d'une restauration désormais impossible des idées absolutistes, le temps des conspirations et des révoltes est passé (3). » Le quatrième État ayant enfin pris conscience de lui-même, le moment est venu de la « liquidation » de l'ancienne société et de la « conversion en droit public... des lois absolues de la science éco-

1. Cf. Desjardins (A.), *Proudhon*, 1896.

2. *Idées révolutionnaires* (mystification du suffrage universel).

3. *Confessions*, p. 270.

nomique » (1). Et pour y aider, Proudhon non seulement fait profiter ses concitoyens de ses réflexions dans la *Solution du Problème social* et l'*Organisation du Crédit*, mais il propose en mai 1848, dans sa *Lettre aux Patriotes*, puisque c'est une crise du crédit dont la nation souffre, d'instituer des comités pour l'organisation de l'échange, du crédit et de la circulation entre les travailleurs ; il souhaite « que par les soins de ces comités, une représentation du prolétariat soit formée à Paris *imperium in imperio* en face de la représentation bourgeoise ». Est-ce à dire que la classe ouvrière va opérer la révolution, seule et à son bénéfice exclusif contre la bourgeoisie ? « Loin de moi toute pensée d'antagonisme, tout ferment de haine et de guerre -- s'écriera Proudhon dans la *Capacité* (2) — la séparation que je recommande est la condition même de la vie... Faire scission une scission légitime est le seul moyen que nous ayons d'affirmer notre droit, de nous faire reconnaître... (3). La lutte, il faut la laisser là où nous l'avons constatée, dans « la métaphysique où elle doit rester » et ne pas la transporter « dans la société où il faut la détruire » ?

« Par régime industriel nous entendons non point une forme de gouvernement où les hommes adon-

1. *Solution du problème social*, chap. I.

2. *Capacité*, III^e partie, p. 184.

3. *Mélanges*, II, 159.

nés aux travaux de l'agriculture et de l'industrie deviendraient à leur tour la caste dominante, mais une constitution de la société ayant pour base à la place de la hiérarchie des pouvoirs politiques l'organisation des forces économiques. » A cette organisation, la bourgeoisie et le prolétariat peuvent collaborer pacifiquement. S'adressant aux bourgeois, dont l'expérience révolutionnaire et économique viendrait singulièrement en aide aux tâtonnements des classes ouvrières naissantes, Proudhon leur rappelle leur mission historique. « Rien de ce qui a été tenté sans vous, contre vous n'a eu vie... Réconciliation, je vous le dit, c'est Révolution... La Révolution vous tend les bras; sauvez le peuple; sauvez-vous vous-mêmes » (1), et il s'efforce de prouver qu'ils ont intérêt à le faire.

Nous le comprendrons en rappelant que la lutte des classes existe particulièrement entre l'oligarchie financière et la classe ouvrière dans la conception proudhonienne. Les bourgeois que sollicite Proudhon semblent être surtout ceux de cette classe moyenne « cœur et cerveau de la nation » (2), dont il devait apprécier plus que tout autre la valeur morale. Mais qu'ils se hâtent (3). Aimeront-ils mieux

1. *Idée générale*. Préface.

2. *Révolution démontrée par le coup d'État*, p. 233.

3. Je veux la Révolution pacifique, mais je la veux prompte, décisive, complète. *Idée générale*, p. 196.

éterniser par leur égoïsme « le pouvoir d'une multitude rétrograde » (1).

Ces derniers mots sont significatifs de la pensée de Proudhon sur les formes politiques propres à favoriser la réalisation de son idéal. A plusieurs reprises il insiste sur la nécessité de « sauver, honorer la République », il proclame : « J'appartiens à la démocratie », mais ce qu'il entend par République et démocratie c'est essentiellement l'œuvre de 1789 avec ses garanties de liberté et ses promesses d'égalité, sa substitution du droit à l'arbitraire d'une autorité théocratique. Il se peut que l'essentiel de cette œuvre soit méconnue ou reniée sous un régime de Constituante et de Législative, de clubs et de suffrage universel. C'est à l'esprit de 1789 qu'il faut s'attacher et non à la lettre, et ces « pauvretés politiques » ne transformeront pas la plèbe ignorante et résignée, donc rétrograde. Il ne faut donc pas s'étonner de voir Proudhon s'accommoder du coup d'État de 1851. « L'opération de police » qui met fin aux bavardages stériles des parlementaires lui

1. *Philosophie du progrès*, avant-propos, p. II. Dans une lettre à Charles Edmond, citée par M. Claretie dans *le Temps* (première quinzaine de septembre 1910) : « Nous eussions fondé de concert avec les intelligences désintéressées de tous les partis le plus grand parti de la République conservatrice, démocratique et progressive. Nous pouvions devenir les pionniers non seulement de la Révolution et du prolétariat, mais de la bourgeoisie et du gouvernement même ».

fait espérer la constitution d'un pouvoir qui, lié par ses origines, ne pourra faire autrement que d'entreprendre « la liquidation ».

De même que Fourier attendait son millionnaire, Proudhon semble avoir compté longtemps sur la bonne volonté bourgeoise ou sur l'initiative du pouvoir pour procéder aux « solutions bancaires ». Ses désillusions, si elles ne lui enlevèrent point ses idées et son système d'organisation pacifique de l'économie, l'amenèrent du moins à concevoir de plus en plus la révolution comme le fait de l'action autonome des classes ouvrières. Parvenues à la conscience de soi et à la révélation au moins partielle de leur idée, parmi les incohérences de 1848, celles-ci n'ont point encore élaboré une « pratique » appropriée à leur génie. Proudhon se refuse en effet à désigner de ce nom ces conflits quotidiens où Marx voyait la meilleure école du prolétariat et le plus sûr chemin vers l'antagonisme final et catastrophique.

Les coalitions sont en contradiction formelle avec les principes éthiques qui animent sa pensée tout entière: immorales puisqu'elles violent la sainte loi du travail, régressives puisqu'elles impliquent le mépris du droit, elles tendent à reculer indéfiniment ce règne des contrats que l'auteur de la *Justice* appelle de ses vœux et à troubler continuellement

l'économie au lieu de l'organiser (1). Elles sont donc directement contraires à l'idée des classes ouvrières. Pour être en harmonie avec cette idée, la pratique ouvrière devra nécessairement être dominée par le principe de l'autonomie absolue. « L'idéal politique et économique poursuivi par la démocratie ouvrière n'étant pas le même que celui auquel s'acharne en vain depuis soixante-dix ans la classe bourgeoise, nous ne pouvons figurer, je ne dis pas seulement dans le même Parlement, mais dans la même opposition. Les mots, chez nous, ont un autre sens que chez ceux-là, ni les idées, ni les principes, ni les formes de gouvernement, ni les institutions, ni les mœurs ne sont les mêmes (2). » On n'a jamais proclamé avec plus d'énergie et plus de rigueur la séparation du socialisme et de la démocratie politique.

A cette règle directrice de leur pratique, les classes ouvrières n'obéissent pas encore, « témoin leur vote en commun avec la bourgeoisie, témoins les préjugés politiques de toutes sortes auxquels elles obéissent » (3). Néanmoins, le fait que, pour la première fois, en 1863 et en 1864 les élections ont donné lieu à des candidatures ouvrières opposées à des candidatures républicaines, constitue un indice reconfortant en même temps qu'il révèle les hautes préten-

1. Cf. *Capacité*, 3^e partie, chap. IX.

2. *Capacité* 3^e partie, p. 191.

3. *Capacité*, 2^e partie, chap. I *in fine*.

tions de la démocratie ouvrière qui « ne vise à rien moins qu'à opérer à son bénéfice une révolution économique et sociale(1). Et si Proudhon a attaché une telle importance au manifeste des soixante, il n'en faudrait pas conclure que la pratique qu'il souhaitait consistait essentiellement en une action politique et parlementaire : la manifestation de l'autonomie sur le terrain politique lui apparaissait sans doute comme la promesse et le premier acte de l'œuvre d'émancipation économique que réaliseraient les classes ouvrières à l'aide de leurs seules forces et de leurs moyens propres. Il devait mourir trop tôt, pour constater dans la première manière de l'Association internationale des travailleurs, une tentative pour transformer pacifiquement les sociétés au nom de la justice. Sans doute eût-il salué dans le mouvement corporatif — réformiste à ses débuts et légalitaire — qui est à la base de cette tentative, l'ébauche de ces « compagnies ouvrières » idéales où il voyait les cadres de l'organisation économique future.

CONCLUSION

C'est au nom et en fonction d'une certaine métaphysique des mœurs que Proudhon affirme l'opposition des classes ouvrières et de la bourgeoisie, et c'est

1. *Capacité*, p. 185.

en conformité avec ses principes de morale transcendante qu'il conçoit l'action instauratrice d'un ordre nouveau. Le point de vue éthique domine donc toutes ses spéculations. Par là même, sa théorie de la lutte des classes revêt un caractère plus subjectif que les exposés marxistes, et plus contingent aussi. Elle est éminemment contemporaine d'une époque et d'un état d'esprit, en même temps qu'elle doit sa marque particulière au tempérament et à l'existence de celui qui la conçoit.

L'auteur de *la Justice dans la Révolution et dans l'Église* est plus qu'aucun autre imprégné de l'idéologie révolutionnaire qui s'exaspère chez lui jusqu'au mysticisme. Des philosophes du XVIII^e siècle auxquels il s'oppose par ailleurs avec tant de relief, il a retenu la foi profonde dans la valeur organisatrice de la raison humaine, dont il salue dans 1789 la libération. Mais comme Saint-Simon, comme Fourier, il est obligé de constater la stérilité et l'avortement de l'œuvre révolutionnaire. De cette raison individuelle et abstraite il en rappelle alors à une raison proprement humaine, c'est-à-dire fondée sur la vie laborieuse des sociétés ; il socialise en quelque sorte la métaphysique révolutionnaire, mais n'en reste pas moins persuadé qu'il est possible à l'homme, mieux éclairé sur sa véritable nature et les données du problème, de résoudre ce problème. *Solution du problème social, la Révolution sociale démontrée...*

Ces titres sont significatifs et suffiraient à ranger Proudhon dans la lignée des utopistes français, enfants de l'intellectualisme et de l'idéal classique. Mais, en vertu de ses origines Proudhon a participé davantage de l'esprit des masses que ses prédécesseurs et son système apparaît comme l'écho passionné de leurs espoirs et de leurs préoccupations immédiates. « Procureur général de la Révolution » il a mis en formules leur grand rêve de 1848. Sa théorie de la lutte des classes est, avant tout, française et faite pour la société française à un moment de son histoire : pratique, par conséquent et réaliste. Sous des apparences philosophiques ou économiques, elle est, avant tout, une réflexion d'ordre moral s'inspirant du présent pour agir sur le présent. Malgré les *Contradictions* et le *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, Proudhon reste l'auteur de *la Justice dans la Révolution et dans l'Église*. C'est le prophète ardent d'une morale terrestre.

Le « docteur Marx » ne réfléchit point aux institutions susceptibles d'assurer à une société donnée l'équilibre parfait. Il étudie l'histoire, du point de vue de l'industrie humaine, s'efforçant de ramener la complexité des formes sociales à un élément unique dont les transformations commandent le devenir et déterminent son orientation présente. La *solution du problème social* ne dépend donc point d'un effort de notre raison : élaborés par les siècles, ses

conditions et ses éléments imposent leurs limites à notre action ses même temps qu'ils la déterminent. Sans doute, cette attitude objective et olympienne ne saurait être parfaite et le *Manifeste* comme la *Solution du problème social* ou l'*Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* traduit, dans une certaine mesure, le grand rêve de 1848. Il n'en reste pas moins qu'en héraut de la raison pratique, Proudhon formulant les aspirations de la métaphysique révolutionnaire française renouvelées et enrichies au contact des masses, tâche à les accommoder aux exigences de la réalité quotidienne, tandis que Marx, aède illuminé d'une épopée de la civilisation matérielle, en célèbre les chocs futurs avec un visible désintéressement des contingences politiques et nationales comme des nuances multiples qui orientent l'action quotidienne. Dans un costume emprunté à Hegel, avec des rites scolastiques, l'auteur de *la Justice* apparaît comme un grand moraliste français du XIX^e siècle. Imposant aux thèmes traditionnels de la pensée socialiste une vue systématique et des cadres fixes, Marx est le premier philosophe du socialisme.

La notion de classe chez l'un est plus consistante, de contours plus nets parce que fondée sur une base certaine, la grande industrie symbolisée par l'usine ; plus vague chez l'autre et élastique, moins idéale par conséquent et plus adaptée aux réalités présentes, parce que, appuyée sur des exigences morales moins

rigoureusement démontrées peut-être que des constatations « d'histoire philosophique (1) » mais d'une valeur aussi positive dans la marche des sociétés. Ces différences et ces qualités opposées en même temps qu'elles nous expliqueront les fortunes diverses des deux conceptions nous feront comprendre comment la définition syndicaliste de la lutte des classes pourra les unir dans une synthèse fondée à la fois sur un renouvellement et un élargissement du principe marxiste d'investigation historique et sur la reconnaissance de l'éminente valeur des facteurs moraux dans l'évolution.

1. C'est ainsi que M. Sorel qualifie *le Capital*.

CHAPITRE III

L'IDÉE DE LUTTE DE CLASSES

DANS L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
ET DANS LA COMMUNE DE PARIS

Moins de vingt ans après que Marx a convié, dans la formule qui conclut le *Manifeste communiste*, les prolétaires de tous les pays à s'unir, l'Association internationale des travailleurs se propose une organisation universelle des forces prolétariennes. En 1871, d'autre part, éclate à Paris un mouvement révolutionnaire fondé, dans son ensemble, sur des aspirations populaires. Nous nous proposons de rechercher dans quelle mesure ce groupement nouveau et cette crise locale procèdent de l'idée de classe, en examinant l'idéologie par où ils s'expriment.

§ I. — L'IDÉE DE LUTTE DE CLASSES

ET

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Avant de commencer l'étude idéologique de l'Internationale, il est utile, semble-t-il, d'indiquer briè-

vement quelle fut sa base de recrutement et quels éléments elle tenta d'organiser.

A. — *Le personnel de l'Internationale*

Au moment où se constitue l'Association internationale des Travailleurs, les armées ouvrières dont Marx nous a montré la concentration dans les usines de la grande production mécanique existent en Angleterre. Leurs unions fortement constituées, déjà anciennes, ont perdu l'esprit révolutionnaire qui les animait quelque vingt ans auparavant, à l'époque de cette agitation chartiste où Marx voyait le type de l'action politique prolétarienne. Le développement du régime manchestérien que les traités de 1860 viennent porter à son apogée, les ont ramenées à des préoccupations plus immédiates (1) : elles s'efforcent principalement d'utiliser immédiatement leurs forces corporatives respectives en vendant le plus cher possible leurs bras aux entrepreneurs. Absorbées par conséquent dans l'action quotidienne et particulière, elles ne fourniront que peu d'adhérents à une asso-

1. Cf. Béatrice et Sydney Webb, *Histoire du trade-unionisme*. — Kautsky, *Politique et syndicats*. Traduction française, Giard et Brière, 1903.

ciation internationale qui se propose un but d'ordre général (1).

Les délégués anglais aux Congrès, ardents propagandistes politiques et membres des ligues politiques, appartiennent rarement aux grandes « unions ».

En France, la concentration ouvrière est beaucoup moins avancée. On ne la constate guère que dans le nord-est, la Seine-Inférieure et certaines régions minières du Centre (2). En quelques-uns de ces endroits, elle revêt un aspect conforme aux descriptions marxistes si l'on en croit Audiganne qui note, dès 1854, que çà et là, la « pensée fondamentale du socialisme » s'est « fait jour dans une certaine mesure ». Mais elle n'a pas donné lieu à un développement permanent de l'association ouvrière, sauf peut-être dans la Haute-Loire. Il n'y a de mouvement corporatif sérieux qu'à Paris même (3), où cependant une statistique de la Chambre de commerce fait connaître qu'en 1860 encore, 7,4 0/0 des établissements seulement occupaient plus de 10 ouvriers, alors que 61,2 0/0 des patrons travaillaient seuls ou avec un

1. Cf. Testut, *le Livre bleu de l'Internationalc.* Paris, Lachaud, 1871.

J. Guillaume, *l'Internationalisme. Documents et souvenirs.* Paris, de 1905 à 1910.

2. Audiganne, *les Populations ouvrières et industrielles de la France dans le mouvement social au XIX^e siècle.* Paris, 1854.

3. Cf. Albert Thomas, *le Second Empire (in Histoire socialiste.* Paris, Rouff).

ouvrier unique (1) : ces chiffres indiquent suffisamment que les conditions matérielles d'une organisation de classe font défaut. Et de fait, l'Internationale française, essentiellement parisienne à l'origine, s'appuiera moins sur les associations ouvrières existantes que sur certaines individualités appartenant sans doute au monde ouvrier, mais étrangères à la condition du prolétariat de la grande industrie, et apportant moins dans leurs désirs positifs d'organisation l'esprit de résistance des groupes auxquels elles pouvaient adhérer isolément que certaines tendances intellectuelles et morales d'artisans cultivés (2). Si nous examinons la première commission parisienne de l'Internationale, nous y relevons des hommes adonnés à des spécialités ou à des industries de luxe : un ciseleur, un graveur-décorateur, plusieurs mouleurs en bronze, un opticien, un relieur (3). Plus tard même, quand le développement des voies de communication et les progrès de la technique auront industrialisé davantage l'économie et rendu plus fréquents les conflits entre ouvriers et patrons, l'association, modifiée, nous le verrons dans son idéologie, n'apparaît pas davantage comme l'organi-

1. « L'idée corporative est celle qui va le plus au cœur des ouvriers parisiens », dit Corbon. *Le Secret du peuple de Paris*.

2. Cf. Weill, *Histoire du mouvement social en France*, 1852-1900. Paris, Alcan.

3. Cf. Guillaume, *op. cit.*, t. I.

sation des sociétés de résistance toujours plus nombreuses. Elle n'a pas cessé de constituer en France un état-major sans troupes proprement ouvrières.

L'Allemagne lui fournit principalement des proscrits, intellectuels révolutionnaires ou artisans. Genève et Bâle en Suisse et la région belge semblent avoir assuré, presque seules, son recrutement dans la grande industrie (1).

L'Association internationale des Travailleurs ne paraît donc nullement avoir groupé le prolétariat de la machine, tel qu'il est défini dans le *Manifeste communiste* et le *Capital*, soit parce qu'en bien des endroits il était encore à naître, soit que déjà né il poursuivît des fins immédiates indépendantes du point de vue politique de classe.

B. — *L'idéologie*

Ce n'est point par hasard que l'Internationale naquit à la suite d'un meeting tenu à Londres en faveur de la Pologne opprimée. Cette manifestation d'idéologie démocratique ne semble pas être un simple prétexte puisqu'au programme du 1^{er} Congrès qui devint la Conférence de Londres en 1865, on peut noter ces questions significatives :

De la nécessité d'anéantir l'influence russe en Europe par

1. Testut, *op. cit.* — J. Guillaume, *idem.*

l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Des idées religieuses (1).

La même tendance à se placer non point dans le plan des revendications ouvrières, mais au point de vue beaucoup plus général de l'idéal révolutionnaire issu de 1789 s'affirme en 1867 par l'adhésion du Congrès de Lausanne aux assises démocratiques et pacifistes que tenait la même année à Genève le Congrès de la Paix et de la Liberté (2). Elle s'accroît encore vers 1870 avec l'influence croissante de Bakounine et son *Alliance de la démocratie socialiste* (3). Est-ce à dire que les membres de l'Internationale envisagent l'affranchissement prolétarien comme synchronique d'un mouvement d'émancipation démocratique plus général, réalisable par conséquent à l'aide des mêmes moyens qui ne peuvent être que politiques, et non en adoptant des procédés particuliers conformes à la condition spéciale des travailleurs ? Il semble qu'on puisse faire une réponse affirmative au moins pour les débuts de l'association et une partie de ses membres. Lorsqu'en 1865 les artisans français proposent de n'admettre au

1. Cf. Puech, *le Proudhonisme dans l'Association internationale des Travailleurs*, thèse de Paris, 1907.

2. Cf. A. Thomas, Puech, *op. cit.*

3. Cf. Bakounine, *Œuvres*. Introduction biographique de J. Guillaume ou t. II. Paris, Stock, 1907.

sein de l'Internationale que des producteurs manuels, ils se heurtent à l'opposition la plus vive de la part des délégués allemands au conseil général qui suivent les inspirations de Marx et aussi des délégués anglais (1). Ceux-ci, l'année suivante, dans le mémoire qu'ils présentent au Congrès de Genève, insistent sur le caractère primordial de l'émancipation politique. A Lausanne, en 1867, sur la proposition des délégués genevois, le Congrès déclare que :

1. L'émancipation sociale du travailleur est inséparable de son émancipation politique ;

2. L'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité (2).

Le sentiment et l'affirmation de la lutte à mener sur le terrain démocratique sont donc très nets chez un grand nombre de membres de l'Internationale. Ceux-ci semblent avoir une notion beaucoup moins forte du prolétariat en tant que classe appelée à instaurer une société nouvelle, en fondant des institutions spécifiquement ouvrières et de la valeur révolutionnaire des combats livrés sur le terrain économique. Jusque vers 1868, les rapports présentés aux Congrès consacrent la conception proudhonienne des grèves. A Lausanne, les sections genevoises les

1. Puech, *op. cit.*

2. Cf. Thomas (Albert), *op. cit.* — Villetard, *Histoire de l'intervention*.

déclarent « contraires aux principes économiques » (1) ; la section liégeoise leur reproche d'accroître « les ferments de haine jetés entre le peuple et la bourgeoisie » et de séparer « de plus en plus deux classes qui devraient au contraire se fondre et se réunir » ; c'est le pur langage proudhonien. Marx réussit donc bien à faire souscrire l'Internationale à ses vues pratiques sur la nécessité d'un « mouvement social concentré, c'est-à-dire réalisable par des moyens politiques » (2), mais sa notion théorique de l'antagonisme des classes est tenue pendant un certain temps en échec. Ce n'est guère qu'à partir de 1867, lorsque les grèves résultant d'une crise économique générale vont s'accroissant et se multipliant, qu'elle commence à gagner du terrain.

Les internationalistes parisiens réussissent, en effet, au début, à faire prédominer leur idéal d'organisation rationnelle et équitable de l'économie. Celui-ci qui se formule assez fréquemment à l'aide du vocabulaire proudhonien lui-même, reprend assurément les idées de la *Solution du problème social* ou de la *Capacité politique*, mais il affirme surtout de la part d'artisans soustraits aux besoins déprimantes et à la condition misérable de l'ouvrier d'usine, la croyance de l'aptitude des travailleurs à réformer

1. Testut, *le Livre bleu*, p. 183.

2 K. Marx, *Lettre à Kugelmann* (*Mouvement socialiste*, octobre 1902), citée par Puech.

par leur action propre une économie imparfaite. La démocratie sociale ne leur paraît pas devoir s'établir par ces émeutes dont, plus que leurs camarades étrangers, ils ont éprouvé la stérilité ou les effets nuisibles, et ce n'est pas dans la violence qu'ils cherchent un remède à l'anarchie et au désordre économique. A la suite non seulement de Proudhon, mais de toute la littérature utopique du socialisme français, ils subordonnent l'émancipation aux progrès d'une raison organisatrice et créatrice d'équilibre.

Amener par les voies scientifiques et pacifiquement, s'il est possible, le prolétariat à l'émancipation, à l'égalité de droits non plus en théorie mais en pratique (1), tel est le but que le Mémoire des délégués français, à Genève, assigne en 1865 à l'Association internationale.

Il n'hésite pas, au surplus, à définir la position particulière du problème. Ce qu'il met en question ce n'est point l'essence du régime économique, c'est-à-dire la forme capitaliste de la production, mais le mécanisme de l'échange, aspect extérieur et tangible de ce régime. La réforme économique doit consister à établir « l'échange sur les bases de la réciprocité » (2). L'année suivante, au Congrès de Lausanne,

1. Cf. p. 121.

2. Cf. Thomas, *op. cit.* Sur ce point : Sorel, *Introduction à l'économie moderne*. — Préface à Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail*. Paris, Schleicher, 1902.

la section de Rouen s'exprima ainsi : « Nous prions nos collègues d'éviter tout essai qui pourrait s'écarter des moyens propres à constituer relativement la valeur que nous regardons comme le point culminant de l'économie sociale (1). » Comme Proudhon, les artisans français avaient été frappés, non point tant par le spectacle des conditions de la grande industrie, que par la démonstration journalière de l'importance et de l'influence croissantes de l'aristocratie financière. Le rapport de la section de Rouen que nous avons cité fait plusieurs allusions au « monopole politique et financier », à « l'influence désastreuse » qu'exerce la « centralisation financière » (2) et le régime administratif qui lui est symétrique.

Les travailleurs seuls sont d'une façon permanente et foncière exploités et lésés par cette tyrannie de l'argent. C'est pourquoi nous avons vu les Internationalistes parisiens proposer à la Conférence de Londres un principe de recrutement rigoureusement exclusif de tout étranger aux professions manuelles. En 1867, la section de Neuville-sur-Saône s'exprime ainsi : « Nous ne devons accepter parmi nous que des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers manuels, ne pouvant compter sur la réussite de notre entreprise

2. Testut, p. 38.

3. Testut, p. 37.

sociale que par l'ensemble des intérêts communs (1).» Il semble donc qu'il y ait chez les éléments français de tendances proudhoniennes une notion séparatiste de la classe beaucoup plus forte que dans les groupes qui suivent l'inspiration marxiste. Mais ce séparatisme n'implique point l'idée d'une lutte révolutionnaire à mener contre la bourgeoisie. Il apparaît surtout aux artisans français comme ayant une valeur organisatrice, par la création d'institutions ouvrières autonomes qu'il comporte. Et sans doute c'est Marx qui fit voter à Genève, en 1866, la résolution où les syndicats qualifiés de « foyers d'organisation » sont comparés aux municipalités et aux communes qui furent le noyau de la société politique bourgeoise (2). Mais il est à remarquer que cette idée est absente des premiers ouvrages de Marx où la coalition « ouvrière n'apparaît que comme la formation de combat antérieur au « mouvement social concentré » ; c'est moins, d'autre part, sur le modèle des sociétés de résistance que sur celui des « compagnies ouvrières » proudhoniennes que les internationalistes français conçoivent les créations positives du prolétariat. C'est grâce à eux vraisemblablement que se répandra de plus en plus dans l'Association l'idée que l'organisation de la société future devra se

1. Testut, p. 45.

2. Cf. Lagardelle, article cité dans notre chap. I^{er}.

modeler sur celle de l'Internationale. Lors du procès intenté au début de 1868 à la commission parisienne, Tolain, en appel, répondra de la sorte à l'avocat général : « Nos associations que la loi condamne seront les seuls éléments d'ordre et de reconstruction que trouvera la société lorsque sera venue la catastrophe(1) ».

Nous saisissons donc jusqu'à présent, dans l'idéologie de l'Internationale, une tendance blanquiste à l'action révolutionnaire traditionnelle, telle que la conçoit Marx, mais privée d'une notion forte de la classe; un sentiment très vif, d'autre part, des besoins particuliers des travailleurs et de l'autonomie prolétarienne nécessaire inspirant une conception réformiste et pacifique de la réorganisation sociale.

Les années qui suivent immédiatement la constitution de l'association et ses premières assises sont marquées par un redoublement des conflits ouvriers. C'est en 1867 la grève des bronziers à Paris, celle des tisseurs à Roubaix ; en 1868 une importante grève du bâtiment à Genève ; en 1869 enfin, sans parler des chocs sanglants de la Loire, les cotonniers normands, les marbriers et les mégissiers à Paris soutiennent des luttes plus ou moins longues(2). Les asso-

1. Cf. Weill, *op. cit.*, Sur la fortune de cette idée, voir notre deuxième partie, § 4.

2. Cf. Weill. — Thomas, *op. cit.* Notons que la période qui va de 1860 à 1870 est marquée par de nombreuses découvertes de procédés, techniques nouveaux, et par une grande amélioration du machinisme dans diverses industries.

ciations ouvrières croissent en nombre et en importance, accentuant leur caractère de sociétés de résistance et abandonnant peu à peu l'idéal coopératiste, très vivant vers 1864. Peu d'entre elles, nous le savons, adhèrent directement à l'Internationale, mais ce sont des syndiqués qui dirigent les sections françaises de l'Association; d'autre part l'état d'esprit qu'elles créent (1) va faciliter le développement de la tendance blanquiste, qui, sous l'impulsion des intellectuels marxistes servis par les circonstances accentuera son caractère ouvrier. Mais, remarquons-le bien, l'idéologie qu'expriment les Congrès de Lausanne, de Bruxelles et de Bâle émane beaucoup moins du prolétariat que les conceptions d'artisans qui triomphaient à Genève. A partir de 1868 surtout, ce sont des intellectuels qui vont formuler en langage marxiste les aspirations des travailleurs: les assises de l'Association deviennent une académie où l'on commente le *Manifeste*. Dès le Congrès de Lausanne de Paepe réussit à faire proclamer le danger antiproletarien que constituent les associations ouvrières à tendances purement coopératistes, en tendant à créer une aristocratie ouvrière destinée à opprimer elle-même un cinquième État plus misérable. C'est la conception marxiste de l'homogénéité de la classe

1. Varlin, ouvrier relieur, affirme la lutte des classes au second procès de l'Internationale.

égale devant l'exploitation capitaliste qui fait entendre sa protestation, en rappelant la nécessité pour le prolétariat « de se convaincre bien de cette idée, que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société » (1). Le Conseil général, organe purement administratif à l'origine, prend à cette époque beaucoup plus d'importance : ses rapports inspirent en quelque sorte les débats des Congrès. A Bruxelles, en 1868, il déclare que « l'Internationale est la produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances irrépressibles de la société moderne ». C'est la pure phraséologie marxiste. Son rapport de Bâle est entièrement consacré en 1869, à ce qu'il nomme les guérillas entre le capital et le travail. Dès Lausanne d'ailleurs Dupont, membre du Conseil général, déclarait « considérer la grève non seulement comme une arme, mais aussi comme le meilleur moyen d'organiser les forces de la classe ouvrière » (2). Nous n'avons pas besoin de rappeler que les deux Congrès de Bruxelles et de Bâle consacrent l'idéal de l'association libre des producteurs, tel qu'il ressort des

1. Cf. Testut, p. 283. — J. Guillaume ne cite guère comme délégués à ce Congrès que des intellectuels. Les Français seuls sont représentés par des artisans (ferblantier, cordonnier, tailleur). Cf. Guillaume, *op. cit.*, t. I.

2. Testut, p. 227.

développements du *Manifeste*. Le rapport de la section bruxelloise à Bâle est significatif. « Dans une société — déclare-t-il — comme celle à laquelle nous tendons, où la propriété foncière individuelle est abolie..., où les machines et les instruments du travail deviennent la propriété collective des groupes ou associations industrielles qui les font fonctionner... »

Imprégnée ainsi de la notion théorique de la lutte de classes, la tendance blanquiste et démocratique ne s'en affirme pas moins comme telle (1). « Travaillons donc à la création de la république populaire, car avant tout il faut que le peuple prenne en mains le gouvernement » s'écrie le citoyen Bruhim, président des sections réunies de Bâle. Et en avril 1870 (2) la Commission genevoise au Congrès romand de la Chaux-de-Fonds préconisera et recommandera instamment l'action politique et même la représentation parlementaire comme moyen d'agitation ?

En 1871 les éléments prolétariens de l'Internationale se réduisent aux artisans mi-paysans mi-ouvriers qui constituent la fédération jurassienne. Celle-ci subit l'influence de Michel Bakounine (3) c'est-à-dire qu'elle

1. Testut, p. 261.

2. Testut, p. 261.

3. Cf. Guillaume, Introduction au tome II des *Œuvres de M. Bakounine*. — Cf. également M. Bakounine, *Lettres à un Français sur la crise actuelle*.

adhère à un communisme libertaire dont la métaphysique est assez éloignée de la conception marxiste de la lutte des classes. Cet anarchisme individualiste, qui exprime bien les tendances et l'idéal rural de petits producteurs montagnards, apparaît comme la négation même d'un socialisme fondé essentiellement sur le devoir qui incombe au prolétariat de la grande industrie de continuer l'effort capitaliste de production. Or, il constitue l'idéologie dernière de l'Internationale puisque celle-ci se dissout en fait à La Haye en 1872.

L'idée de lutte de classes a donc été exprimée par l'Association internationale des Travailleurs, tour à tour, telle que nous l'avons constatée chez Marx, et telle qu'elle nous est apparue chez Proudhon. Mais on ne saurait voir là une manifestation d'idéologie proprement ouvrière, puisque cette organisation, qu'elle suivit les directions d'artisans ou d'intellectuels, a toujours constitué un état-major sans troupes recrutées dans la grande industrie mécanique, une académie adonnée au commentaire de la *Capacité* ou du *Manifeste*, qui n'a pris que rarement l'avis de l'ouvrier d'usine.

L'IDÉE DE LUTTE DE CLASSES ET LA COMMUNE DE PARIS

L'idéologie qu'exprime, par ses actes officiels et ses manifestations positives, le mouvement parisien de 1871, se réfère-t-elle à l'idée de lutte de classes, et dans l'affirmative, peut-on dire qu'elle émane du prolétariat industriel ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher, en examinant quel fut le personnel de la Commune et de quelle nature apparaissent les mesures principales qu'elle prit.

a) *Le personnel.* — Le Comité des délégués élus par les gardes nationaux des vingt arrondissements parisiens, dès septembre 1870, comprend fort peu d'ouvriers mêlés au mouvement corporatif organisé depuis 1869 en Fédération des chambres syndicales ouvrières. Quoiqu'il ne tarde pas à tenir ses assises au siège même de la Fédération il n'a rien de prolétarien. La commission qu'il charge d'élaborer les statuts d'une fédération de la garde nationale se compose surtout de boutiquiers et d'employés, et c'est tout au plus si l'on compte quelques membres de la Fédération de la Corderie dans la commission exécutive provisoire nommée au début de mars avant l'installation du Comité central définitif (1). Celui-ci

1. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*. Kistemachers. Bruxelles, 1876. — Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*. Bruxelles, 1878.

cédera d'ailleurs bientôt à son tour la place à la Commune proprement dite élue le 26 mars. Comment celle-ci est-elle composée ? L'élément dominant est constitué par des militants républicains, de tempérament jacobin ou blanquiste : Delescluze, Gambon, Vallès, Rigault, Crousset, Tridon, étrangers au mouvement ouvrier ; à côté de ces intellectuels révolutionnaires on compte environ vingt-cinq ouvriers ou plutôt artisans dont Varlin, Theisz, Jourde, et quelques intellectuels proudhoniens, Vermorel, Lefrançois (1). De la commission exécutive permanente l'élément prolétarien sera complètement exclu. Ici encore, nous avons affaire à un état-major dont les troupes se recrutent en dehors de la grande industrie. Lorsque cette commission fait place, le 20 avril, aux délégués des neuf commissions entre lesquelles s'était partagée la commune, ce nouvel organe ne comprendra que des « lettrés » (2), hors un ouvrier de luxe, Leo Franckel. Enfin, au début de mai, le jacobinisme blanquiste, ayant éliminé les influences rivales, peut à son aise restaurer les pratiques terroristes de 1793.

C'est de ce personnel d'intellectuels qu'émane l'idéologie que nous allons examiner.

b) *L'idéologie*. — Nous noterons immédiatement,

1. Lissagaray, *op. cit.* — Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, t. 1^{er}, chap. III.

2. Lissagaray, p. 226.

parce qu'elles sont uniques (1), trois manifestations qui se réfèrent plus ou moins à l'idée de lutte de classe.

« La bourgeoisie..., lit-on dans l'*Officiel* du 21 mars, qui a accompli son émancipation, ne comprend-elle pas aujourd'hui que le tour de l'émancipation du prolétariat est arrivé (2). »

Le Comité central, le 3 avril, déclare : « Travailleurs, ne vous y trompez pas, c'est la grande lutte. C'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises. »

Enfin, dès les élections de février, le *Manifeste commun* publié par l'*Internationale*, la Fédération des chambres syndicales, et le Comité des vingt arrondissements déclare ses candidats « présentés au nom d'un monde nouveau par le parti des déshérités » (3). Ce *Manifeste* apparaît comme la formule même du blanquisme plus ou moins immanent à toute la pensée socialiste du siècle. Selon lui, en effet, les candidatures « socialistes révolutionnaires » signifient avant tout : « Dénégation à qui que ce soit de mettre la République en discussion, affirmation de la nécessité de l'avènement politique des travailleurs, chute de l'oligarchie gouvernemen-

1. Nous voulons dire que seules elles formulent avec précision l'idée de lutte de classes.

2. H. Lissagaray, p. 120.

3. Lissagaray, p. 53.

tales « et enfin, — en dernier lieu, — de la féodalité industrielle » (1). Il s'agit de réaliser l'État populaire. On a souvent affirmé que cette réalisation était conçue sur un certain type fédératif, qui hantait, inconsciemment tout au moins, les esprits des militants. Mais il n'est pas inutile de remarquer que le mouvement eut pour cause principale outre l'élection d'une Assemblée hostile en majorité à la forme républicaine, un vote tendant à enlever à Paris sa prédominance politique. Le séparatisme de la Commune de Paris peut avoir exprimé le besoin momentané de créer en face d'un pouvoir hostile une autorité populaire, à laquelle étaient attachés des souvenirs historiques. Ces aspirations fédéralistes de l'état-major communaliste ne résistaient pas, en avril, aux tentatives de conciliations faites auprès du gouvernement de Versailles par l'Union nationale des chambres syndicales et la ligue d'Union républicaine des droits de Paris, sur la base du maintien de la République et la reconnaissance des franchises municipales de Paris (2).

Elles ne s'exprimaient, en tous cas, que d'une manière très vague, dans le plan d'organisation locale lu par Vallès le 19 du même mois, et en reconnaissant la nécessité d'une « grande administration cen-

1. *Idem.*

2. Cf. Hanotaux, *op. cit.*, p. 176. — J. Favre, *Histoire du gouvernement de la défense nationale*. Paris, 1871.

trale, délégation des communes fédérées ». Varlin, militant de l'Internationale et futur membre de la Commune, résumait ainsi le 19 mars, au Comité central, les aspirations des artisans parisiens : « Nous voulons des libertés municipales sérieuses, la suppression de la Préfecture de police, le droit pour la garde nationale de nommer ses chefs et de se réorganiser, la proclamation de la République comme gouvernement légal, la remise pure et simple des loyers en souffrance, une loi équitable sur les échéances (1). » Ainsi, au lendemain même de la journée révolutionnaire, les militants affirment simplement leurs désirs de solutions propres à adoucir des souffrances momentanées ou à maintenir des conquêtes antérieures. Les actes de la Commune, dans leur ensemble, s'inspirent de cet état d'esprit. Si l'on néglige la séparation de l'église et de l'État où se satisfait le jacobinisme blanquiste, ils apparaissent comme des mesures de circonstance — ainsi de la remise pure et simple des loyers (2) — ou comme des actes de protection sociale, assez éloignés des dispositions dictatoriales qui constituaient pour Marx la première phase de la révolution prolétarienne (3) :

1. Lissagaray, p. 109.

2. Sauf peut-être le décret relatif aux ateliers fermés par leurs propriétaires ; et encore celui-ci s'inspire-t-il peut-être surtout des vues proudhoniennes sur les compagnies ouvrières.

3. Lissagaray, p. 242.

la suppression du travail de nuit dans la boulangerie, par exemple, la fixation d'un traitement maximum ainsi que les projets de cette Délégation du Travail qui « exclusivement composée de socialistes révolutionnaires » s'était donnée pour objet « l'étude de toutes les réformes à introduire soit dans les services publics de la Commune, soit *dans les rapports des travailleurs avec leurs patrons* ». Il y a là bien plutôt qu'une dictature du prolétariat la manifestation d'un socialisme d'État non révolutionnaire de tendances. Parce que blanquiste dans son origine et sa forme que nous n'avons pas à étudier ici, blanquiste également, on l'a vu, par ses aspirations dernières, la Commune en arrivait à se nier en tant que révolutionnaire. La méthode blanquiste consiste, en effet, essentiellement à s'emparer de la machine gouvernementale en plein exercice afin de le faire fonctionner à son gré au service de ses conceptions. Or, en 1871, un mouvement s'inspirant de cette tactique ne pouvait que porter à faux le mécanisme gouvernemental n'étant pas rétabli dans ses conditions normales, et la victoire ne conférant aucune emprise sur la vie d'un pays soustrait, en raison des circonstances, à son économie constitutionnelle traditionnelle ; il se condamnait par conséquent à limiter son action à un réformisme local.

La Commune de Paris, mouvement d'artisans conduit par des intellectuels, pouvait ne pas exprimer

l'idée de lutte de classes, mais ne semble-t-il pas que celle-ci ait dû se faire jour en 1871, dans ces centres ouvriers, où les conflits avaient été fréquents, les années immédiatement antérieures ?

Il n'en fut rien cependant. A Saint-Étienne, la Commune s'affirme comme « la conquête des franchises et de l'indépendance que nous avaient ravies les législations impériales et monarchiques », rien de plus ; « dans cette ruche ouvrière on ne trouvait pas un mot pour la question sociale » (1).

La Commune n'apparaît donc point comme une ébauche de révolution sociale, mais plutôt comme un soulèvement d'artisans dont les causes ne résident que partiellement dans les circonstances économiques, elle n'exprime de l'idée de lutte de classes, que sa forme concrète de nature blanquiste, fournissant ainsi à Marx une expérimentation de la partie pratique de sa conception (2).

Mais elle a acquis quant à l'évolution postérieure de cette notion de lutte de classes, une valeur idéologique en quelque sorte. « Le grand acte socialiste de la Commune, dit Marx, ce fut son existence même... » (3) qu'indique l'appréciation suivante formulée du point de vue socialiste : « C'est surtout

1. Cf. Lissagaray, p. 159.

2. Cf. Marx, *la Commune de Paris*. Cf. également la préface du *Manifeste* citée au chap. I.

3. *Commune de Paris*, p. 52.

dans ses conséquences historiques, qui... plus que le programme et le personnel caractérisent une tentative révolutionnaire..., que le 18 mars a donné sa véritable mesure ouvrière et socialiste (1). » Le mouvement communaliste est devenu en effet un thème concret de propagande et d'argumentation, qui a pu déterminer certaines orientations d'actions et de doctrines.

1. *L'Égalité*, 18 mars 1880, cité par Weill, *op. cit.*

CHAPITRE IV

LA CONCEPTION DÉMOCRATIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES

Nous avons vu que Marx, dans sa conception pratique de la lutte des classes, ne s'était jamais complètement dégagé de la tradition jacobine ou blanquiste, c'est-à-dire de la tactique d'ordre politique et insurrectionnel qu'avaient consacré, en Europe et principalement en France, les révolutions contemporaines. Si Proudhon, lui, donne la formule d'une action plus spécifiquement prolétarienne, il n'en reste pas moins que ses définitions théoriques sont imprégnées de l'idéalisme démocratique, fils de 1789 ou de 1793. Ce même idéalisme, il nous a été facile de le constater à maintes reprises, au cours de l'évolution idéologique de l'Association internationale des Travailleurs, et la Commune de Paris nous est apparue, dans son esprit et dans ses actes, comme un mouvement essentiellement blanquiste. La conception dont nous abordons présentement l'étude, offre, au plus haut degré, la combinaison de ces deux

aspects, l'un spéculatif et l'autre pratique, d'un même état d'esprit que l'on saisit, isolés ou réunis, dans toute la pensée socialiste du xix^e siècle. En examinant brièvement les données théoriques assez pauvres d'ailleurs et dépourvues d'originalité, pour analyser de plus près les formules d'action, nous essaierons de déterminer dans quelle mesure le blanquisme et l'idéalisme démocratique y revêtent des formes nouvelles, ou s'y rattachent à leurs aspects traditionnels.

C'est en France que la conception démocratique de la lutte des classes a pris toute son ampleur doctrinale et a fait preuve de plus de vie. Nous l'étudierons par conséquent sous sa forme française, qualifiée communément de « guesdisme ».

§ 1. — LA DOCTRINE

A. — *Les données marxistes*

Marx a décrit le processus selon lequel le régime capitaliste se détruit lui-même en abolissant, par son propre mécanisme, les conditions matérielles et morales de la vie en société. La grande entreprise centralisée qui s'est élevée sur les ruines des exploitations moyennes ne peut subsister — en renouvelant

sans cesse son outillage et ses procédés — qu'à la condition d'opérer un prélèvement sur le produit du travail des exploités. Cette opération tend à réduire constamment les salaires, jusqu'à les abaisser au strict minimum nécessaire à l'existence, à rendre par conséquent de jour en jour plus précaire le sort d'un prolétariat toujours plus nombreux, renforcé qu'il est par le déchet croissant des classes intermédiaires en voie de disparition ; en face de cette marée montante d'esclaves affamés, les maîtres de la production s'épuisent dans ces crises toujours plus graves qui sont indissolublement liées à la création capitaliste des richesses. Plus-value, concentration progressive, paupérisation et prolétarianisation croissantes, crises mortelles : toutes données que la conception démocratique de la lutte des classes fait siennes et dont elle constitue son fondement théorique. Est-ce à dire, s'est-on demandé, qu'elle ait eu besoin de les emprunter à Marx ? N'y avait-il pas là des idées « courantes dans le socialisme français » (1). Sans doute, mais il n'en reste pas moins que c'est l'auteur du *Capital* qui leur conféra leur forme définitive ; en les exprimant avec autant de rigueur que d'énergie. C'est bien d'ailleurs de Marx que se réclamait

1. Cf. *Mouvement socialiste*, 1^{er} et 15 octobre 1905. Compte rendu critique de M. Lagardelle sur l'étude de M. Fournière, *la Crise révolutionnaire du socialisme français* (*Revue socialiste*, juin et juillet 1905).

M. Guesde, exposant à la tribune du Palais-Bourbon la « solution collectiviste » dans une argumentation au cours de laquelle il invoquait expressément l'autorité du *Capital* (1) ? Notons que dans cet exposé il s'attardait avec complaisance à définir et à défendre la notion de plus-value que l'on s'accorde, croyons-nous, à considérer comme spécifiquement marxiste. « C'est encore à Marx que les militants du Parti ouvrier français s'adressaient pour lui demander de rédiger les considérants théoriques de leur programme d'action en 1880. On peut admettre que la définition historique de la lutte des classes, telle qu'elle résulte des *tableaux* du *Manifeste* et des analyses du *Capital*, constitue le point de départ et la base du guesdisme (2). Nous aurons, il est vrai, l'occasion de constater que ce dernier fut amené, par les exigences de la pratique, à donner aux formules marxistes un caractère axiomatique qu'elles n'offrent pas toujours chez leur auteur.

1. Cf. *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre*, par J. Guesde. Paris, Jacques.

2. Le Congrès du Parti ouvrier français tenu à Roubaix en 1884 déclare que la révolution sociale « ne dépend pas de la plus ou moins vive impatience des intéressés ; elle sera la conséquence fatale des mouvements généraux qu'élabore la société moderne. » Cf. Blum, *les Congrès ouvriers et socialistes français*. Paris, 1901.

b) *L'esprit démocratique*

S'il emprunte au marxisme les éléments de sa théorie de la lutte des classes, le guesdisme leur donne une signification souvent assez étrangère aux préoccupations dominantes de Marx ou les interprète d'un point de vue qui n'était pas le sien.

Pour nous reporter à un texte *récent* de Marx, voici comment débutaient les considérants qu'il rédigea pour le programme du Parti ouvrier français :

Considérant :

Que l'émancipation de la classe *productive* est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race,

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (1)...

A la fin de 1878, M. Guesde et quelques militants adressaient aux travailleurs français un manifeste qui débutait :

Considérant (2) :

1° Que tout homme en sa qualité d'homme a droit, dès sa naissance, à une *égale satisfaction de ses besoins* et à l'*égal*

1. Zévaès, *le Socialisme en France depuis 1871*. Paris, 1908, p. 41.

2. *Idem*, p. 31.

développement de toutes ses facultés jusqu'à ce qu'il soit en âge de se suffire à lui-même par son travail...

Dans le premier de ses textes, ce qui est en question c'est l'émancipation de la classe qui assure la production. Le second énonce un postulat égalitaire d'essence démocratique et se place sur le terrain des besoins, de la consommation (1).

En 1877, le Congrès ouvrier socialiste de Marseille où domine l'influence guesdiste déclare :

Considérant que la question sociale ne sera résolue que lorsque chaque être humain sera arrivé à la satisfaction complète de ses besoins et au développement intégral de ses facultés (2)...

La formule est identique.

Dans le *Manifeste* rédigé par le Parti ouvrier français à la veille des élections législatives de 1893, nous relevons ce passage :

Plus de prolétaires et de capitalistes, condamnés à une guerre de tous les jours, *pour le partage du produit* ! Mais une grande famille humaine, sans droit d'aînesse pour personne, collectivement maîtresse de ses forces productives et les mettant collectivement en valeur dans la paix sociale

1. Il est à remarquer que dans ce manifeste guesdiste, le mot classe n'est même pas prononcé. *Le Manifeste* se termine par une invocation à la révolution de la Justice.

2. Zévaès, p. 37.

enfin réalisée par l'égal et complète satisfaction des besoins de chacun et de tous (1).

Nous pourrions multiplier les citations et rappeler que M. Guesde n'a pas hésité à déclarer que la durée du travail nécessaire à la consommation pourrait être infiniment réduite. Ces quelques textes suffisent à établir que dans la conception démocratique de la lutte de classes, le conflit se réduit à une lutte pour la consommation. Le socialisme guesdiste est un socialisme des besoins où les considérations relatives à la production et à son avenir tiennent fort peu de place. Ce point de vue, dira-t-on, n'est pas particulier au guesdisme : il domine toutes les doctrines de transformation sociale. L'égalitarisme économique est en effet à la base de la plupart des doctrines socialistes, parce qu'elles sont presque toutes d'essence démocratique. Néanmoins, nous avons pu relever chez Marx une note assez différente. Si la bourgeoisie capitaliste doit céder la place au prolétariat, c'est qu'elle succombe à l'œuvre gigantesque qu'elle entreprend. Il ne faut pas que l'immense essor de forces productives qu'elle eût le mérite de déchaîner aboutisse à une faillite. La classe ouvrière puise son droit dans la conscience du rôle qui lui incombe, et non pas dans quelques abstractions idéologiques. Ce droit, c'est celui de

1. *Onze ans d'histoire socialiste*. Paris, 1901, p. 40.

l'effort humain qui veut rompre ses entraves, afin de créer plus librement des richesses toujours plus considérables. Il y a, nous l'avons dit, chez Marx, une sorte de lyrisme de la grande production. Rien n'est plus étranger au guesdisme : ce dernier n'a jamais songé à justifier le droit des masses prolétaires par des considérations empruntées à l'économie. Il le pose et l'affirme en fonction même de leur existence : c'est la conception démocratique qui domine le xix^e siècle et que nous avons vu imprégner la pensée proudhonienne. Après l'auteur de la *Justice dans la Révolution et dans l'Église* et de l'*Idée générale de la Révolution*, les guesdistes se proclament républicains en politique et athées en religion. Leur conception de la lutte des classes se rattache ainsi au jacobinisme logique d'un Babœuf ou d'un Blanqui : elle n'a rien de spécifiquement économique, comme la définition théorique de Marx.

La doctrine proprement dite du guesdisme apparaît donc comme une adaptation démocratique des analyses économiques de Marx. Son peu d'originalité provient sans doute de ce qu'elle ne constitue pas une théorie présentant l'unité de celles que nous avons rencontrées en étudiant Marx et Proudhon, mais une vulgarisation à l'usage de la pratique quotidienne. C'est, à vrai dire, en étudiant les formes de cette pratique, avec les justifications immédiates qui en furent ou en sont données, que nous saisissons le

vrai caractère et les éléments spécifiques de la conception démocratique de la lutte des classes.

§ 2. — LES FORMES PRATIQUES DE LA LUTTE DE CLASSES
DANS LA CONCEPTION GUESDISTE

Au moment où le problème de l'action immédiate s'impose au guesdisme, les schèmes historiques du *Manifeste* correspondent davantage à la réalité économique que lorsqu'ils furent composés. La grande industrie mécanique, que Marx croyait à l'apogée en 1848, et dont nous n'avons constaté la naissance qu'aux environs de 1860, commence à se développer, par certains de ses aspects tout au moins, dans les perspectives indiquées par lui. La métallurgie et l'industrie textile ont vu naître, à des degrés divers selon le pays, ces entreprises gigantesques qui concentrent et accélèrent la production en vue d'un marché mondial ; avec elles sont apparues les armées ouvrières soumises à la discipline d'un travail impersonnel et à l'égalité devant la loi d'airain (?). Ces troupes enfin nées à la conscience de leur force, grâce à l'agglomération capitaliste, se sont déjà exercées à la lutte dans ces conflits locaux aigus qui se sont multipliés, en France particulièrement, dans les dernières années du second Empire. Nous savons que pour Marx ces chocs partiels n'ont d'autre valeur

que de préparer et de hâter, en se généralisant, la constitution du prolétariat en classe « pour soi » et « par suite en parti politique prolétarien » (1). A ce moment seulement, sera possible un « mouvement social concentré, c'est-à-dire réalisable par des moyens politiques » (2). Cette conception pratique qui préside à l'organisation socialiste en Allemagne n'était pas moins traditionnelle en France. On ne concevait pas que la lutte des classes pût se dénouer sur le terrain économique et revêtir une forme différente des chocs où s'étaient heurtés les féodaux et les communes, la bourgeoisie parlementaire et le pouvoir royal. C'est au service d'une doctrine d'émancipation économique (3), on l'oublie trop, que Blanqui mettait son arsenal de conspirateur perpétuel, et nous avons vu Proudhon réclamer tour à tour la liquidation sociale des pouvoirs de l'assemblée issue de la Révolution de 1848, ou du despotisme éclairé d'un César fils de 1789. L'Internationale se joint en 1871 aux blanquistes et aux jacobins pour défendre avec la République l'exercice que les masses ouvrières, désormais conscientes, vont pouvoir faire à leur profit du suffrage universel. Celui-ci apparaît à tous comme le moyen essentiel de réaliser ce « mouvement

1. *Manifeste*, § 23, p. 36.

2. Cf. la *Lettre à Kugelmann*, citée au chap. III.

3. Cf. A. Blanqui, *Critique sociale*, 2 vol. Paris, Alcan.

social concentré » dont le triomphe politique accomplira la révolution économique. Le bulletin de vote libéré est un merveilleux instrument pour créer cette *unité* qui est la condition nécessaire et suffisante de la victoire. Les ouvriers — à tendances corporatistes et mutuellistes — qui forment la majorité du Congrès tenu à Lyon en 1878 réclament « la représentation directe du prolétariat au Parlement », reprenant ainsi la tradition de ces candidatures ouvrières dont Proudhon saluait l'avènement en 1864. Le Congrès de Marseille décide d'affirmer la lutte de classes par la représentation directe « à tous les corps élus » et crée dans ce but le Parti ouvrier dont Marx l'année suivante va motiver ainsi le programme » :

... Considérant (1) :

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive ou prolétariat, organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation...

Ainsi, dès l'origine, en affirmant sa prétention d'in-

1. 1879. Consulter sur ces deux Congrès l'ouvrage de Blum et l'étude plus détaillée de M. de Seilhac, *les Congrès ouvriers*, 2 vol.

tervention personnelle dans les corps élus, émanation de la volonté générale et de la souveraineté du peuple, le guesdisme se place, comme on l'a dit, « dans le cadre de l'État politique traditionnel » (1) ; sous les auspices de Marx, il veut réaliser l'unité ouvrière à l'aide des organes de l'unité démocratique, acceptant ainsi consciemment ou inconsciemment l'héritage de centralisation étatique édifié par les rois et la bourgeoisie révolutionnaire.

Il importe, toutefois, de remarquer que pour Marx cette unité politique que créera l'action électorale du parti ouvrier n'est elle-même qu'un moyen, une formation de combat. Il n'apparaît pas du tout d'une manière certaine qu'il en soit de même du point de vue guesdiste. Si le *Manifeste* prévoit la nécessité d'un certain étatisme prolétarien, il ne l'admet que comme le premier acte de la Révolution ouvrière dont la fin dernière est essentiellement anarchiste (2). Un terme fréquemment employé par Marx est celui « d'association ». On le trouve beaucoup moins souvent dans les programmes ou les articles de M. Guesde. Ce dernier, raillant les tendances rétrogrades des communalistes affirme qu'à chaque progrès social correspond un moindre « degré

1. Cf. Berth, *les Nouveaux aspects du socialisme*. Paris, Rivière, 1908. Bibliothèque du mouvement socialiste, p. 10.

2. Lagardelle, l'article cité, *Mouvement socialiste*, 15 mars 1908.

— Cf. également, *La Commune de Paris*, *passim*.

d'autonomie des groupes » (1). Ailleurs, il dit de la classe ouvrière qu' « elle sait que ce n'est pas avec l'aide de cet État nécessairement ennemi qu'elle s'affranchira, mais contre lui, en *s'en emparant* et en le *retournant contre la classe* qui le détient depuis près d'un siècle » (2). Peut-être pourrait-on voir dans cette indication le pendant de cette « dictature du prolétariat » phase proclamée nécessaire par Marx. Mais le texte suivant paraît bien être significatif, d'une conception d'après laquelle la lutte des classes se dénouerait sur un plan symétrique de celui où se réalisa le triomphe de la démocratie politique :

Il suffit... que de même qu'elle a pris, au moins dans les pays à suffrage universel, la direction de son outillage politique, la société composée de membres égaux en droit et en devoirs prenne la direction de son outillage économique (3).

On saisit d'un bout à l'autre de ces quelques lignes la volonté constante d'affirmer le parallélisme de la démocratie politique et de la démocratie sociale, de la lutte politique et de la lutte économique, en laissant apparaître la génération de l'une par l'autre.

1. Cf. Jules Guesde, *État politique et morale de classe*. Paris, Giard et Brière, 1701, p. 425. Il est intéressant d'opposer à cette thèse l'apologie du communalisme faite par Marx dans *la Commune de Paris*.

2. Guesde, *op. cit.*, p. 39.

3. Guesde, *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre (Socialisme révolutionnaire et socialisme chrétien)*, p. 26).

Il s'agit bien, pour M. Guesde comme pour Proudhon de continuer et de compléter l'œuvre d'émancipation inaugurée en 1789. Mais tandis que l'un assigne cette tâche à la classe ouvrière autonome agissant en dehors des formes politiques traditionnelles, l'autre emprunte le bras séculier de l'autorité collective parce qu'il ne voit « de solution aux antagonismes sociaux, convulsant de plus en plus le monde moderne, que *dans la propriété nationale doublant la souveraineté nationale et en faisant une réalité* (1).

L'unité, préconisée par le guesdisme, semble donc bien dépasser la portée d'une tactique, pour se hausser jusqu'à l'idéal d'une démocratie économique ou d'un étatsisme prolétarien. Est-ce à dire, toutefois, que démocratique par sa tendance fondamentale, le guesdisme cherche à réaliser ses fins, par les voies de la démocratie politique et que sa « conquête du pouvoir politique » soit une conquête électorale et rien d'autre. M. Jules Guesde s'en défend énergiquement. Au Congrès du parti socialiste tenu à Nancy en août 1907 il s'exprimait ainsi :

... Je n'ai jamais subordonné l'émancipation du prolétariat à son avènement électoral ou légal. Jamais je n'ai laissé croire une seule minute aux travailleurs... que le bulletin

1. Cf. *Onze ans d'histoire socialiste (Manifeste des élections législatives de 1893)*.

de vote pouvait suffire à les affranchir... ; les élections *ne sont qu'un moyen d'organiser le prolétariat* : ce sont ses *grandes manœuvres*. Il prend, là, conscience et mesure de sa force en même temps qu'il se rapproche de la position à emporter jusqu'à ce que, sous une poussée de deux, de trois, de quatre millions de voix, plein de confiance en lui-même il donne le coup d'épaule final, faisant jouer son droit à l'insurrection, accomplissant sa révolution inéluctable.

Et il ajoute un peu plus loin qu'il ne voyait « dans la lutte politique à coup de bulletins qu'une préparation, un entraînement à la lutte à coups de fusil (1) ».

Il ne faut pas voir, semble-t-il, dans cette affirmation l'expression d'un opportunisme destiné à assurer le triomphe d'une des motions présentées au Congrès. M. Guesde l'appuie de cette conclusion : « Ce langage, je l'ai tenu partout et toujours (2). » A plusieurs reprises, en effet, nous trouvons sous sa plume des réflexions ou des observations de même nature. Commentant en 1884 une crise économique qui se faisait sentir à Lyon, il écrivait : « Ce qui serait plus qu'incompréhensible, ce qui serait désespérant, c'est

1. Cf. Bibliothèque du mouvement socialiste. — J. Guesde, H. Lagardelle, E. Vaillant, *le Parti socialiste et la Confédération du Travail* (discussion). Paris, Rivière, 1908, p. 39-40.

2. Cf. Bibliothèque du mouvement socialiste. — J. Guesde, H. Lagardelle, E. Vaillant, *le Parti socialiste et la Confédération du Travail* (discussion). Paris, Rivière, 1908, p. 39-40.

que l'idée de marcher sur l'hôtel de ville... ne fût pas montée du ventre au cerveau des affamés. *Là est en effet dans la prise de possession des pouvoirs publics par la classe ouvrière le remède à tous les maux ouvriers...* Mais si c'est par là qu'on devra fatalement finir, ce n'est pas par là qu'on peut commencer. Pour un semblable assaut... il faut une crise générale qui ne saurait tarder et la véritable armée qu'elle fera sortir de terre (1). » Et ailleurs encore (2), après avoir rappelé que « pour s'emparer de l'État qui domine de ses canons les magasins regorgent de tout ce qu'a crié et de tout ce dont manque le travailleur il faut commencer par en faire le siège ; pour en enfoncer la porte il faut commencer par les battre du flot de nos délégations » ; il affirme avec énergie sa foi blanquiste :

« Dans cette mise en contact de la rue avec les Chambres, en vue de faire balayer celles-ci par celle-là est le salut *et il n'est que là !* » En 1884, le Congrès de Roubaix, le plus important que tint jamais le Parti ouvrier, accentuait la note en déclarant que pour organiser le pouvoir révolutionnaire il ne faudrait pas recourir « à l'expédient du suffrage

1. Article du *Cri du Peuple*. — Cf. *État politique et morale de classe*, p. 57.

2. Article du *Cri du Peuple*. — Cf. *État politique et morale de classe*, p. 91 et 97.

universel. Les groupes du Parti ouvrier devront être seuls à agir et ils agiront dictatorialement » (1).

Dans toute cette littérature de propagande nous saisissons l'expression d'un blanquisme foncier, mais d'un blanquisme rajeuni et adapté à la forme présente des sociétés. La plupart des socialistes contemporains s'attachent à montrer que les conditions actuelles de la vie sociale rendent illusoire la tactique qui assura le succès des révolutions passées. Cette tactique, au contraire, le guesdisme la maintient en ce qu'elle a d'essentiel, l'appel au coup de main, mais il se préoccupe, en même temps, de le fonder non plus seulement sur le droit naturel de la misère ou de la faim, mais sur le principe même de la démocratie politique, la loi des majorités. C'est en constituant les masses à l'état de Parti ouvrier que l'on assurera le libre jeu de cette loi, jusqu'ici comprimée ou pervertie, et ce seul jeu provoquera la « poussée » de plusieurs millions de voix à l'aide de laquelle les militants, revêtus d'un mandat insurrectionnel, remettront à la nation enfin organisée en démocratie sociale la direction de son outillage économique (2). Si le suffrage universel, tout au moins dans la pensée originaire du guesdisme, n'est pas

1. Cf. Blum, *op. cit.*, p. 95.

2. « Elle (la masse révolutionnaire) *déclarera biens nationaux* les chemins de fer, les mines, les usines »... Cf. *Quatre ans de lutte de classe* (la solution collectiviste).

l'instrument magique susceptible de dénouer à lui seul la lutte des classes, il n'en reste pas moins que seul il permet d'unifier les masses, d'organiser le nombre, c'est-à-dire de vaincre. Cette préoccupation des multitudes auxquelles il s'agit de donner un corps unique et d'insuffler une âme identique, en même temps qu'elle range définitivement le guesdisme dans la tradition démocratique, lui donne son caractère le plus marqué et le plus durable parce que le plus essentiel, c'est une philosophie politique, un système de parti et rien de plus. Les préoccupations vraiment économiques et ouvrières en sont à peu près absentes (1) ou elles n'y figurent qu'à titre purement décoratif. Fondé sur une conception de la classe qui commençait à se réaliser dans les faits au moins partiellement, le guesdisme se hâta d'élever cette classe à la dignité de parti, et dès lors il ne porta plus d'intérêt qu'à la vie et à l'avenir du parti.

Le prolétariat en tant que plèbe asservie à la machine ne retient point son attention : c'est en dehors de l'usine, autour de l'urne qu'il le saisit. La vie ouvrière lui est proprement indifférente : il ne connaît et ne veut connaître que des électeurs. Les groupements de travailleurs ne lui paraissent valoir

1. Sauf peut-être dans la période de début : encore se rapportent-elles uniquement à la consommation.

qu'autant qu'ils sont susceptibles de préparer les scrutins futurs et il ne voit dans les conflits sans cesse renaissants qui mettent aux prises les deux classes qu'une possibilité d'accélérer la propagande politique ; encore se défie-t-il la plupart du temps des grèves où l'énergie ouvrière lui semble se dépenser en pure perte, le nombre s'employer à faux, et nous n'en voulons pour preuve que cette préoccupation d'organiser le droit de grève en lui donnant pour base « la volonté de la majorité demandée au scrutin » qui s'est manifestée officiellement par une proposition de loi (1).

Ainsi, jusque dans ce phénomène aigu et spontané de la vie ouvrière, le guesdisme veut faire jouer la loi des majorités, et organiser la foule en parti. Par là s'explique l'hostilité irréductible qu'il a toujours montrée à l'idée de la grève générale considérée comme moyen d'émancipation collective (2). Amoureux de l'unité et tendant à l'organisation électorale de masses encadrées il ne pouvait que réprouver la conception d'un soulèvement spontané, consécutif à des chocs de plus en plus violents, sans cadres et en dehors de toute discipline de parti. Prisonnier de

1. Cf. *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre* (Proposition de loi du 8 février 1894).

2. Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers*. — Blum, *op. cit.* — Cf. également *la Grève générale et le socialisme*. Hubert Lagardelle, Cornely éditeur et l'ouvrage cité : *la Confédération générale du travail et le parti socialiste*.

la tradition blanquiste, il devait répugner à admettre une forme nouvelle de lutte sur un plan au-dessus duquel il voulait agir. C'est tout au plus s'il parut adhérer du bout des lèvres à l'idée d'une grève générale et internationale des mineurs, précisément sans doute parce qu'il s'agissait d'une corporation fortement organisée selon la discipline démocratique des partis (1). Invinciblement, le guesdisme envisage une action générale de classe sous la catégorie du suffrage universel et de la loi majoritaire. Son opinion, sur ce point, résume son attitude générale : il n'attend rien du prolétariat en tant que tel et se refuse à voir dans l'organisation spontanée des travailleurs sur le terrain économique autre chose que « l'école primaire du socialisme », la préparation des scrutins à venir ; ce n'est qu'à condition de se transformer en parti pour s'élever à cette forme supérieure de vie que constitue l'action politique, que la classe ouvrière sera digne et capable de se mesurer avec la bourgeoisie, à coups de bulletins, puis à coups de fusils.

Le plan d'action, si nous le saisissons dans son ensemble, apparaît, par les moyens qu'il préconise, le but qu'il s'est assigné et les fins qu'il prétend réaliser, comme une tentative pour élargir le domaine des luttes politiques en y intégrant l'antagonisme fondamental qui oppose les classes, et

1. Cf. *Onze ans d'histoire socialiste (le travail des mines)*, p. 14.

mettre fin à cet antagonisme en accouchant par la force la forme démocratique des virtualités qu'elle recèle. Il s'agit de livrer enfin les clefs de l'État démocratique aux majorités jusque-là dupées et exploitées, de donner à cet État « un contenu ouvrier » (1). C'était, nous l'avons vu, pour Marx la première étape ; mais une étape seulement de la révolution sociale. Le guesdisme s'y arrête, satisfait d'avoir créé la dictature du nombre. Ce qui domine en effet toute cette conception de la lutte des classes, c'est la considération des masses et de leur droit naturel à la liberté et à l'égalité. Proudhon n'est pas moins pénétré de cet idéalisme plébéen, mais ses hautes préoccupations morales l'inclinant à scruter ce droit de nature, il lui donne comme base le travail et ne conçoit comme possible l'affranchissement des foules que dans et par le travail. Le guesdisme, nous l'avons vu, n'a qu'un souci médiocre de la production et ne se préoccupe point de fonder en droit la démocratie sociale : il n'a jamais eu l'idée que celle-ci pût se réaliser dans le cadre de l'activité économique et ne la considère que comme le prolongement de la démocratie politique. L'économie ne l'intéresse, peut-on dire, que d'un point de vue négatif, en tant qu'elle fait obstacle, par son organisation actuelle, à la liberté et l'égalité plénières : il demande à la

1. Cf. *Bertin, op. cit.*, p. 15.

politique de la mettre à la raison, et son premier soin est d'employer à des fins politiques les armées que l'industrie moderne met à sa disposition. C'est un blanquisme renouvelé, adapté aux aspects nouveaux de la vie sociale, une conception d'action et de lutte violente par conséquent, mais qui par le jeu même de son mécanisme, va se nier comme telle en se transformant en socialisme d'État.

§ 3. — LA LOI DE TENDANCE DU GUESDISME

Dans la conception originale du guesdisme, le suffrage universel, instrument d'unification et de concentration destiné à transformer en armée politique les masses ouvrières, prépare le choc final qui permettra à une minorité dictatoriale, forte des millions d'adhésions constatées aux précédents scrutins, de s'emparer des organes de la société bourgeoise pour transformer la société, en intégrant la vie économique dans le mécanisme politique et administratif (1). Il apparaît donc comme la forme d'action

1. Cf. Le passage cité du discours de M. Guesde sur la solution collectiviste: « Elle déclarera biens nationaux... etc., ainsi que ses explications sur l'usage de la réquisition dans la société collectiviste dans le même discours. (*Quatre ans de lutte de classes à la Chambre*).

par excellence, celle qui permet de ne point rester inactif, tant que le moment d'être héroïque (1) n'est pas venu ; mais c'est une forme qui présente ce grave inconvénient d'être essentiellement intermittente. Or l'on ne constitue point un parti, surtout un parti ouvrier, en se bornant à convier les masses à de grandes manœuvres fort espacées et dont on affirme la valeur purement éducative. Les partis ne vivent que de l'action continue sur des objets immédiats ou prochains, c'est-à-dire qu'ils impliquent des programmes énumératifs de réformes. Ceux-ci ne se rédigent point dans l'absolu et arbitrairement : ils s'efforcent avec plus ou moins de succès d'adapter les doctrines au tempérament national, à la tradition politique du peuple et aux contingences de l'heure présente.

Le programme guesdiste ne devait pas échapper à cette loi, et l'on aurait pu conjecturer à l'avance ; le guesdisme constituant déjà dans sa partie proprement doctrinale et son plan d'action une adaptation qu'il offrirait à un très haut degré ce caractère de dégradation de la doctrine.

Pour embrigader les masses sous une bannière politique nouvelle, il était nécessaire de faire état des thèmes politiques traditionnels et le programme de

1. Cf. *État politique et morale de classe*, p. 57.

1880 (1) n'y manqua point. Sa partie économique est précédée d'une partie politique où figurent la plupart des grandes réformes préconisées par l'opposition démocratique du second Empire. En s'engageant sur ce terrain, les guesdistes acceptaient, consciemment ou non de collaborer avec toute la démocratie avancée hostile à l'idéologie socialiste : ce parti de classe dès sa première démarche nie l'opposition des classes, en admettant la possibilité d'une lutte commune en vue d'un but identique. D'autre part, parmi les « revendications immédiates » d'ordre économique on relève de graves atteintes au droit de propriété (2) procédant de cet ensemble de mesures que Marx croyait *provisoirement* nécessaires, une fois la dictature du prolétariat établie. Le guesdisme, lui, les exige de l'État bourgeois, préalablement à toute action violente, et il collaborera avec tous ceux qui, se réclamant ou non de la lutte de classe, tenteront de les réaliser, c'est-à-dire ici encore avec la démocratie avancée. Ainsi, créé pour faire une scission radicale avec la bourgeoisie et se

1. Programme adopté conformément aux décisions du Congrès de Marseille par le Congrès régional tenu par la Fédération du Centre à Paris en 1880, et par divers congrès régionaux. Marx en avait rédigé les considérants, mais nous savons par une lettre d'Engels (Cf. Zévaès, *op. cit.*) qu'il refusait d'accepter la paternité des articles.

2. Cf. les articles 11 et 12 de la partie économique in Zévaès, opuscule cité, annexes p. 240.

séparer d'elle « sur tous les terrains à la fois, intellectuel, juridique, politique et économique » (1) le parti ouvrier se nie comme parti de classe en poursuivant de concert avec d'autres partis des buts qui ne sont pas spécifiquement ouvriers. Cette négation ne fera que s'affirmer à mesure que le guesdisme gagnera en importance et que son action prendra de plus en plus la forme que revêt celle de tout partisans les sociétés politiques modernes, à savoir: la vie parlementaire. On pouvait, à la rigueur, considérer le programme de 1880 comme une déclaration de guerre, mais quand il s'est accompagné d'une partie municipale (2), d'une partie agricole (3) et d'une partie maritime (4), il faut bien y voir — en même temps qu'un appel à des suffrages moins spécifiquement ouvriers — la base très étudiée d'un travail positif de réforme législative. Le suffrage universel qui originairement avait pour seule fonction « derallier la classe ouvrière »... pour « l'organiser en force distincte capable de briser le milieu social » (5) apparaît maintenant avec une mission plus immédiatement féconde. A la veille des

1. Cf. le rapport de la sixième commission au Congrès de Marseille. Zévaès, p. 39.

2. Congrès du parti tenu à Lyon en 1891.

3. Congrès du parti tenu à Marseille et Nantes, 1892 et 1894.

4. Congrès du parti tenus à Romilly et Lille, 1895 et 1896. Cf. Zévaès, p. 240 à 246.

5. *L'Égalité*, 21 juillet 1880, article cité par M. Sorel (préface à *l'Histoire des Bourses du travail* de F. Pelloutier).

élections de 1893 le Parti ouvrier publie un manifeste aussi prudent dans le fond que vague dans la forme, et l'adresse aux électeurs ne marque pas moins la préoccupation de gains électoraux assez considérables pour permettre une action parlementaire efficace (1). Dans la période qui suivra, l'effort de la représentation socialiste au Parlement s'attachera à créer une législation sociale (2) c'est-à-dire à établir pacifiquement les rapports d'un ordre nouveau que l'on demandait originairement à l'insurrection de créer tout d'une pièce. Plus la poussée socialiste sera forte dans le corps électoral, et plus le parti ouvrier affirmera son esprit réformiste, nous disons bien le Parti ouvrier et non pas la représentation socialiste au Parlement, puisque M. Jules Guesde exposant en 1896 à la tribune la solution collectiviste s'exprimait ainsi :

... Comme vous lui (à la classe ouvrière) avez mis en manis le suffrage universel et que vous n'êtes pas de taille à le lui reprendre, *rien que par cette arme légale*, elle deviendra fatalement et avant peut maîtresse du pouvoir (3)...

1. Cf. *Onze ans d'histoire socialiste*, p. 38 à 49.

2. Cf. *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre*. Voir également au *Journal officiel* les interventions de M. Guesde dans les débats relatifs à la journée de huit heures, au Conseil supérieur du travail.

3. *Quatre ans de lutte de classe*, passage cité.

Ce suffrage universel n'est donc plus considéré comme un procédé d'éducation : c'est une arme offensive qui porte des coups directs et décisifs. Il s'agit, grâce à lui, non plus de se préparer à quelque lointaine bataille de rues, mais de faire passer le plus possible de socialisme dans les institutions et dans les lois, de créer l'État socialiste par des mesures d'ordre juridique : la tâche qui devait incomber, dans la pensée première de la doctrine, à la dictature du prolétariat vainqueur, on charge l'État bourgeois de la réaliser (1) en abdiquant légalement et pacifiquement sa forme et son esprit capitaliste. Installé dans les municipalités et au Parlement le blanquisme se mue en socialisme d'État.

Niant la classe pour affirmer le parti, le guesdisme se soumettait par là même à la loi politique des majorités, s'imposait en même temps son terrain, le Parlement, et son mode d'action, la réforme légale, et se fixait inconsciemment un but, la conquête parlementaire, c'est-à-dire l'accès aux fonctions gouvernementales. L'arrivée d'un socialiste au ministère apparaît comme la conséquence logique de la conception démocratique de la lutte des classes telle qu'elle s'était réalisée dans les faits, et, quoique

1. De cette conception guesdite du rôle de l'État nous ne voulons pour preuve que l'attitude de M. Guesde reprochant en novembre 1910 au gouvernement de n'avoir pas fait pression sur les compagnies de chemins de fer en conflit avec leurs ouvriers.

M. Millerand ne fût pas membre du Parti ouvrier français, l'aboutissant naturel du guesdisme qui a donné à cette conception sa forme la plus achevée. N'est-ce pas d'ailleurs à partir de ce moment que naissent véritablement à la vie parlementaire un ensemble de projets de loi, tout un plan même de réformes qui tendent au moins partiellement à étatiser l'économie et à réaliser un certain socialisme des institutions ?

Ainsi la conception démocratique de la lutte des classes aboutit à nier cette lutte, précisément en vertu de son caractère démocratique : basée sur la formation démocratique par excellence, le parti, elle tend simplement, en fin de compte, à élargir la notion de la démocratie, en étendant le domaine de ses institutions. Partie d'une inspiration catastrophique, elle s'épanouit en socialisme de gouvernement. En jouant avec autant de netteté, cette loi de tendance démontrait l'incompatibilité radicale qui oppose l'idéologie démocratique même décorée de formules économiques aux conceptions proprement révolutionnaires de l'économie et de la production telles que les descriptions du *Manifeste communiste* nous en offrent un exemple : une démonstration aussi claire n'était possible qu'en France, c'est-à-dire en un pays où les institutions démocratiques ont pris leur forme la plus accusée sinon la plus riche. C'est également en France pour la même raison que

devait naître et se développer une conception qui affirme la lutte des classes contre la démocratie et en dehors d'elle, le syndicalisme révolutionnaire. L'apparition de cette doctrine a contraint la conception que nous venons d'étudier à pratiquer sur elle-même un travail d'épuration, d'ailleurs vain, puisqu'il s'exerce dans les limites de son postulat politique essentiel, c'est-à-dire avec un esprit démocratique (1).

1. Cf. dans ce sens la déclaration commune des organisations socialistes (1905) qui constitue la charte du parti socialiste unifié (Zévaès, *op. cit.*, p. 260), les résolutions des Congrès socialistes internationaux de Paris et d'Amsterdam (*id.*, 185 et 203), ainsi que le *Manifeste* du parti à l'occasion des événements politiques, notamment la déclaration faite par le groupe socialiste à la Chambre (*Humanité*, du 14 juin 1911).

DEUXIÈME PARTIE

LA CONCEPTION SYNDICALISTE

DE LA LUTTE DES CLASSES

La définition marxiste de la lutte des classes est le résultat d'une réflexion qui demande à un certain procédé d'investigation historique les lois d'un mouvement social trop faible encore et informe pour offrir, par lui-même et sous sa forme actuelle, matière à spéculation. Quoique s'inspirant davantage des réalités contemporaines, l'affirmation proudhonienne ne se base point sur une expérience ouvrière immédiate. La conception syndicaliste, au contraire, résulte d'une réflexion portant sur une action prolétarienne réelle et actuelle. Le syndicalisme dans son ensemble et à des degrés divers, suivant qu'on l'étudie chez les doctrinaires ou chez les militants, apparaît comme une philosophie de la vie ouvrière, c'est-à-dire une spéculation se proposant comme objet un certain nombre de faits et d'actes spécifiquement prolétariens

dont la réunion constitue un mouvement continue et une pratique éprouvée. C'est pourquoi l'on ne peut, à vrai dire, parler d'une définition syndicaliste de la lutte des classes. Celle-ci s'est affirmée et *réalisée* en dehors de toute doctrine déterminée et a revêtu sa forme présente préalablement à toute théorie. La réflexion n'intervient que postérieurement afin de systématiser l'action en la formulant. Est-ce à dire que son rôle se borne à cette tâche, et la conception syndicaliste à étiqueter et à classer les manifestations récentes de l'antagonisme des classes ? S'il en était ainsi, elle ne saurait longtemps retenir notre attention dans une étude consacrée surtout à l'idéologie. Mais, en réalité, en tant que philosophie ou interprétation du mouvement ouvrier, elle se préoccupe d'en déterminer le sens profond et d'en établir la portée, par la recherche des conditions qui assureront son succès. Elle continue donc — à un demi-siècle d'intervalle — la tradition des idéologies marxistes et proudhoniennes : aussi tout en nous proposant l'étude de la conception syndicaliste pour elle-même, indiquons-nous au cours de notre examen, dans quelle mesure elle procède de ces dernières et quel rajeunissement elle impose à ceux de leurs thèmes qu'elle prend à son compte.

Nous examinerons dans des paragraphes successifs la notion syndicaliste des classes, la mission que la doctrine confère aux producteurs, la forme sous

laquelle elle conçoit leur action, et les fins dernières qu'elle lui assigne.

§ 1. — LA NOTION SYNDICALISTE DES CLASSES

L'ensemble des descriptions et démonstrations marxistes se couronne du tableau suivant : en haut un état-major de « capitaines d'industrie », résolument despotiques mais hardiment novateurs, qui ne conçoivent et ne peuvent concevoir la société que sous la catégorie de la production et de l'échange, et lui impriment, en conséquence, à l'aide des institutions qui constituent l'Etat bourgeois, une forme adéquate à leurs besoins pratiques, en bas une masse de travailleurs, que l'uniformité et la déspécialisation des besognes avec l'égalité devant la loi d'airain ont transformée en un prolétariat homogène, appelé à faire cette révolution du nombre rendue inévitable par l'évolution même du régime qui assure la domination de ses maîtres.

Cette vue des antagonismes sociaux correspond à peu près exactement, remarquent les théoriciens syndicalistes, à l'aspect qu'offrait la réalité économique, lorsque Marx et Engels écrivaient le *Manifeste*, particulièrement dans cette Angleterre où ils apercevaient le type préformé de l'évolution capitaliste. Mais ce régime de « l'économie du coton », ainsi qualifié à cause de la prépondérance de l'industrie textile,

caractérisé par la simplicité de la tâche exigée de l'ouvrier qui « déspecialisé » est réduit pour ainsi dire au rôle de manœuvre tend à disparaître (1). L'emploi généralisé du combustible minéral, et les procédés nouveaux résultant des applications scientifiques ont fait passer au premier plan les industries métallurgiques, inaugurant ainsi le régime de « l'économie du fer ». Or, l'ouvrier métallurgiste apparaît aux théoriciens syndicalistes bien différent prolétaire selon la conception marxiste. « Aujourd'hui, dit M. Sorel, nous savons qu'il faut à la machine un ouvrier supérieur, capable de travail très qualifié, qui puisse suivre des mouvements très rapides et très délicats, qui ait à dépenser plus d'attention que de force. » Le producteur qui « n'est plus comparable qu'à l'artisan artiste » n'a rien de commun avec l'esclave affamé des débuts de l'ère capitaliste : sa rétribution lui permet d'ignorer « l'inertie, la malveillance et l'insouciance qui caractérisaient le salarié aux époques des salaires de famine... il veut bien faire, car il aime son œuvre » et il « ne cesse de progresser et de se mettre au niveau de techniques plus délicates » (2). Est-ce à dire que l'économie tout entière participe aujourd'hui du caractère de la production métallurgique ? M. Berth insiste, le premier, sur les « grandes

1. Cf. Georges Sorel, *Introduction à l'Économie moderne*.

2. Cf. Georges Sorel. *Les divers types de coopératives* (Science sociale, septembre 1899).

différences qualitatives (1) que l'on relève immédiatement entre le labeur d'un typographe ou d'un mineur « relativement simple dominé par les traditions » et le travail d'un ouvrier métallurgiste caractérisé par l'absence de routines et « dont le rythme est perpétuellement nouveau et pour ainsi dire révolutionnaire ». Il n'y a donc pas un prolétaire type, il y a des producteurs, et parmi ceux-ci, ceux qui représentent la forme la plus avancée de la grande industrie moderne, ce sont les métallurgistes, qui en raison même des conditions de leur besogne portent en eux l'esprit révolutionnaire de la production capitaliste. Se fondant ainsi sur une analyse technique du travail, le syndicalisme substitue à la notion du prolétariat homogène celle de groupes ouvriers différenciés par leurs tâches respectives non seulement quant à leur mode d'existence, mais quant à leur mentalité même, distinguant parmi ces groupes ceux qui sont le mieux adaptés aux exigences de la production moderne.

Alors que Marx était dominé par la considération de la masse ouvrière, les théoriciens que nous étudions se sont efforcés de définir l'homme qui vend sa force de travail en fonction de l'emploi que reçoit cette force et des qualités diverses qu'elle manifeste.

1. Cf. Édouard Berth, *Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe, syndicalisme révolutionnaire*, III, p. 25, 26, 27, 2^e série, 7^e année, n^o 154.

Et sans doute les besoins de la propagande en vue d'une action commune font-ils insister fréquemment les écrivains qui ne sont point à proprement parler des doctrinaires et les militants sur le fait primordial de l'exploitation identique et sur l'uniformité de la condition ouvrière, ils n'en ont pas moins le sentiment très vif de l'autonomie professionnelle des travailleurs « même industrie, même métier, effort similaire (1) » formule M. Pouget et il ne conçoit « l'identité d'intérêts et la communauté d'aspirations qu'entre producteurs « coordonnés selon leurs besoins, leurs activités professionnelles et leurs tendances ». Ces besoins et ces tendances diverses M. Griffuelhes s'en est fait l'écho au cours de son « voyage révolutionnaire » (2).

Cette notion complexe et hétérogène de la classe ouvrière, imposée par le développement même du mouvement syndical, apparaît très différente de la conception unitaire de Marx, mais c'est du point de vue marxiste (3) de la production qu'elle est formulée et justifiée par les théoriciens.

La définition de la bourgeoisie, telle qu'elle résulte du *Manifeste* et du *Capital* ou de *la Lutte des classes*

1. Pouget, *Les Bases du syndicalisme*. Bibliothèque syndicaliste, p. 13, 14.

2. Bibliothèque du Mouvement Prolétarien. Rivière, éditeur.

3. Point de vue renouvelé d'après Proudhon quant à l'idéal de l'artisan-artiste. Cf. *la Justice dans la Révolution*, voir notre chapitre II.

en France, n'a pas échappé non plus à un travail de revision, principalement de la part des doctrinaires du syndicalisme.

D'après eux, la race énergique des « capitaines d'industrie » à laquelle on doit le magnifique essor de forces productives qui caractérise l'âge capitaliste, est à peu près disparue, en Europe tout au moins. On ne la rencontre plus guère que dans les pays neufs comme les États-Unis où elle continue à jouer son rôle civilisateur, indifférente à ce qui n'est pas production de richesses, imposant sa volonté à l'État son instrument, entrant même en conflit avec les formes légales, lorsque celles-ci entravent son libre développement (1). Elle a fait place dans nos civilisations occidentales à une aristocratie de jouisseurs qui a perdu le sens des intérêts de la civilisation. Préoccupée de consommer plus que de produire, elle veut digérer en paix et sacrifie à son amour du repos les hautes valeurs morales qui la firent digne de la victoire. Son mercantilisme sans idéal lui enlève la conscience de son droit et la place sous la tutelle de cet État qui, hier son instrument, aujourd'hui semble « plutôt se servir d'elle que la servir » (2). Ce « corps d'intellectuels

1. Cf. Georges Sorel, *Réflexions sur la Violence* (au début). Librairie de pages libres, 1908.

2. Labriola, *Karl Marx*, chap. X (*le Moment critique du marxisme*), p. 253.

qui est investi de privilèges et qui possède des moyens dits politiques pour se défendre contre les attaques d'autres groupes d'intellectuels avides de posséder les profits des emplois publics » (1), loin d'apparaître comme la simple délégation des intérêts et des volontés d'une classe, tend à la réalisation d'une idéologie qui lui est propre. Ce rêve « de lettré oisif » (2) qui demande à l'étatisme démocratique, pacifiste et légalitaire, l'organisation de l'universelle paresse, les intellectuels ont réussi à le faire accepter d'une bourgeoisie avide de tranquillité dont il précipite la décadence.

Ainsi, les forces sociales s'emploient aujourd'hui à consacrer le règne des appétits les plus bas, et le droit se prostitue en étouffant l'esprit guerrier, âme de la cité et principe de la civilisation pour la satisfaction béate d'une foule « lâche, désossée, inconsistante et flasque » de marchands, d'intellectuels et de

1. Georges Sorel, *la Décomposition du marxisme*, p. 53.

2. Cf. sur cette critique de la bourgeoisie et de l'idéal libéral et démocratique :

Georges Sorel, *Réflexion sur la violence*, *passim*. *Économie et agriculture* (*Revue socialiste*, 1901, t. XXXIII). *La Crise morale et religieuse* (*Mouvement socialiste*, 3^e série t. I). *Les Facteurs moraux de l'évolution* (*Questions de morale*. Alcan, 1900). Préface à Griffuelhes et Niel, *les Objectifs de nos luttes de classes*, ainsi qu'un grand nombre d'articles publiés dans la presse italienne. Cf. également Berth, *Anarchisme individualiste... Dialogues socialistes*. Paris, Jacques, 1901. *Les Nouveaux aspects du socialisme*, et surtout *Marchands intellectuels et politiciens* (*Mouvement socialiste*, 3^e série, t. I et II).

politiciens. Cette classe autrefois conquérante, c'est bien la minorité trafiquante, la « cohue » que dénonçait Proudhon dans la *Capacité politique*. On peut sans exagérer souscrire au jugement qu'il portait sur elle. « Point d'énergie dans la conscience, point d'autorité dans la pensée, nulle flamme au cœur, rien que le froid de la mort et l'impuissance de la stérilité. » Les maîtres qui servirent les destins de l'humanité les mettent en péril, en raison de leur indignité présente.

Cette critique syndicaliste de la démocratie bourgeoise s'inspire tout entière du postulat éthique que nous avons relevé à la base de la spéculation proudhonienne. Il va s'affirmer pleinement dans la mission que le syndicalisme confère au prolétariat des producteurs.

§ 2. — LA MISSION DES PRODUCTEURS

La décadence morale d'une classe qui demeure souveraine compromet l'avenir de la civilisation. Mais, dans la ruine totale des institutions et des mœurs, « il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact, c'est ce qui constitue, à proprement parler, l'âme du prolétariat révolutionnaire » (1). Ainsi donc

1. Cf. Sorel, *Réflexions sur la violence*, p. 253.

c'est la race des producteurs qui sauvera le monde, en se révoltant contre l'exploitation de ses maîtres dégénérés. Il semble, au premier abord, que nous soyons ici dans la pure tradition marxiste, le prolétariat assumant à son tour le rôle de civilisateur, d'après les tableaux du *Manifeste*, en prenant la direction « des forces productives. Mais Engels et Marx avaient repris à leur compte le thème traditionnel de la fatalité capitaliste », en l'exprimant sous la forme plus rigoureuse des lois de concentration et de paupérisation croissantes : dans cette conception le prolétariat pouvait n'apparaître que comme le servent d'une évolution économique impersonnelle. Les théoriciens du syndicalisme ont abandonné cette manière de voir : selon les uns (1) Marx a fait erreur en affirmant l'existence de germes de mort immanents au régime capitaliste, parce qu'il ne pouvait saisir les conditions exactes de la grande production mécanique. D'autres estiment avec M. Sorel que cette affirmation des lois de tendance répond à la préoccupation essentiellement éducative et pratique de tracer « une esquisse fortement colorée qui donne une idée très claire du changement, mais dont aucun détail ne saurait être discuté comme un fait historique prévisible » (2). Il y a là un excellent moyen,

1. Cf. Labriola, *la Catastrophe capitaliste*, ch. IX (*Karl Marx*).

2. Cf. Sorel, *Décomposition du marxisme*, p. 58.

selon eux, de fournir « des bases à l'activité pratique » (1), mais pas autre chose. Tous sont d'accord pour dire aux producteurs, avec M. Lagardelle : « N'ayez foi qu'en vous seuls. Le salut est en vous. Le monde ne sera que ce que vous le ferez (2). » — « Il n'y a pas de nécessité objective à ce que le socialisme se réalise » (3) insiste M. Berth. Le régime capitaliste ne s'écroulera que sous l'action personnelle du prolétariat : si ce dernier n'intervient pas, il est susceptible de se maintenir indéfiniment plus ou moins dégradé et dépouillé de sa haute valeur civilisatrice.

L'affranchissement des producteurs doit sauver le monde d'un effondrement moral ; c'est dire qu'il est subordonné à un progrès spécifique des mœurs prolétariennes destiné à provoquer un grand développement de la moralité générale (4). Cette définition éthique (5) du socialisme que l'on rencontre à l'état diffus, dans toute l'œuvre de Proudhon, a été fortement développée et méditée avec profondeur par les théoriciens du syndicalisme.

1. Cf. Sorel, *Avenir socialiste des syndicats*. Librairie de l'Art social, 1898.

2. Cf. Lagardelle, in *Parti socialiste et C. G. T.*

3. Cf. Berth, *Mouvement socialiste*, 2^e série, t. VII.

4. Cf. Sorel, *les Facteurs moraux...*, p. 91.

5. M. Sorel définit le socialisme une « métaphysique des mœurs ». Cf. *Pages libres*, 25 janvier 1908. *Entretien sur la démocratie*.

Le prolétariat n'accomplira la mission qui lui incombe que s'il travaille, par sa pratique quotidienne, à élaborer le nouveau *credo* moral nécessaire au développement de la civilisation aujourd'hui compromis.

C'est à déterminer les inspirations qui devront guider cette pratique pour qu'elle acquière une fonction et une valeur éthique, que se sont attachés particulièrement les doctrinaires du syndicalisme.

Les producteurs ne sont appelés à sauver le monde que parce qu'ils constituent, au milieu de la désagrégation universelle, une force neuve et intacte. Le premier devoir qui s'impose par conséquent à eux sous peine de voir s'évanouir le fondement même de leur droit à la révolution, c'est de maintenir et d'accentuer leur caractère de force distincte exempte des faiblesses et des corruptions ambiantes. Il y a là une règle primordiale qui s'impose au mouvement prolétarien. Proudhon l'avait formulée (1), et c'est une des grandes raisons de l'insistance qu'apportent les théoriciens syndicalistes à vanter sa conception clairvoyante des antagonismes de classes ; affirmant à leur tour la nécessité de la scission (2), ils en étu-

1. Cf. notre chapitre II.

2. Ch. sur ce point Hubert Lagardelle, *les Intellectuels et le Socialisme ouvrier* (*Mouvement socialiste*, 2^e série, t. VIII). — Sorel, dans la plupart de ses ouvrages et surtout *la Crise morale et religieuse*, et les *Réflexions*. — Berth, *Marchands*...

dient le mécanisme et les conditions dans le milieu social présent.

Dans les démocraties, le point de contact par excellence des classes et l'instrument de leur fusion, c'est la vie politique. En embrigadant dans ses « machines électorales » (1) les forces vives du prolétariat, la cohue bourgeoise les fait participer à son immoralité ou plutôt à son amoralité foncière, ainsi qu'à l'idéologie de décadence par où celle-ci se justifie. La culture morale des producteurs implique donc le renoncement à l'action politique. Il ne faut pas voir là une attitude purement négative, bien au contraire ! Nous savons que l'aveulissement de la bourgeoisie a permis à l'étatisme de se développer toujours davantage. Les travailleurs vont être de plus en plus, au cours de leur existence de producteurs, en butte aux ruses démocratiques, par lesquelles intellectuels et politiciens s'efforcent, au nom d'une classe fatiguée de l'effort et de la lutte, d'enliser les mouvements ouvriers dans le marécage des lois et de la paix sociales. Il appartient au prolétariat, s'il ne veut point compromettre de façon définitive ces chances d'affranchissement, de répondre aux sourires et aux avances par la brutalité la plus intelligible (2).

L'esprit guerrier, éteint dans la bourgeoisie satis-

1. Berth, *Politique et socialisme* (Mouv. social, t. XII).

2. Sorel, *Réflexions*, p. 253.

faite, subsiste chez lui en vertu de son état de révolte contre l'exploitation qu'il subit : c'est le bien le plus précieux de son patrimoine (1), celui sur lequel se fondera sa fortune morale et civilisatrice. Qu'il se garde de l'échanger contre les satisfactions égoïstes et décevantes auxquelles la démocratie l'invite. En cultivant au contraire le sentiment de la violence considérée comme le guide le plus sûr de son activité pratique, il préparera les conditions matérielles elles-mêmes de son affranchissement, en même temps qu'il assurera l'indépendance de son développement moral positif.

Quant au premier point, le syndicalisme reprend une des thèses fondamentales du marxisme : « Un état social, lit-on dans la préface de la *Critique de l'Économie politique* (2), ne meurt jamais avant que ne soient développées en lui toutes les forces productives qu'il pouvait renfermer « et c'est contre une bourgeoisie en pleine vigueur que le tableau final du *Manifeste* dresse la révolte d'un prolétariat uni par la misère. Marx n'a jamais eu l'idée que les producteurs pourraient devoir leur avènement à la décrépitude de la bourgeoisie. Les

1. Cf. particulièrement Berth, *les Nouveaux aspects du socialisme*, p. 59. « L'idée sociale ne peut être que militaire ou ouvrière et il n'y a que deux noblesses : celle de l'épée et celle du travail. » Cf. Sorel, *Reflexions sur la violence*.

2. Préface à la *Critique de l'Économie politique*. Traduction française, Schleicher. Paris, 1899, p. VI.

théoriciens du syndicalisme estiment à leur tour que l'accélération de la décadence bourgeoise constituerait un danger pour l'avenir matériel et moral de la civilisation : outre que l'affaiblissement de la mentalité de la classe dirigeante a pour corrélatif un ralentissement, voire une régression (1) de l'activité industrielle, qui, s'accroissant, mettrait en péril ce patrimoine des forces productives que le prolétariat est appelé, un jour ou l'autre, à faire valoir ; il est à craindre également qu'un abaissement trop considérable de la bourgeoisie, en facilitant la tâche des prolétaires, les rende incapables d'acquiescer les qualités qui les feront dignes de l'affranchissement (2). Si l'on se reporte d'autre part aux affirmations des théoriciens syndicalistes sur l'éminente valeur du régime de contrainte capitaliste qui, tirant les masses « de leur paresse primitive ou de leur anarchisme individualiste » pour les rendre « capables d'un travail collectif de plus en plus perfectionné », a « discipliné l'humanité et l'a rendue peu à peu capable de s'élever au travail libre et volontaire » (3), il est permis

1. M. Sorel exprime cette idée que le capitalisme revient en certains pays à ses origines usuraires ou qu'il s'attarde à cette forme originelle. Cf. *Introduction à l'Économie moderne*.

2. *Réflexions*, au début.

3. Berth, *Nouveaux aspects*, p. 45. Ailleurs le même auteur dit du capitalisme que « comme la guerre » il « a été un grand instituteur pour l'humanité, ajoutant plus loin : « Tâchons seulement qu'un socialisme sentimental, pacifiste et émollient ne brise pas l'énergie humaine par eux jusqu'ici dressée, bridée, érigée vers les grandes tâches ». *Anarchisme individualiste*, p. 18.

de penser qu'ils estimeraient salulaire pour le développement du prolétariat et son éducation nécessaire un suprême sursaut d'énergie de la part de la bourgeoisie capitaliste, recouvrant pour un temps, avec sa conscience de classe, le mépris des idéologies démocratiques, et le sens autoritaire de son droit au commandement. Or, ce sursaut, seules la violence systématique des producteurs, et leur hostilité brutale à toute offre de paix sociale peuvent le provoquer.

En tout état de cause, ce n'est que par la manifestation positive et concrète de sa scission, c'est-à-dire par des actes de lutte, que le prolétariat conquerra l'autonomie de sa culture morale. Celle-ci doit se baser essentiellement et uniquement sur la production, c'est-à-dire sur le labeur professionnel de chaque individu. M. Sorel ne conçoit la moralité qu'en fonction du métier, fondée sur le travail quotidien, centre et but de l'existence entière(1). La figure qui lui sert à concrétiser son idéal s'oppose radicalement à celle du sage antique qui, affranchi des besognes vulgaires, emploie son noble loisir à la recherche du souverain bien. C'est dans l'atelier que la morale, selon lui, puise ses racines les plus profondes, particulièrement dans le travail extra-qualifié de l'artisan-artiste.

1. Cf. Introduction à *l'Economie moderne*, 1^{re} partie. — Cf. l'article de Sorel déjà cité, *les Divers types de coopératives*.

L'insignifiance et la monotonie des tâches parcellaires auxquelles une discipline de caserne contraignait dans les premières manufactures des travailleurs arrachés à la glèbe, pouvait bien servir la civilisation en combattant la paresse primitive et l'anarchisme individualiste ; elles n'étaient propres à engendrer dans le travail que lassitude et négligence malveillantes. La complexité des mécanismes modernes, l'effort d'attention intelligente et d'adaptation incessante qu'ils exigent des producteurs sont susceptibles, au contraire, de conférer à l'ouvrier, dans la grande usine métallurgique par exemple, un ensemble de qualités d'où résultera une vie morale intense et originale. Le travail qu'il accomplit force en effet son intérêt : il arrive rapidement à aimer son œuvre, à développer par conséquent ses aptitudes techniques en s'efforçant de l'améliorer et à faire ainsi de sa tâche un art qui, comme tel, est de nature à susciter l'initiative individuelle et à révéler les trésors du génie personnel. Alors le prolétaire devenu l'artisan-artiste, au lieu de prêter l'oreille aux tentatives démocratiques, qui lui font entrevoir le paradis des cités futures, où l'homme à peu près affranchi de l'effort laborieux pourra cultiver à loisir sa paresse d'alexandrin (1), sera capable de ramasser autour de

1. « L'homme non théorique, l'antithèse de l'intellectuel, la vivante contradiction de l'alexandrin » dit M. Berth en parlant des producteurs. *Marchands intellectuels*.

son œuvre tout son être et toute sa vie « d'en faire » le centre de son existence. De ce producteur idéal M. Berth dit :

Il ne souffrirait aucune atteinte à sa dignité, il ne supporterait aucun acte d'arbitraire, le sentiment du droit prend ici une vivacité et une intensité singulières ; la justice a cessé d'être une notion abstraite ; elle a pris corps ; elle est devenue la faculté essentielle de l'âme, une passion aussi positive, aussi réelle, aussi profonde que l'amour lui-même (1).

Partie de Proudhon, l'analyse syndicaliste aboutit à cette conclusion proudhonienne : la justice, centre de la moralité fondée sur le développement des qualités professionnelles. Mais la thèse de l'auteur de la *Capacité* est élargie et enrichie du point de vue marxiste de la grande production, auquel se placent en le renouvelant nos théoriciens. C'est « l'artisan-artiste », producteur idéal sur le modèle de qui doit se régler tout l'effort de culture des prolétaires, qui réalisera la justice comme une simple conséquence « des activités normales de son existence » (2), en apportant au monde des vertus individuelles et surtout familiales (3) d'autant plus fortes,

1. Berth, *Anarchisme individualiste*, p. 32.

2. Sorel, *Introduction à l'Économie*, p. 66.

3. Proudhon estimait déjà qu'une vie fondée sur le travail, en augmentant la chasteté, moraliserait la famille. Cf. Piron, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, 1^{re} partie, chap. I^{er}.

qu'elles seront nées et resteront « concentrées dans le cercle des préoccupations professionnelles » (1). Ainsi la civilisation sera sauvegardée, en se rabattant, pour ainsi parler, sur le plan de la production.

Il ne semble pas que les militants du syndicalisme soient préoccupés à ce point de l'avenir moral de l'humanité : l'immoralité qu'ils dénoncent dans la bourgeoisie est surtout relative au prolétariat qu'elle exploite. L'idée d'une mission éthique qui incomberait aux producteurs leur paraît assez étrangère. D'une manière générale ils tendent à suivre sur ce point les errements de la littérature guesdiste. C'est tout au plus si M. Pouget déclare que pour « raisonner sainement » de la tactique prolétarienne, « il ne faut pas se référer à la morale capitaliste, mais s'inspirer de la morale des producteurs qui s'élabore quotidiennement au sein des masses ouvrières et qui est appelée à régénérer les rapports sociaux, car c'est elle qui réglera ceux du monde de demain » (2). Mais cette réflexion d'ordre général intervient à l'appui de l'apologie d'une pratique qui, nous le verrons, apparaît aux théoriciens comme contraire à l'essence même du syndicalisme ; si nous consultons d'autre part certaines brochures de propagande, nous verrons que l'idéal qui s'y affirme

1. Sorel, *op. cit.*,

2. Cf. Pouget, *le Sabotage*, p. 31. Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, Rivière.

s'inspire précisément de cette morale démocratique où les doctrinaires du mouvement voient un danger pour la civilisation : « Nous voulons être libres, ne dépendre de personne et n'avoir avec nos semblables que des rapports d'égalité, malgré la diversité des capacités, du savoir et des fonctions (1), déclare le même M. Pouget qui flétrit, par ailleurs, la conception bourgeoise de la lutte pour l'existence (2). Nous devons relever toutefois une inspiration toute différente et beaucoup plus proche de l'état d'esprit des théoriciens, dans les impressions de propagandiste recueillies par M. Griffuelhes sous le titre de *Voyage révolutionnaire* (3), et qui contiennent çà et là des vues ou des observations touchant à la morale, d'un caractère plus spécifiquement prolétarien.

En définissant la mission des producteurs, le syndicalisme a été amené à commenter la règle proudhonienne de la scission nécessaire et à développer le point de vue de l'autonomie morale du prolétariat, qu'il adapte pour la renouveler à la conception marxiste de la fonction civilisatrice du machinisme. Son attitude quant à la forme que doit revêtir selon lui l'action, des producteurs va nous donner l'occasion d'analyser ce qu'il y a de plus original et d'essentiel

1. Pouget, *Le Parti du Travail*. Bibliothèque syndicaliste.

2. Cf. Pouget, *Le Parti du Travail*¹ Bibliothèque syndicaliste.

3. Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, Rivière, 1910.

dans sa conception de la lutte des classes, à savoir : sa notion pratique de la violence prolétarienne.

§ 3. — LA FORME DE L'ACTION PROLÉTARIENNE

C'est en tant que producteurs que les prolétaires sont appelés à sauver le monde. La nature et les limites de leur mission déterminent la forme de leur action : celle-ci doit s'exercer dans le cadre de leur activité professionnelle et se développer par la conscience de l'exploitation identique qui fait les intérêts communs ; elle aura donc pour base des organisations enracinées dans la vie quotidienne des travailleurs et calquées sur le milieu où se déroule cette vie, qui associeront des efforts, non plus dans le domaine de l'idéologie politique, mais sur le terrain précis de l'économie ouvrière en vue de buts spécifiquement ouvriers.

Ces associations existent : elles sont le produit spontané de l'industrie capitaliste et sont nées presque en même temps qu'elle. « Sociétés de résistance » à l'exploitation, elles ne pouvaient grouper que des exploités. A la différence des sociétés secrètes et des partis, elles sont apparues, dès l'origine, comme essentiellement et uniquement prolétariennes, créations du milieu économique, et non point constructions idéales sans base concrète. « Les hommes qui

constituent, pour ainsi dire, la matière de la classe, ne se détachent pas ici du sol qui les porte, mais ils y adhèrent au contraire plus fortement que jamais (1). »

Dès à présent, les producteurs possèdent donc les instruments de leur autonomie. C'est à l'aide de ces formations de classe, et dans leurs cadres qu'ils devront mener leur action émancipatrice et civilisatrice. Il importe par conséquent d'élucider les conditions d'existence et le caractère propre des syndicats.

Le syndicat n'est pas un groupement de masses : il n'a pas pour but d'additionner mécaniquement les unités ouvrières en vue de constituer des majorités (2) : à l'illusion démocratique de la volonté générale fondée sur une conception abstraite de l'égalité, il substitue la notion réelle de la différence des aptitudes et le principe de la compétence. Sans doute est-il souhaitable que le nombre de syndiqués s'accroisse, mais ce n'est point là une condition

1. Cf. *Syndicalisme et socialisme*. Hubert Lagardelle (*le Syndicalisme et le socialisme en France*), p. 45. Paris, Rivière, 1908. — Cf. également du même auteur, *Démocratie politique et organisation économique* (*Mouvement socialiste*, 4^e année, n° 94) et *Classe sociale et parti politique* (*Mouvement socialiste*, juillet-août, 1909).

2. En Allemagne, il y a une *masse de syndiqués* dit M. Grif-fuelhes; en France il y a un syndicalisme. Cf. *Syndicalisme et socialisme*. A noter également l'hostilité du syndicalisme au principe du syndicat obligatoire préconisé par les guesdites.

nécessaire et suffisante d'action féconde : l'expérience prouve que les organisations nombreuses tendent fréquemment à revêtir la forme démocratique et à se laisser gagner par la corruption politique. Il est préférable, dans l'esprit des théoriciens notamment, que se groupent d'abord et surtout « les plus conscients, les plus aptes à la défense professionnelle et à la lutte sociale » (1) parmi les travailleurs. « Tous ne sont pas sur le même plan — écrit M. Lagardelle — parce que tous n'ont pas les mêmes aptitudes. Or la défense des intérêts précis et limités du prolétariat exige une compétence sûre » (2).

Par le fait même qu'ils se groupent, ceux qui la possèdent peuvent légitimement prétendre, pour leurs organisations, au « rôle d'organes directeurs et représentatifs de la masse prolétarienne (3). » En assumant la charge de l'affranchissement prolétarien, les syndicats, « *formations sélectionnées* » (4), acquièrent le droit à un véritable « gouvernement ouvrier », contre et outre l'indifférence propre à « la masse amorphe de l'ensemble des travailleurs (5). Ainsi, autant le guesdisme semblait imprégné de la superstition du nombre et de sa valeur sacro-sainte, autant le syndi-

1. Cf. Lagardelle, *Démocratie politique*.

2. Lagardelle, *op. cit.*

3. *Idem.*

4. *Idem.*

5. *Idem.*

calisme paraît faire peu de cas des foules inconscientes ou insuffisamment éduquées. Sans doute cette conception aristocratique de l'organisation ouvrière existe-t-elle surtout chez les théoriciens attachés à leur notion idéale de l'artisan artiste (1) ; les militants insistent fréquemment sur la nécessité et la grande utilité qu'il y a à amener au syndicat la majorité des ouvriers de la profession. Mais ils sont pleinement d'accord avec les doctrinaires pour affirmer le droit des organisations à régir les masses inorganisées, le droit des minorités qui groupent des aptitudes et des dévouements à imposer leurs volontés aux majorités stagnantes. Cela résulte avec éclat de la pratique syndicale quotidienne pour laquelle les inconscients sont que des « zéros humains qui s'ajoutent à la droite des unités conscientes, des êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur impriment les énergiques et les audacieux (2).

» Le droit qu'à tout individu de se dresser contre l'oppression et l'exploitation est imprescriptible, dit encore M. Pouget dans une brochure de propagande (3)..., et le droit des foules aplaties, tant qu'il

1. C'est M. Sorel qui a le plus fréquemment établi des analogies entre les associations ouvrières et les communautés chrétiennes ou proprement monacales. Cf. *Décomposition du marxisme, Réflexion sur la violence, Ruine du Monde antique*.

2. Pouget, *le Droit syndical* (in *Bases du syndicalisme*).

3. *Idem*.

se borne à être le droit à l'esclavage est une quantité négligeable qui ne peut leur être opposée. » Il ne faut point voir d'ailleurs dans cette exaltation des minorités agissantes une des tendances originales du syndicalisme : un tel état d'esprit procède essentiellement des doctrines libertaires et des traditions de sociétés secrètes qui concoururent à la formation du mouvement dont nous étudions la philosophie (1).

Par les rapports qui s'établissent dans son sein, le syndicat ne se distingue pas moins de ces groupements de masses que sont les partis. Dans ceux-ci l'individu n'a pas de valeur en soi : on ne se préoccupe de lui qu'en tant qu'unité, il se joint à d'autres unités de même genre pour constituer une majorité qui exprimera soi-disant la volonté générale. Et encore les majorités n'apparaissent-elles pas au premier plan, puisqu'elles ne s'affirment qu'en abdiquant leur prétendue souveraineté au profit de représentants dont la fameuse discipline de parti fait de petits despostes, affranchis de tout contrôle. Ces rapports qui caractérisent les « machines électorales » sont la traduction même dans le plan de la démocratie

1. Le mouvement syndicaliste actuel fut préparé par des libertaires comme Pelloutier, l'auteur de l'*Histoire des Bourses du travail*, qui se rattachaient au parti allemaniste. L'allemanisme continuait l'esprit du blanquisme traditionnel, en accentuant son caractère ouvrier.

politique des liens de subordination qui constituent le mécanisme administratif et surtout essentiellement l'atelier capitaliste (1).

D'après M. Ostrogorski ils ont réduit le citoyen à l'état d'instrument inerte que tous « les exploiters de la chose publique peuvent manier à leur gré » (2). Organisation autonome de la classe ouvrière destinée à grouper des aptitudes, le syndicat ne saurait engendrer cette abdication des volontés particulières et ce mépris des valeurs individuelles : sa vie, son action se mesurent à l'activité et au dévouement dont fait preuve chacun de ses membres en particulier : tout syndiqué doit être un militant et c'est le moindre de ses devoirs que celui qui consiste à payer régulièrement ses cotisations. Mais, par le fait même qu'on lui demande le déploiement de toutes ses énergies, le travailleur, en entrant au syndicat n'abandonne rien de sa personnalité : le libre contrat qu'il passe avec des camarades, « ses égaux en vouloir et en pouvoir » (3), permet à celle-ci de rayonner « sans froissement ».

Bien plus, grâce à l'association des efforts « ce n'est que dans ce milieu qu'elle peut atteindre son plein

1. Cf. Berth, *Nouveaux aspects*.

2. Ostrogorski, *la Démocratie et l'Organisations des partis politiques*, cité par Berth, *Politique et socialisme* (*Mouv. socialiste*, t. XII, n° 132).

3. Pouget, *le Syndicat*. Bibliothèque syndicaliste, p. 11.

épanouissement » (1). Aussi l'organisation ouvrière offre-t-elle non pas cette unité qui s'impose « de haut et du dehors » (2), mais une « *unité interne spirituelle, une unité où des libertés vivantes et agissantes peuvent s'équilibrer sans se limiter, se composer sans se comprimer les unes les autres* » (2). » Or, ce sont là précisément, d'après les théoriciens syndicalistes, les caractères que revêtira l'atelier de haute production et de travail extra-qualifié, lorsque les prolétaires se seront affranchis de la tutelle capitaliste. Si l'on remarque, d'autre part, que les organisations plus vastes nécessitées par les besoins d'une action commune ont été conçues (3) comme devant respecter l'autonomie syndicale, respectueuse elle-même de l'autonomie individuelle de ses membres, le syndicat apparaît donc bien, dans la pensée de ses théoriciens, comme la forme sociale adéquate à l'atelier libertaire de l'avenir (4), réalisant par excellence dans la société présente l'instrument actif de l'éducation prolétarienne. « Enfin, apparaissent les *compagnies ouvrières*, véritables armées de la Révolution,

1. Pouget, *le Syndicat*. Bibliothèque syndicaliste, p. 12.

2. Berth, *Nouveaux aspects*, p. 30.

3. Pouget, *la Confédération Générale du Travail*. Bibliothèque du mouvement socialiste, 1908.

4. Cf. Sorel, *Avenir socialiste des syndicats*, p. 22. « C'est dans le sein de la société capitaliste que doivent se réaliser non seulement les forces productives nouvelles, mais encore les relations d'un nouvel ordre social. »

s'écriait Proudhon (1), et il saluait en elles les cadres d'une société nouvelle.

Comment le syndicat va-t-il remplir son rôle éducatif ? La révolution des prolétaires consiste essentiellement, nous le savons, en un renversement de valeurs, une « catastrophe morale » (2) ; pour qu'elle s'accomplisse, il faut que les producteurs apportent au monde une table de valeurs nouvelles en développant leur culture morale autonome. Or, ils n'y parviendront qu'à condition d'opérer d'avec la bourgeoisie une scission radicale, et cette séparation n'implique pas uniquement des actes négatifs d'abstention. C'est au syndicat, organe de l'action prolétarienne, qu'il appartient et qu'il incombe de maintenir l'opposition active des classes, en entretenant au cœur des travailleurs le sentiment de la violence. Si nous analysons la définition concrète de ce sentiment, nous touchons par la même le fond de la conception syndicaliste de la lutte des classes.

S'agit-il de reprendre, à l'égard de la propriété capitaliste, les procédés du blanquisme et l'attitude des sociétés secrètes vis-à-vis du pouvoir ; et les producteurs en révolte devront-ils, endossant la défroque des révolutions politiques, revendiquer la terreur pour moyen et la haine pour principe ? Nul-

1. *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle.*

2. Sorel, Préface à Merlin.

lement. Ce sont là pratiques d'intellectuels, qui, sous le couvert de l'idéal, n'hésitent point pour satisfaire leurs appétits à mettre en péril « le peu de moralité existant » (1) ou à compromettre l'avenir de la production. Les prolétaires doivent à leur mission de classe de rompre absolument avec de semblables procédés. « On a confondu, dit M. Sorel (2), le sentiment de la lutte des classes avec ce qu'on a appelé la haine créatrice. La féroce jalousie de l'intellectuel pauvre qui voudrait voir guillotiner le négociant riche est un sentiment mauvais qui n'a rien de socialiste. » Le syndicalisme ne prétend pas du tout organiser une « révolte des pauvres conduite par un état-major révolutionnaire » (3), comme l'ont fait plus ou moins presque toutes les formes du socialisme : il affirme, que s'ils s'éduquent sur le terrain qui leur est propre, en veillant jalousement à leur autonomie, les travailleurs arriveront à constituer une « *société de producteurs qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état et qui se regardent comme ayant une unité tout à faire analogue aux unités nationales* » (4). Alors la classe ouvrière sera vraiment constituée (5). Cette classe lutte pour la conquête

1. Sorel, *Avenir socialiste des syndicats*, p. 26.

2. *Idem*, p. 23.

3. Sorel, *Décomposition*, V, p. 48.

4. *Idem*, p. 5.

5. La classe pour soi dont parle Marx.

de droits (1). Est-ce à dire qu'elle doive nier ceux de l'adversaire ? Ce serait méconnaître singulièrement les conditions de la civilisation et faire preuve d'une ignorance complète de l'histoire.

En travaillant à faire reconnaître ses droits, la bourgeoisie a provoqué l'admirable essor de forces productives qui caractérise les temps modernes. Son privilège n'est donc point usurpé : il se fonde en justice. « Il n'est pas du tout nécessaire... dit M. Berth — que les ouvriers considèrent les patrons comme de simples voleurs ou détrousseurs de grands chemin (2). » La lutte n'oppose pas en bloc comme deux tous indivis le bon droit et l'iniquité. « La guerre est juste des deux côtés et le jugement qu'elle prononcera fera voir seulement de quel côté se trouve le droit supérieur (3). » En affirmant que la lutte des classes doit se dérouler dans cette atmosphère de haute moralité, les théoriciens syndicalistes définissent les conditions et l'essence de la violence prolétarienne, que nous allons saisir dans la grève. Il faut d'ailleurs remarquer immédiatement que les militants, pour formuler et apprécier l'action prolétarienne, ne se

1. Cf. *Politique et socialisme Sorel, passim*. — Cf. également la brochure sur *l'Union fédérale de ouvriers métallurgistes* parue à la C. G. T.

2. Cf. E. Berth, *Révolution sociale ou évolution juridique* (*Mouv. socialiste*, 2^e série, VI^e année, n^o 143, p. 128).

3. *Id.*, M. Berth dit encore : « Il faut... que les ouvriers soient convaincus que les capitalistes, en se défendant, sont dans leur bon droit, aussi bien qu'eux-mêmes le sont en les attaquant. »

haussent point à l'impartialité spéculative des théoriciens : pressés par les nécessités quotidiennes, ils n'ont pas le loisir de philosopher sur les conditions de la civilisation, et font usage, la plupart du temps pour exprimer leurs idées de la phraséologie socialiste traditionnelle. M. Pouget — assez voisin des doctrinaires cependant en maintes occasions — déclare que le capitaliste doit à sa « roublardise » ou à sa « scélératesse » une existence « tissée de loisirs et de superflus (1) » et il dénonce « l'escroquerie sociale » qui, se perpétuant « dans toutes les branches de l'activité humaine » divise la société en voleurs et volés. C'est la même note — assez différente, on le voit, des expressions théoriques de la conception — qui se retrouve chez la plupart des militants (2) ; et, qu'il y ait là une conséquence de leurs convictions personnelles ou une attitude que la propagande dans un milieu encore tout imprégné d'idéologie traditionnelle les contraint à prendre, il apparaît de façon évidente que ces deux états d'esprits distincts inspirent deux façons assez différentes de concevoir le rôle de la violence dans les conflits entre ouvriers et patrons et leurs suites.

1. Pouget, *Le Syndicat*, p. 3-4.

2. Sauf chez M. Griffuelhes dont le ton est beaucoup plus modéré. — Cf. *Les Objectifs de nos luttes de classe. La Publication sociale. Voyage révolutionnaire*. Paris, 1910.

Le ton de M. Merrheim est également plus objectif. — Cf. *La Démocratie sociale*, 20 décembre 1909 (la C. G. T. et la Loi).

Un patron a pris une mesure qui est de nature à empirer le sort de ses ouvriers ; ou bien, ceux-ci réclament une amélioration parcellaire de leur condition de salarié. Sur le refus du patron de rapporter son acte ou de faire droit aux exigences des travailleurs le conflit s'ouvre. Avidé de tranquillité, la démocratie bourgeoise a prévu le cas, et son arsenal administratif et légal contient nombre de moyens propres à étouffer en germe le différend. C'est alors que le syndicat intervient pour donner au conflit son caractère véritable d'antagonisme fondamental des intérêts en présence et mettre en lumière sa nature exacte de lutte de classe. A une heure choisie par lui, sans avis préalable, il ordonne la cessation du travail (1). C'est une bataille qui commence, sans incidents peut-être, grosse peut-être aussi de bien des péripéties, mais qui, dans un cas comme dans l'autre constitue essentiellement une manifestation de la violence ouvrière : quand bien même la grève se déroulerait pacifiquement dans ses limites légales, jusqu'à son issue favorable à l'un des deux belligérants, elle acquiert une valeur révolutionnaire, dès lors que les travailleurs se refusant à toute conciliation émanant de tiers étrangers au conflit « n'y luttent qu'avec leurs seules ressources (2) » dans les

1. Berth, *Marchand, intellectuels, politiciens*, le passage relatif aux grèves récentes.

2. Cf. Berth. *Révolution sociale ou évolution juridique*.

cadres de leur organisation autonome. Peu importe le résultat : quelque amélioration qu'il puisse consacrer, si la grève est victorieuse, elle ne sera jamais en rapport avec l'effort déployé. Celui-ci vaut surtout comme protestation violente contre le régime capitaliste et manifestation de la volonté ouvrière de s'insurger contre lui : sa valeur est par conséquent indépendante du bénéfice obtenu ou de la défaite essuyée. La violence ne réside donc point tant dans les manifestations extérieures de brutalité que dans l'état d'esprit qui fera envisager la grève comme une déclaration de guerre aux conditions actuelles de la production. Il se peut que la cessation du travail s'accompagne d'incident, attentats contre les personnes ou les propriétés sans que le conflit acquière cependant un caractère révolutionnaire au vrai sens du mot. M. Pouget rappelle que dans certains pays, les grèves sont souvent marquées d'actes de ce genre, alors que la notion de lutte de classe manque totalement à ceux qui les commettent (1).

« Il ne faut pas oublier, remarque-t-il..., que dans la plupart des circonstances, l'acte en soi n'a aucun caractère défini : celui-ci ne lui est donné que par l'analyse des mobiles qui l'ont incité », et il ajoute que « le révolutionnarisme de la classe ouvrière peut se manifester par des actes très anodins, de même

1. Pouget, *Le Parti du Travail*, p. 14-15.

que son esprit réformiste pourrait se souligner par des actes excessivement violents ». Les théoriciens déploreraient sans aucun doute que l'organisation ouvrière s'orientât dans le détail des luttes quotidiennes, vers l'emploi des procédés insurrectionnels qui peuvent convenir aux « jacqueries » blanquistes, mais sont indignes d'une classe qui doit apporter au monde le salut moral. Il ne faut point que ce drame de la civilisation que constitue la lutte de la bourgeoisie et des producteurs dégénère « en une guerre d'apaches » (1), et rappelant une scène d'émeute provoquée par une grève, M. Berth conclut ainsi : « guerre de pirates et non lutte de classes » (2). M. Sorel, d'autre part, a consacré son principal ouvrage à donner une définition psychologique de la violence, qui consiste bien moins selon lui dans l'intensité et la fréquence des chocs que dans l'état d'esprit qui interprète ces chocs dans le sens d'une affirmation et d'une accélération de la lutte des classes (3).

La violence, peut-on dire en résumé dans l'esprit des théoriciens du syndicalisme, c'est essentiellement le *sentiment*, la notion vivante de la lutte des classes, la forme affective et par conséquent active d'un concept.

1, Berth, *Révolution sociale*..., p. 128.

2. Berth, *Révolution sociale*..., p. 128.

3. Cf. *les Réflexions sur la violence*. — Cf. également Piron, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*.

La conception de la violence, telle qu'elle apparaît chez les militants, ne comporte pas ce degré d'analyse psychologique. La bourgeoisie appuyant son despotisme sur la force, il faut que le prolétariat lui oppose sa force propre : ainsi s'exprime M. Griffuelhes dans un passage où il emploie indifféremment, semble-t-il, les expressions force et violence (1). Il ne s'agit point seulement d'un moyen capable d'éveiller et d'entretenir dans les âmes le sentiment de l'antagonisme des classes : la violence, sous toutes ses formes, semble bien être dans l'esprit des syndicalistes militants l'instrument par excellence de l'affranchissement prolétarien, en attendant qu'il devienne celui de la libération définitive. Par « action directe » il faut entendre sans doute et d'abord une pratique autonome de la classe ouvrière, mais l'expression paraît bien contenir davantage et correspondre à l'idée d'une action affranchie des obstacles de la légalité, voire de la moralité bourgeoise, où les actes positifs de violence joueraient le premier rôle. La commission qui fut chargée au Congrès corporatif de Bourges d'étudier la question des « huit heures », rappelant que la suppression des bureaux de placement ne fut obtenue qu'à la suite d'une campagne où tous les jours des bureaux étaient démolis, « *des vio-*

1. Cf. Griffuelhes, *l'Action syndicaliste*. Bibliothèque du mouvement socialiste, 1908, p. 15.

lences anonymes s'exerçaient contre des placeurs », où « Paris fut en état de siège » on conclut à l'organisation d'un mouvement semblable « afin de préparer « le maximum d'agitation » (1). Sans doute il n'y a pas là de contradictions formelles avec la définition des théoriciens. Remarquons toutefois qu'un pareil type d'action ne paraît présenter que faiblement le caractère éducatif auquel s'attachent surtout ces derniers, A-t-il la valeur d'une déclaration de guerre de classe à classe ? Il ne semble pas que les voies de fait ou les attentats à la propriété — où peuvent se donner libre cours, remarquons-le, les haines instinctives et les rancunes personnelles — puissent être comparés de ce point de vue à l'attitude collective des producteurs refusant de continuer à vendre leur force travail.

Ces parades tumultueuses et ces actes spasmodiques de brutalité où les militants syndicalistes voient la forme d'une action directe contre l'État, gardien des privilèges capitalistes, ne constituent assurément pas au même degré que la grève « une épreuve véritable de la force et de la capacité ouvrière » (2) ; sans base professionnelle bien pré-

1. Cf. Pouget, *la Conquête de la journée de huit heures* (in *Mouvement socialiste*, 2^e série, VII^e année, n^o 151).

Nous prenons cet exemple et nous nous y tenons parce qu'il est sans cesse invoqué par les militants comme type d'action directe.

2. Berth, *Révolution sociale*, p. 130.

cise, le plus souvent (1), elles procèdent plutôt de cet idéalisme démocratique qui fit les révolutions sanglantes que d'un état d'esprit de producteurs : les qualités ou plutôt les défauts qui s'y font jour sont ceux de la démagogie politique et l'autonomie de l'action ouvrière n'y apparaît pas aussi nettement que dans un conflit autour de l'usine. Il faut noter d'ailleurs que les théoriciens — uniquement dominés dans leurs spéculations par la considération de la production — se sont peu attachés à cette tactique de la « pression extérieure » sur l'État et aux mouvements de masse (2) qu'elle engendre. Lorsqu'il écrit *l'Avenir socialiste des syndicats*, M. Sorel (3) ne pensait même point que ce fût par des assauts de ce genre que le pouvoir pourrait être battu en brèche : il s'agissait alors, selon lui, pour les sociétés de résistance, « d'enlever aux formes antiques conservées par les démocrates tout ce qu'elles ont de vie », en ne leur laissant, « que les fonctions rebutantes de guet et de répression ». Quelque sympathie que son évolution postérieure puisse lui faire professer pour les manifestations violentes de l'action directe (sous les réserves que nous venons d'indiquer), rien cependant dans ses écrits n'autorise à croire que, parta-

1. L'écart le cas de la journée de huit heures, non celui des bureaux de placement.

2. Cf. Pouget, *la Confédération Générale du Travail*, p. 46.

3. Sorel, *Avenir socialiste*, p. 27.

geant la foi des militants à la valeur positive de la brutalité comme moyen d'affranchissement, il ait abandonné la conception proudhonienne d'après laquelle une société nouvelle se fondera grâce aux institutions créées dans leur sein par les « compagnies ouvrières ». Peut-être même craint-il que ces « mouvements de masse » empruntant la forme des « jacqueries » démocratiques, n'en acquièrent aussi l'âme et que l'action directe ainsi entendue ne soit qu'une occasion de corruption pour l'âme prolétarienne(1).

Nous venons de noter une divergence de vues entre théoriciens et militants, qui, subtile sans doute et d'ordre psychologique, peut néanmoins donner naissance à la manifestation de tendances opposées ; elle provient, avons-nous remarqué, de l'inégalité des préoccupations morales chez les uns et chez les autres, et particulièrement de la conception de l'artisan-artiste en fonction de laquelle les théoriciens affirment leur éthique. Cette conception est la source d'un autre antagonisme de vues, qui, tout en portant sur un point de détail, marque de façon concrète l'écart qui sépare la philosophie syndicaliste des réflexions des militants. La violence prolétarienne, selon les doctrinaires, vaut surtout, parce

1. Son évolution actuelle tendrait à la faire croire. Cf. notre conclusion.

que dissipant les mensonges d'un soi-disant ordre social, elle restitue aux choses leur véritable aspect, en opposant les deux classes sur le terrain propre de leur antagonisme : manifestation de franchise elle doit imprégner la lutte de franchise ; « les lois de la guerre disait déjà Proudhon (1), l'honneur chevaleresque ne nous enseignent-ils pas à leur tour que dans nos combats nous devons nous honorer, nous abstenir de toute injure, trahison, spoliation et maraude » ?

Les militants voient dans la violence ouvrière l'attitude logique d'une armée, qui, engagée dans une guerre à mort, n'a point à se soucier d'une « morale scélérate » destinée à entraver et à égarer son effort (2). Cette révolte partielle de la faim qui s'appelle la grève n'a point à s'embarrasser de l'honneur chevaleresque « ou des lois de la guerre ». Loyauté et déloyauté sont des mots qui n'ont pas de sens dans une bataille où les deux belligérants sont animés l'un envers l'autre d'une ardeur homicide égale et c'est le cas du patron et de l'ouvrier : on pourrait peut-être parler de la franchise des moyens à employer si les forces respectives des adversaires s'équivalaient, mais en outre de leur capacité personnelle de résistance, les dirigeants de l'usine, qui

1. Proudhon, *la Guerre et la Paix*.

2. Cf. Pouget, *le Sabotage*, chap. III.

n'ont en face d'eux le plus souvent qu'une minorité consciente, disposent de tout l'appareil étatique de coercition, automatiquement mis à leur service. Dès lors, si la bataille rangée n'est pas possible ou si elle semble devoir être défavorable aux travailleurs, qu'ils n'hésitent pas à recourir à la guérilla (1) : sans refuser le travail ils peuvent le ralentir ou bien diminuer la valeur marchande des produits ou bien encore restreindre le bénéfice patronal en augmentant le coût de production ; en d'autres occasions, il conviendra, pour donner sa pleine efficacité à la sécession des bras, de mettre les machines hors de service. C'est là une forme détournée de la violence qu'on a baptisé le sabotage. M. Pouget en donnait récemment le manuel théorique et pratique ; mais dès 1897, un des premiers congrès corporatifs (2) en acclamait le principe (3) et l'*A.B.C. syndicaliste* de M. Yvetot le compte au nombre des formes principales de l'action directe. Il faut reconnaître d'ailleurs que les militants se sont surtout efforcés de commenter la maxime fameuse : « A mauvaise paye, mauvais travail. » M. Griffuelhes notamment, dans *les Objectifs de nos luttes de classes*, ne considère cette pratique

1. Cf. Pouget, *op cit.*, chap. IV.

2. Il s'agit des congrès corporatifs du mouvement syndicaliste qui prend naissance avec la création de l'organisation syndicale actuelle.

3. Cf. *Rapport de la commission du Congrès de Toulouse. Boycottage et sabotage*. Paris, Maison des fédérations, 1908.

que comme le fait de l'ouvrier qui « ne pouvant ou ne voulant pas recourir à la grève, continue de travailler soit en œuvrant mal ou trop bien ou trop lentement », et semble y accorder beaucoup moins d'intérêt qu'à la cessation proprement dite du travail. Le ton de M. Pouget dans son opuscule est, il est vrai, beaucoup plus catégorique (1).

Le sabotage apparaît, à première vue, comme la négation même de l'idéal de l'artisan-artiste cher aux théoriciens. Les qualités propres à fournir la base de cette culture morale qui assurera la victoire prolétarienne, sont précisément, selon eux, fonction de l'amour désintéressé que le producteur du grand atelier doit porter à sa tâche. C'est autour de celle-ci que devra se ramasser son existence entière, s'il veut être digne de l'affranchissement.

On conçoit dès lors qu'impliquant avec le mensonge le mépris de l'œuvre journalière, la pratique du sabotage ait paru à M. Sorel tout à fait impropre à « orienter les travailleurs dans la voie de l'émancipation ». C'est encore ici leur préoccupation éthique dominante qui écarte les théoriciens des militants. La conception que ces derniers se font de la violence semble donc en un sens traditionnelle : ils s'efforcent de restaurer dans le plan de l'économie, et en les adaptant au cadre de la vie ouvrière, les procédés

1. Page 29.

de la violence politique chers aux blanquistes, l'analyse psychologique des *Réflexions* peut constituer la maîtresse pièce de la philosophie syndicaliste ; elle reste étrangère aux formules des militants.

S'ils diffèrent d'avis sur la nature et le rôle de la violence, théoriciens et militants s'accordent à voir dans la grève la forme type de l'action prolétarienne. Celle-ci, par le fait même de la cessation collective du travail acquiert, comme nous l'avons noté, la valeur d'une « rupture », « d'une négation théorique », « rupture dans l'harmonie des rapports » entre l'ouvrier et le patron, « négation de l'autorité et du droit patronal contre lesquels il s'élève (1) ». Mais sa force éducative ne réside pas seulement dans son affirmation de la lutte des classes : elle résulte de ce que, constituant à proprement parler la pratique de cette lutte, « un épisode de la guerre sociale » dit M. Yvetot (2), elle exige du prolétaire certaines des qualités qui assureront son triomphe. Ce sont, au premier rang, le déploiement de l'énergie entière de chacun et l'exercice constant de la solidarité chez tous ; or, l'on ne saurait attendre ces vertus de travailleurs inorganisés ; le syndicat, seul, est susceptible d'en assurer l'éclosion. Instrument de l'éducation ouvrière, le groupement syndical trouve dans

1. Griffuelhes, *les Objectifs de nos luttes de classes*, p. 26.

2. *A.B.C. syndicaliste*, p. 48. Bibliothèque syndicaliste.

la grève son terrain propre, lui seul est capable d'apprendre aux producteurs à manier cette arme naturelle de lutte « qui est » d'un fonctionnement délicat, exigeant de bons manœuvriers, en substituant à la spontanéité des manifestations brutales d'antan le choix de l'heure et des circonstances (1). C'est dans ces cadres seulement que le conflit usinier « stimule l'ouvrier, éduque, l'aguerrit, le rend fort, par l'effort donné et soutenu lui apprend la pratique de la solidarité » (2). Grâce à lui, la grève devient un phénomène de vie collective, de psychologie collective, « où entrent en jeu des sentiments collectifs très-puissants, très contagieux » et où « l'égoïsme individuel, l'intérêt privé, les petites lâchetés secrètes disparaissent » (3); elle constitue dans notre monde moderne en pleine dégénérescence, l'acte social par excellence, ce qu'était autrefois la guerre, l'acte qui doit engendrer un nouveau sublime et reconstituer une nouvelle société, une morale et un droit nouveau (4). On conçoit donc que les travailleurs conscients s'opposent de tout leur pouvoir et par tous les moyens aux tentatives de la démocratie qui s'efforce de pervertir la grève,

1. Griffuelhes, *op cit.* p. 28. « Il faut s'entourer de garanties dit encore M. Griffuelhes. » — Cf. également *Voyage révolutionnaire*.

2. *Idem*, p. 27.

3. Berth, *Marchands intellectuels*, mars 1908.

4. Berth, *idem*.

de compromettre par conséquent l'affranchissement prolétarien en y introduisant ses pratiques de décadence (1).

Lorsqu'ils parlent de la valeur éducative de la grève, les militants entendent surtout par là qu'elle développe des qualités manœuvrières propres à assurer le succès de mouvements de plus en plus importants, en même temps qu'elle rend vivante aux yeux de tous la nécessité comme les effets d'une solidarité ouvrière de plus en plus étendue. C'est « un entraînement, une gymnastique salubre qui aguerrit le prolétariat en vue d'une lutte suprême » (2). La révolution est sans doute, en un sens de tous les instants, comme le dit M. Pouget, et les grèves en exaltant l'ardeur des prolétaires à la révolte comme par les bénéfices qu'elles procurent au détriment du capitalisme constituent bien des épisodes révolutionnaires (3). Encore faut-il que parvenue à un degré de maturité, à un niveau de « développement, à un état de croissance » (4), la classe ouvrière « affirme sa volonté de conquête totale » ; ce sera l'œuvre de la grève générale. Cette catastrophe sociale, loin de présenter le caractère quelque peu apocalyptique de

1. Toute « réforme » qui tend à diminuer l'esprit de lutte est combattue par nous. Griffuelhes, *l'Action syndicaliste*, p. 22.

2. Yvetot, *A.B.C.* p. 51.

3. Pouget, *le Parti du Travail, la Confédération générale du Travail*.

4. Griffuelhes, *les Objectifs*, p. 33.

la révolution marxiste ou du soulèvement guesdiste, apparaît simplement comme l'amplification subite de cet acte journalier qu'est la « grève ». Aussi sa conception rentre-t-elle « normalement dans la psychologie ouvrière » : le prolétaire n'a, par une opération spontanée de l'esprit, qu'à multiplier les conséquences des incidents de la lutte de tous les jours pour comprendre qu'à un moment, par la seule puissance de l'effort concerté, la guerre sociale peut atteindre son maximum d'acuité et le dénouement se produire (1). La révolution devient ainsi vraiment l'œuvre des producteurs : elle n'est plus subordonnée au déroulement fatal de l'évolution économique (2) et ne se produit plus sur la place publique au nom de intérêts de la démagogie. C'est le mouvement autonome du prolétariat qui la rend possible et nécessaire par son accélération continue et la solidarité croissante de son organisation (3).

En quoi consiste exactement cette « amplification » de la lutte quotidienne qui libérera les travailleurs ? Elle a pour base, sans doute, le refus, cette fois définitif, des producteurs, de continuer à « travailler

1. Lagardelle, *Syndicalisme et socialisme*, p. 50.

2. Berth, *Révolution sociale*, p. 139. « Le syndicalisme transporte l'idée catastrophique du pôle de la fatalité capitaliste au pôle de la liberté ouvrière. »

3. La grève générale, dit M. Griffuelhes, surgit des formes du groupement syndical et de l'orientation qui s'en dégage. Cf. *Action syndicaliste*,

pour procurer jouissance et satisfaction aux non producteurs », mais cet « arrêt des bras » constitue-t-il toute la Révolution ? Les premiers adeptes de l'idée de grève générale le croyaient et c'est la conception qui préside aux décisions que prirent à ce sujet ou aux débats que tinrent sur ce point certains congrès socialistes ou corporatifs. Mais les militants ne voient aujourd'hui dans le refus collectif du travail que le « premier temps » de cette bataille décisive. Le second, le plus important, consistera dans l'expropriation même, « la mainmise révolutionnaire (1) » sur le système productif par la classe ouvrière. Cette phase sera probablement violente : tout dépendra « des résistances à vaincre » dit M. Griffuelhes (2) ; elle ne peut pas être pacifique, d'après M. Yvetot en face d'un gouvernement « qui, pour sauver l'ordre social bourgeois menacé, établirait la terreur, organiserait la répression (3) ». On ne peut pas compter pour l'accomplir sur des mouvements de masse. « La Révolution, quel que soit son stimulant, ne saura être acceptée par tous. Une minorité... suscitera le mouvement (4)... » Cette minorité devra se composer essentiellement de membres « des corpora-

1. Berth, *Révolution sociale*, p. 136.

2. *L'Action syndicaliste*, p. 33.

3. *A.B.C.*, p. 52.

4. *L'Action syndicaliste*, p. 34.

tions les plus indispensables (1) » qui, en cessant le travail, imposeront « l'arrêt des bras » tout au moins, aux plus récalcitrants. Enfin, s'il est impossible de fixer l'époque de cette action finale, il est certain, qu'exigeant « une plus forte éducation sociale, une grande expérience dans la lutte, une profonde connaissance du milieu social (2) » elle ne saurait intervenir qu'à la suite de choes préliminaires de plus en plus étendus, grèves corporatives généralisées et grèves générales locales (3).

Les théoriciens ne donnent pas ordinairement des définitions aussi concrètes de la grève générale. Sans doute M. Berth s'est-il attaché à montrer que le bénéfice réel des conflits ouvriers consistait surtout dans l'acquisition par les travailleurs des notions nouvelles d'unité prolétarienne nationale et même internationale qui fondent la conception de la grève générale ; sans doute a-t-il défini très nettement les deux temps que celle-ci comporte (4). Mais nous savons que comme les autres philosophes de l'école, il se soucie peu de formuler « des recettes pour faire bouillir les marmites de l'avenir » : ce qu'il semble considérer essentiellement c'est *l'idée de grève géné-*

1. M. Yvetot cite *op. cit.*, les transports, les mines, l'éclairage, l'alimentation.

2. Griffuelhes, *op. cit.*

3. Cf. Pourget, *La Confédération générale du travail*.

4. Cf. *Révolution sociale ou évolution juridique passim.* — Cf. également *Marchands intellectuels...*, novembre 1907.

rale, en tant que création même de la vie ouvrière quotidienne, par conséquent intuition originale susceptible de servir de base à tout un corps d'idées exclusivement prolétarien.

Cette tendance à apprécier la notion de grève générale d'un point de vue psychologique, nous la saisissons très nettement chez M. Lagardelle. « L'essentiel, dit celui-ci, c'est que le passage de la société capitaliste à la société socialiste soit *conçu* par les masses ouvrières comme un acte réalisable, qui n'est que le prolongement et le couronnement à la fois d'une longue série d'efforts. Tout le problème se résout alors en une question de capacité de la classe ouvrière que les événements permettront seuls d'apprécier » (1), et il ajoute que dès lors le prolétariat peut « tranquillement remettre ses destinées aux soins de l'histoire ».

M. Sorel a donné à cette conception de la grève générale sa forme la plus parfaite par sa théorie du mythe social. Nous la connaissons déjà par l'application qu'en a fait le même auteur aux descriptions marxistes. Comme ces dernières, la notion de grève générale lui paraît avoir un caractère essentiellement éducatif. C'est un bloc, un tout indivisé d'images intenses « fournissant des bases pour l'activité pratique » et destiné à inspirer l'action quotidienne, mais

1. Lagardelle, *op. cit.*, p. 51.

où il serait vain de chercher une vue scientifique même hypothétique. « Autre chose est faire de la science, et autre chose est former les consciences (1). » Toute critique porterait donc à faux qui reprocherait à la notion de grève générale de ne point s'appuyer sur des inductions fermes. Ce qu'il faut y voir, c'est la forme aiguë de ce sentiment de la violence qui rend vivante et agissante au cœur des prolétaires l'idée de lutte de classes (2). Grâce à elle « naît un état d'esprit tout épique » qui donne une couleur et une intensité révolutionnaires à des événements « qui paraîtraient médiocres aux historiens bourgeois » (3). Par elle se ramassa en une intuition synthétique ce qu'il y a d'essentiel et de permanent dans le socialisme. Sans insister davantage, il est aisé de constater combien ce point de vue théorique s'écarte des formules des militants, assez sobres pourtant sur ce point. Ici encore la préoccupation éthique des théoriciens crée une divergence que nous allons voir s'accroître, en étudiant les fins dernières de l'action prolétarienne, telles que les syndicalistes les conçoivent.

1. Préface à *Colajanni*, p. XI.

2. *Réflexions*, p. 252.

3. *Idem*, p. 188.

§ 4. — LES FINS DERNIÈRES DE L'ACTION
PROLÉTARIENNE

La révolte permanente du prolétariat et son aboutissant la grève générale tendent à instaurer une société nouvelle. Comment celle-ci va-t-elle se caractériser ? Basée sur l'atelier sans maîtres (1), elle constitue essentiellement une « association volontaire et libre des producteurs ». Ceux-ci s'étant emparés des richesses sociales les mettront en valeur au profit de tous. « Chaque métier est organisé en syndicat ; chaque syndicat nomme un conseil que nous pourrions appeler conseil professionnel du travail ; ces syndicats sont à leur tour fédérés par métier nationalement et internationalement (2). Ainsi les « grands rouages de la superfétation gouvernementale » (3) se résorberont dans une organisation purement économique, qui ne sortira point miraculeusement de terre, mais se bornera au contraire à étendre à l'ensemble des relations sociales les institutions que la classe ouvrière s'est donnée depuis longtemps. C'est à cette simple « administration des choses pour la première

1. L'article premier des statuts de la C. G. T. est ainsi conçu : « La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

2. Cf. Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail*. Rapport de la Bourse du Travail de Nîmes au Congrès de Tours, 1896.

3. Pouget, *le Syndicat*, p. 51.

fois réalisée, qu'incombera le soin d'assurer la production : l'harmonie entre l'activité et les besoins réciproques des diverses corporations qui exploiteront le domaine commun : terres, mines, usines, moyens de transport, maisons, etc..., sera assurée par les soins d'organes locaux, les Bourses du Travail (1).

Délivré, de la sorte, de maîtres inutiles, l'homme jouira enfin de l'entière liberté : aucun appareil coercitif, dans cette société fondée sur le travail, ne le contraindra à participer au labeur commun (2); il n'est pas à craindre d'ailleurs que le nombre des oisifs s'accroisse. Sans parler de la réprobation qui pèserait sur ces parasites, il est évident, qu'à la différence de ce qui se produit aujourd'hui, chacun « ayant alors un grand intérêt immédiat à seconder et à intensifier la marche du progrès » (3) puisqu'il doit en profiter, la tâche journalière deviendra pour chacun une espérance récréative, donc un plaisir. Ce caractère agréable du travail permettra d'obtenir de l'effort humain un rendement beaucoup plus considérable que sous le régime capitaliste, où le souci de profits et des privilèges particuliers entravait par ailleurs

1. Rapport cité.

2. Les opinions des militants varient sur ce point. — Cf. Pataud et Pouget, *Comment nous fèrons la Révolution*.

3. Rapport cité. — Cf. également le compte rendu des rapports présentés sur la question au VII^e Congrès de la C. G. T. Montpellier, 1902.

la mise en valeur totale de la richesse sociale (1). Dès lors toute réglementation de la consommation devient inutile : chacun prendra au tas « sans autre limite que la conscience des individus » (2), et sans qu'il soit question de proportionner le droit de chacun aux services par lui rendus à la communauté : c'est dire que le salaire n'aura plus de raison d'être pas plus qu'aucune rétribution déterminée des tâches : sous ce régime les hommes travailleront aussi naturellement qu'ils respirent et qu'ils consomment.

De la disparition de l'État et de l'organisation libertaire de la production et de la consommation, résulte l'anéantissement de toutes les servitudes, politiques ou économiques. Au règne métaphysique de la loi va succéder de régime des contrats, établissant entre les individus les relations concrètes de leur choix (3). Alors la liberté et l'égalité dans le bien-être, enfin réalisées, permettront aux hommes d'ordonner leur existence « d'une façon plus conforme aux instinctives aspirations vers le studieux repos » (4).

1. Cf. Merrheim, *l'Affaire de l'Ouenza*. Éditions de la Vie ouvrière. Paris, 1910.

2. Cf. Rapports de 1902.

3. Cf. Pataud et Pouget, *op. cit.*

4. *Rapport du Comité fédéral des Bourses du Travail au Congrès de Tours*. Cf. Pelloutier, *op. cit.*, p. 163. Notons que l'on compte beaucoup pour assurer ce « studieux repos » sur les progrès du machinisme dispensant de l'effort,

Ces descriptions apparaissent proprement comme le commentaire ouvrier et l'adaptation aux formes nouvelles d'organisation prolétarienne du communisme traditionnel, fédéraliste et libertaire : elles conservent de ce dernier la prédominance du point de vue consommation et le goût passionné d'une liberté radicale, mais elles le dépassent en appuyant leurs vues d'avenir sur le développement d'institutions existantes.

On peut y saisir une revision dans un sens concret de l'idéal abstrait de l'anarchisme individualiste et une tendance à préciser certaines formules que nous avons relevées dans les derniers grands Congrès de l'Association internationale des travailleurs (1). Ce dernier trait est d'autant plus intéressant, qu'elles sont l'œuvre de militants, au sens le plus strict de ce mot, c'est-à-dire d'individualités plongées dans l'action quotidienne et peu habituées à philosopher sur le mouvement. Il est à remarquer d'ailleurs que ceux des militants qui ont exprimé de façon assez étendue la pensée syndicaliste se sont montrés beaucoup plus sobres, presque muets, en ce qui concerne les détails de la société future. M. Griffuelhes a d'ailleurs exprimé de façon très nette son avis, et justifie son attitude sur ce point (2). Rappelant que

1. Cf. notre chapitre III.

2. Cf. *Les Objectifs de nos luttes de classes* p. 39.

la critique philosophique du XVIII^e siècle fut impuissante à tracer à l'avance le plan de la société bourgeoise, « nous le sommes également — dit-il — pour dégager les formes d'une société libre. Ce que nous savons, c'est que notre force de création correspondra à la force acquise par l'action de chaque jour », et il ajoute « nous n'oublions pas, malgré la grandeur du rôle du syndicalisme, que cette force ne s'acquerra qu'au prix de contradictions et d'incohérences.

L'attitude des théoriciens n'est pas moins significative. M. Berth, l'un de ceux qui ont réfléchi le plus sur le « but final », a limité ses spéculations de façon rigoureuse au cadre du grand atelier d'artisans-artistes : la suppression du privilège capitaliste lui paraît devoir consacrer simplement en le couronnant un long effort de transformation interne auquel doit se consacrer le syndicat. Lorsque les travailleurs auront assez développé leur capacité de producteurs extra-qualifiés, ils constitueront non plus un « agrégat mécanique » (1) soumis à la discipline extérieure du capital et sans âme qui lui soit propre, mais un véritable organisme physique et psychique, dans lequel se résorbera « la volonté extérieure et transcendante » devenue inutile parce que vide de contenu du capital. Cette révolution psychologique

1. Cf. Berth, *Anarchisme individualiste*, p. 19 et 31.

de la production transformera la société : concentrant en elle et ramassant toute l'existence des individus autour de la tâche quotidienne, elle va résorber le citoyen abstrait des démocraties politiques comme l'homme égoïste de l'anarchisme idyllique ou manchestérien « dans la personnalité riche et concrète du travailleur social syndiqué, dans la collectivité ouvrière » (1). Telle quelle cette conception apparaît très différente de l'anarchisme idyllique renouvelé qui inspire les descriptions des militants et très voisine du point de vue marxiste. L'auteur du *Manifeste* voyait également dans la révolution sociale la libération des forces productives et leur délivrance d'une tutelle qui avait été indispensable : l'instauration de l'association libre des producteurs lui semblait devoir inaugurer une ère de haut progrès pour le travail humain. M. Berthaccientue encore ce point de vue. Sa définition de l'affranchissement prolétarien ne se base point sur des aspirations à la liberté pour la liberté ; elle s'oppose, de plus, essentiellement à l'idée d'une création facile de l'abondance, permettant les loisirs cultivés. Le « studieux repos » n'a pas de sens dans une conception qui rabat toute la société sur le plan de la tâche manuelle quotidienne élevée à la hauteur désintéressée d'une œuvre d'art,

1. Cf. *Anarchisme individualiste, Nouveaux aspects, passim*, p. 38-39.

et se félicite, à la suite de Proudhon, de voir le progrès scientifique astreindre l'homme à un travail toujours plus complexe et plus absorbant.

Épurées de leurs vestiges d'utopies intellectuelles, les vues concrètes des militants pourraient cependant être retenues quant au fédéralisme économique qu'elles préconisent : encore ne serait-ce qu'à titre de mythe de représentation imagée, destinée à exciter les énergies et non comme description de l'avenir. M. Sorel remarque, en effet, que les idées fédéralistes, qui sont surtout proudhoniennes, ne se sont guère développées dans les grands centres industriels (1).

Au reste, il est fort possible, malgré cela qu'elles président à l'organisation sociale de l'avenir. Ce dernier échappe en effet complètement à nos vues. « Une des plus grosses illusions des utopistes a été de croire qu'on peut déduire le schéma de l'avenir quand on connaît bien le présent. »

Il serait absurde de déduire, de l'existence d'une action syndicaliste actuellement vigoureuse, la probabilité même d'une transformation sociale dans un sens prolétarien ; à plus forte raison ne saurait-on

1. Introduction aux *Enseignements sociaux de l'Économie moderne*.

2. Sorel *Décomposition*,... p. 66. Cf. la note. Cf. également Y *a-t-il de l'utopie dans le marxisme*. R. de métaphysique et de morale, 1899. *Économie et agriculture*. R. socialiste. 1901, t. 33.

préciser dans ses détails l'organisation de cette société hypothétique. Soyons prudents en songeant que l'activité humaine est toujours environnée « de forces malfaisantes qui sont toujours prêtes à sortir d'une embuscade pour se précipiter sur nous et nous terrasser (1) ». Au reste peu importe ce qui adviendra : l'essentiel c'est le mouvement et la culture morale qui est à sa base. Cette idée qui résume toute la pensée des théoriciens a été exprimée avec éloquence par M. Lagardelle (2) : « même si les rêves d'avenir du socialisme syndicaliste ne se réalisent jamais, dit celui-ci et nul de nous n'a le secret de l'histoire, il me suffirait pour lui donner toute mon adhésion de constater qu'il est *au moment où je parle* l'agent essentiel de la civilisation dans le monde. » Affirmant, que ce mouvement « porte le progrès économique » en forçant le capitalisme, par ses exigences, à un perfectionnement technique incessant, le progrès moral parce que « dans un monde où le goût de la liberté est perdu, dans un temps qui n'a plus le sentiment de la dignité, il fait appel aux forces vives de la personne humaine et donne un exemple permanent de courage et d'énergie » il conclut ainsi : « Tout le socialisme est là. Qu'importent les vaines prophéties, si les idées socialistes agissent

1. Sorel. *Réflexion*. Introduction, p. 17.

2. *Syndicalisme et socialisme*, p. 52 à 54.

et vivent sous nos yeux... si la liberté se réveille, si la personnalité humaine s'affranchit. »

Nous avons tenu à insister sur ce passage, parce qu'il autorise pleinement à conclure qu'en dernière analyse la doctrine syndicaliste proprement dite dépouille complètement l'aspect d'une conception positive de la lutte des classes, pour apparaître comme une véritable « métaphysique des mœurs. »

CONCLUSION

Le syndicalisme, tel que le formulent les militants peut se résumer ainsi : une classe, dont les différences internes d'aptitudes et de conditions, quelque réelles qu'elle soient s'effacent devant l'exploitation commune qu'elle subit combat pour la suppression de l'iniquité foncière dont elle est victime et l'établissement de la justice conçues selon la définition même de l'idéologie démocratique.

La lutte est menée de la façon suivante : un état-major de compétences, entendons par là ceux des prolétaires qui ont pris une conscience nette de l'antagonisme des classes, sans qu'il soit question de leur capacité professionnelle, préside à des mouvements de masse « de plus en plus considérable » : c'est à cette élite, sans cesse croissante et entraînant dans son sillage les foules plus ou moins éduquées qu'incombera la tâche d'assurer le succès de la grande bataille napoléonienne d'où sortira une société nouvelle. Celle-ci, fondée sur les institutions que le prolétariat élabore dès à présent, réalisera le bonheur commun dans l'abondance des richesses et l'absence

de toute contrainte : c'est le rêve classique du socialisme, interprété et revisé du point de vue d'un impérialisme, ouvrier qui ne constitue qu'une forme de la démocratie.

La philosophie syndicaliste des théoriciens apparaît proprement comme une doctrine morale. Celle-ci implique, en outre d'une métaphysique de l'histoire déterminée, une certaine définition a priori du fait social.

Et d'abord elle se base sur un matérialisme historique renouvelé et élargi sans doute, et qui se manifeste plus souple que dans les formules marxistes, mais qui n'en affirme pas moins très nettement la prédominance du facteur économique dans l'évolution (2) : les classes diverses et opposées constituent d'infrangibles ossatures économiques dont nous ne pouvons nous évader ; or, leur existence tient à l'organisation de la production « que détermine en dernière analyse l'état de la technique » (3) ; aussi les changements historiques sont-ils subordonnés dans l'ensemble à l'apparition de conditions économiques nouvelles, puisque l'histoire est le fait de masses soumises au commun destin, et non celui d'individualités exceptionnelles, dont l'activité

1. Cf. infra notre conclusion générale.

2. Cf. sur ce point Pirou thèse citée, p. 318.

3. Berth, *Dialogues socialistes*, p. 27, également Sorel. Préface à Merlino. *Le système historique de Renon*.

purement esthétique ou purement sentimentale échappe aux déterminations sociales (1).

Ensuite, les préoccupations éthiques de l'école s'inspirent d'une certaine conception de la moralité envisagée comme une discipline librement consentie, et affranchie de sanctions, qui a pour type et pour modèle l'amour : éthique affective basée sur la culture de certains sentiments.

Enfin, après Proudhon, la philosophie syndicaliste affirme *a priori* l'existence d'une « réalité sociale » indépendante des individus : c'est la société qu'elle pose donc, de prime abord, et les fins qu'elle proclame sont subordonnés à ce postulat (2).

C'est en fonction de ces diverses conceptions *a priori*, que le syndicalisme théorique assigne au prolétariat des producteurs la mission de réaliser un certain idéal moral propre à assurer l'avenir de la civilisation.

La lutte des classes sur le terrain économique lui paraît le meilleur moyen de développer, dans cette force neuve que constitue le prolétariat, les sentiments moraux qu'il préconise, et dans les institutions autonomes de la classe ouvrière il voit le support possible de cette culture. Quant à la société

Cf. *Le système historique de Renan*. Introduction.

2. Cf. Berth, *Nouveaux aspects*, p. 47. « L'individu dans la société comme le repos dans le mouvement ne sont que des abstractions provisoires et momentanées. »

nouvelle, il semble bien la considérer non pas tant comme une paix heureuse succédant à quelque Austertitz ouvrier que comme une amélioration progressive, lente et difficile, des mentalités et des mœurs dans le sens de l'idéal qu'il préconise.

On est donc en droit d'envisager cette philosophie comme un système de morale, c'est-à-dire un effort de spéculation qui, partant de données *a priori*, affirme un certain nombre de jugements de valeur et ordonne idéalement le réel en fonction de ces jugements. Il serait vain, par contre, à notre avis, d'y chercher une conception positive de la lutte des classes. Le syndicalisme des militants mérite seul ce titre, et seul par conséquent il nous reste à apprécier comme tel, par rapport aux conceptions déjà étudiées.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Karl Marx définit la lutte des classes en se plaçant au point de vue de la civilisation : celle-ci lui paraît se fonder essentiellement sur l'activité productive des hommes et il subordonne son avenir à une révolution du mode actuel de production que les prolétaires sont appelés à accomplir, de par la volonté même des siècles révolus. Pour la première fois, par conséquent, la lutte des classes est affirmée en dehors de toute idéologie démocratique. Mais les formules pratiques du *Manifeste* continuent à concevoir l'action révolutionnaire sur le type des agitations populaires traditionnelles, à caractère blanquiste, et cette tendance est si permanente dans le marxisme qu'elle aboutira avec le guesdisme à une conception démocratique de la lutte des classes, qui, en suivant sa loi propre résorbera ou prétendra résorber les antagonismes dans le socialisme d'État.

L'œuvre de Proudhon constitue le premier réquisitoire formulé d'un point de vue socialiste contre

la démocratie politique : à celle-ci elle oppose la démocratie sociale qui se réalisera sur le terrain qui lui est propre, et par des moyens spécifiques. Mais cette dernière ne fera ainsi que consacrer l'épanouissement et l'aboutissant logique du grand effort d'émancipation inauguré par la bourgeoisie révolutionnaire en 1789. Dégagée de la forme politique qui la corrompait, la démocratie se confond avec le progrès de la civilisation.

Ce traditionnalisme des moyens ou des principes commande l'idéologie de l'Association internationale des travailleurs comme celle de la Commune de Paris.

Dans quelle mesure le syndicalisme, tel que le formulent les militants, s'affirme-t-il en réaction contre cet esprit démocratique permanent sous des apparences diverses dans toutes les conceptions relatives à la lutte des classes ?

Nous n'avons pas vu que le syndicalisme justifie sa position par des considérations de civilisation économique. Selon la pure tradition de la démocratie révolutionnaire, il invoque le principe métaphysique de la liberté et fait appel à la règle d'égalité supérieure aux différences réelles de capacités ou de compétences pour démontrer la nécessité morale d'une révolution destinée à réaliser l'universelle justice. Sa notion théorique de la classe ouvrière qui ne se fonde point sur une analyse économique

comme chez Marx, résulte de la constatation, d'ordre éthique, d'une exploitation commune à tous les travailleurs. Elle apparaît donc très parente des conceptions démocratiques du *peuple*.

Par les moyens qu'il préconise, le syndicalisme des militants semble au premier abord s'opposer davantage à l'idéologie démocratique. Ne conseille-t-il point aux travailleurs de refuser leur collaboration à ce mécanisme de la démocratie que constitue l'État, et de renfermer leur action dans les institutions autonomes qu'engendra leur condition d'exploités ? N'affirme-t-il pas le droit de minorités agissantes et ne dénie-t-il point celui des masses inconscientes.

Il faut remarquer, en effet, que c'est sur ce point que la conception nouvelle de la lutte de classes manifeste son originalité la plus marquée. Pour la première fois peut-être, apparaît la notion d'une lutte ouvrière à tendances révolutionnaires par des moyens spécifiquement ouvriers. Le syndicalisme nie la vertu émancipatrice de la démocratie politique. Mais, remarquons-le immédiatement, les associations ouvrières valent surtout aux yeux des militants comme instruments d'« action directe ». Or, l'on sait que la forme par excellence de cette dernière c'est le mouvement de masse destiné à peser sur un pouvoir hostile ou impuissant : les syndicats semblent bien alors, d'un point de vue plus strictement, ouvrier reprendre le rôle des états-majors

blanquistes. Nous avons pu relever, dans le guesdisme, une adaptation du blanquisme aux besoins d'une politique de socialisme démocratique : le syndicalisme militant pourrait se définir un blanquisme ouvrier. Il n'y a ici qu'une opposition à la forme concrète qu'a revêtu l'idéal démocratique et aux mécanismes qui le pervertissent.

Il nous a été facile, enfin, de mettre en lumière combien le rêve d'avenir du syndicalisme — en tant du moins qu'il est exprimé puisqu'on a vu les militants ne pas insister sur ce point — apparaît traditionnel par ses espérances de communisme égalitaire et libertaire. De la démocratie révolutionnaire il a retenu l'idéal du travail réduit dans sa durée et son intensité, la préoccupation de la satisfaction surabondante des besoins, la conception comme droits naturels de la liberté anarchique et de l'égalité radicale. Ce rêve semble se préciser toutefois par l'idée de fonder l'organisation future sur les institutions ouvrières engendrées par la lutte dans la société présente.

En nous tenant par conséquent sur le terrain pur et simple des théories, il nous est possible de relever dans le syndicalisme assez de manifestations d'idéologie démocratique, pour conclure que cette doctrine n'échappe point au caractère permanent qui affecte au xix^e siècle toutes les conceptions relatives à la lutte des classes. Une étude du mouvement syndi-

caliste proprement dit le ferait apparaître de même bien plutôt comme une forme aiguë de la démocratie que comme une réaction ; mais une recherche de ce genre est étrangère au cadre de notre travail.

Vu : le Président de la thèse

A. DESCHAMPS

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I

LA DÉFINITION MARXISTE

BUONAROTTI (Philippe). — La Conspiration pour l'Égalité dite de Babœuf. Bruxelles. Librairie romantique, 1828.

MARX (Karl). — Notes sur Fenerbach (in Religion, Philosophie, Socialisme. Paris [traduction Lafargue]. Jacques, 1901).

- La Misère de la Philosophie. Paris Giard et Brière 1896.
- Le Manifeste communiste (traduction Andler). Paris, 1906. Société nouvelle de librairie et d'édition.
- Préface à la « Critique de l'Économie politique » (traduction Rémy). Paris, Schleicher 1899.
- La Lutte des classes en France. Le 18 brumaire de Louis-Bonaparte. Paris. Schleicher. 1900.
- Le Capital (traduction Roy). Paris, Lachâtre. L'Allemagne en 1848. Révélation sur le procès des communistes à Cologne. Paris, Schleicher, 1901.
- La Commune de Paris Paris Jacques 1901.
- Lettre à Weydemeyer citée par Berth (apud Mouvement socialiste, juillet 1907).

ENGELS (Friederich). — Die lage der arbeitenden Klassen im England.

— Religion, Philosophie, Socialisme.

— Préface à la 3^e édition du 18 brumaire. Hambourg, 1885 (in Lutte des classes).

— Préface à l'édition de 1883 du Manifeste communiste in Andler, op. cit.

ANDLER. — Le Manifeste communiste t. II, Commentaire. Paris. Société nouvelle de librairie et d'édition, 1901.

CROCE (B.). — Matérialisme historique et économie marxiste (traduction Bonnet). Paris, Giard et Brière, 1901.

BERTH (C.). — Un Marx inédit (Mouvement socialiste, 2^e série, t. I, p. 97).

BERNSTEIN. — Socialisme théorique et social-démocratie pratique (traduction Cohen). Paris, Stock, 1900.

HEGEL. — Philosophie de l'esprit (traduction Vera. Paris, 1869.

KAUTSKY. — Le Marxisme.

LABRIOLA (Ant.). — Essais sur la conception matérialiste de l'histoire de Paris, (traduction. Bonnet). Giard et Brière, 1897.

— Karl Marx, l'économiste, le socialiste (traduction Berth). Paris, Rivière, 1910.

LAGARDELLE. — A propos de Marx (Mouvement socialiste 3^e série, t. II, p. 195).

LESEINE. — L'Influence de Hegel sur Marx. Thèse de Paris, 1904.

SOREL (Georges). — Préface à Labriola « Karl Marx ». Introduction à l'Économie moderne. Paris, Jacques, 1903.

— Préface à l'édition française du « Socialisme » de Colajanni. Paris, Giard et Brière, 1900.

— La Décomposition du marxisme (in Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, Rivière, 1910, 2^e édition.)

- Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme (in *Revue de métaphysique et de morale*, 1899, p. 52).
- Les Polémiques pour l'interprétation du marxisme. Paris, Giard et Brière, 1900.
- L'Avenir socialiste des syndicats. Paris, libraire de l'Art social, 1898.

PARETO (Vilfredo). — Histoire des systèmes socialistes.

SOMBART. — Le Socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle.

II

DÉFINITION PROUDHONIENNE

PROUDHON (P.-J.). — Philosophie du Progrès. Bruxelles, Lacroix, 1868.

- Confessions d'un Révolutionnaire. Paris, Garnier, 3^e édition, 1855.
- Idée générale de la Révolution au 19^e siècle. Paris, Garnier, 1851.
- La Guerre et la Paix. Paris, Hetzel, Le Dentu, 1861.
- La Capacité politique des classes ouvrières (Œuvres complètes) Bruxelles.
- De la Justice dans la Révolution et dans l'Église. Bruxelles, 1860.
- Contradictions économiques (Œuvres complètes publiées par la librairie Lacroix à Bruxelles, de 1867 à 1870).
- Correspondance (Œuvre complète publiée par la librairie Lacroix à Bruxelles, de 1867 à 1870).
- Mélanges (Œuvres complètes publiées par la librairie Lacroix à Bruxelles, de 1867 à 1870).

- Programme (Œuvre complète publiée par la librairie Lacroix à Bruxelles, de 1867 à 1870).
 - Solution du problème social (Œuvre complète publiée par la librairie Lacroix à Bruxelles, de 1867 à 1870).
 - Avertissement aux propriétaires. Flammarion (Œuvres complètes, t. II).
 - Mémoires sur la propriété. Flammarion (Œuvres complètes, t. I).
 - La Révolution sociale démontrée par le coup d'État. Paris, Garnier, 1852.
 - Idées révolutionnaires. Flammarion (Œuvres complètes).
- BERNÈS. — La Morale de Proudhon (in Études sur la philosophie morale au XIX^e siècle. Paris, Alcan, 1904).
- BERTH. — Les Nouveaux aspects du socialisme. Paris, Rivière, 1908
- BERTHOD. — P.-J. Proudhon et la propriété (un Socialisme pour les paysans). Thèse de Paris, 1910.
- BOURGIN. — Proudhon. Paris, 1901. Bibliothèque socialiste. Bellais, éditeur.
- BOURGUIN (M.). — Des Rapports entre Proudhon et K. Marx (in Revue d'Économie politique, mars 1893).
- DESJARDINS. — P.-J. Proudhon. Paris, Perrin, 1896.
- DROZ. — P.-J. Proudhon. Librairie de Pages libres, 1909.
- FAGUET. — Politiques et moralistes, t. III. Paris, Société française d'imprimerie, 1903.
- FOURNIÈRE. — Les Théories socialistes au XIX^e siècle de Babœuf à Proudhon. Paris, Alcan, 1904.
- PIROU. — Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire. Thèse de Paris, 1910.
- RIST et GIDE. — Histoire des doctrines économiques, livre II, ch. V. Paris, Larose, 1909.
- SEILLIÈRE. — L'Impérialisme démocratique. Paris, Plon-Nourrit, 1907.

- SOREL. — Quelques mots sur Proudhon (Cahiers de la quinzaine, 13^e éd, de la 2^e série).
- Introduction à l'Économie moderne, 1^{re} partie.
- THOMAS (H.). — Le second Empire (in Histoire socialiste. Paris, Rouff).
- BOUGLÉ. — La Première philosophie de Proudhon (in Revue du mois, octobre 1910).
- La Résurrection de Proudhon (in Revue de Paris, 15 septembre 1910).
- Appendice.
- RENARD. — La République de 1848 (in Histoire socialiste. Paris, Rouff, éditeurs).

III

L'IDÉE DE LUTTE DE CLASSES DANS L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DANS LA COMMUNE DE PARIS

A. — l'Internationale

- AUDIGANNE. — Les Populations ouvrières et les industries de la France dans le mouvement social au XIX^e siècle. Paris, 1854, Capelle.
- BAKOUNINE. — Œuvres-Lettres à un Français sur la crise actuelle. Paris, Stock, 1905-1907.
- CORBON. — Le Secret du peuple de Paris. Pagnerre, 1863.
- GUILLAUME (James). — L'Internationale (documents et souvenirs). Société nouvelle de librairie et d'édition. Paris, Stock, de 1905 à 1910.
- KAUTSKY. — Politique et syndicats (traduction française). Paris, Giard et Brière, 1903.

LAGARDELLE. — A propos de Marx.

— A l'Internationale.

PUECH. — Le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs. Thèse de Paris, 1907.

TESTUT. — Le Livre bleu de l'Internationale. Paris, Lachaud, 1871.

THOMAS (A.). — Le second Empire.

WEBB (B. et S.). — Histoire du trade-unionisme (traduction Métin). Paris, Giard et Brière, 1897.

WEILL. — Histoire du mouvement social en France, 1852-1900. Paris, Alcan, 1904.

B. — *La Commune*

ARNOULT. — Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris. Bruxelles, 1875.

FAVRE (Jules). — Histoire du gouvernement de la Défense nationale. Paris, 1871.

HANOTAUX. — Histoire de la France contemporaine, t. I. Paris, Combet et Cie, sans date.

LISSAGARAY. — Histoire de la Commune de 1871. Bruxelles, 1876.

MARX (Karl). — La Commune de Paris.

WEILL. — Histoire du mouvement social en France, 1852-1900.

Journal officiel de 1871.

IV

LA CONCEPTION DÉMOCRATIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES

BERTH. — Les Nouveaux aspects du socialisme.

BLANQUI. — Critique sociale. Paris, Alcan.

BLUM (Léon). — Les Congrès ouvriers et socialistes français. Paris, Bellais, éditeur, 1901.

GUESDE (Jules).— État, politique, et morale de classe. P ari Giard et Brière, 1901.

- Quatre ans de lutte de classes à la Chambre. Paris, Jacques, 1901,
- Le Parti socialiste et la Confédération Générale du Travail. Paris, Rivière, 1908 (discussion).
- Catéchisme socialiste. Bruxelles, 1876.

LAGARDELLE. — Mouvement socialiste, 1^{er} et 15 octobre 1905 (Revue critique). Examen de l'étude de M. Fournière sur la crise révolutionnaire du socialisme français.

- Le Parti socialiste et la Confédération Générale du Travail.

MARX (Karl). — Le Manifeste communiste, ch. II.

SEILHAC (De). — Les Congrès ouvriers en France. Paris, Colin, 1899.

SOREL. — Préface à l'Histoire des Bourses du Travail de Fernand Pelloutier. Paris, Schleicher, 1902.

ZÉVAËS. — Le Socialisme en France depuis 1871. Paris, Charpentier-Fasquelle, 1908.

Onze ans d'histoire socialiste. Paris, Jacques, 1901. Collections de l'Egalité.

- du Socialiste.
- de l'Humanité.

DEUXIÈME PARTIE

I

LA CONCEPTION SYNDICALISTE DE LA LUTTE DES CLASSES

A. — *Œuvres de théoriciens*

BERTH (Ed.). — A propos de la lutte de classes (Mouvement socialiste, I, p. 23).

- Dialogues socialistes. Paris, Jacques, 1901.

- La Politique anticléricale et le socialisme (Revue socialiste, 1902).
- Classiques ou Modernes (Revue socialiste, 1902).
- Politique et socialisme (Mouv. social, t. XII, p. 5).
- Révolution sociale ou évolution juridique (Mouv. social, 2^e série, t. I, p. 121).
- Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe, syndicalisme révolutionnaire (Mouv. social, 2^e série, VII^e année, n^o 153, t. III).
- Grève générale et social-démocratie (Mouv. social, 2^e série, t. III).
- Marchands, intellectuels et politiciens (Mouv. social, 3^e série, t. I et II).
- Les Nouveaux aspects du socialisme. Paris, Rivière, 1908.

LAGARDELLE (H.). — Ministérielisme et socialisme (Mouv. social, t. VII, p. 721).

- Socialisme ou démocratie (en particulier Démocratie politique et organisation économique) (Mouv. social, n^{os} du 31 mai et du 7 juin 1902).
- Action de parti et action de classe (Mouv. social, 2^e série, t. II).
- La Crise révolutionnaire du socialisme français.
- Les Intellectuels et le socialisme ouvrier (Mouv. social, 2^e série, t. VIII).
- Le Parti socialiste et la Confédération générale du Travail (discussion).
- Syndicalisme et socialisme (discours prononcé à un meeting tenu à la Société de Géographie). Paris, Rivière, 1908.
- Classe sociale et parti politique (Mouv. social, 3^e série, t. V).
- Les Origines du socialisme parlementaire en France (Mouv. social, 3^e série).

SOREL (G.). — Étude sur Vico (Devenir social, 1896, t. II).

- Préface aux « Essais sur la conception matérialiste de l'histoire » de Labriola.
- L'Avenir socialiste des syndicats. Paris, librairie de l'Art social, 1898.
- Préface à Merlino « Formes et essence du socialisme ». Paris, Giard et Brière, 1897.
- Les Divers types de coopératives (Science sociale, septembre, 1899).
- Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme (Revue de métaphysique et de morale, 1899).
- L'Ethique du socialisme (in Morale sociale. Alcan, Paris, 1899).
- La Science et la morale (in Questions de morale, *id.*, 1900).
- Les Facteurs moraux de l'évolution, *id.*
- Les Polémiques pour l'interprétation du marxisme (Revue internationale de sociologie, brochure chez Giard et Brière, 1900).
- La Ruine du monde antique. Paris, Jacques, 1901.
- Économie et agriculture (Revue socialiste, 1901).
- Idées sociales et faits économiques au XIX^e siècle, *id.*, 1902.
- Introduction à « l'Histoire des Bourses du Travail » de Pelloutier.
- Socialismes nationaux (Cahiers de quinzaine, 22 avril 1902).
- Essai sur l'Église et l'État. Paris, Jacques, 1902.
- Introduction à l'Économie moderne. Paris, Jacques, 1902.
- Qu'est-ce qu'un syndicat Librairie des Pages libres, 21 mars 1903.
- Réflexions sur la violence Librairie des Pages libres, 1908, 2^e édition. Rivière, 1910.
- La Crise morale et religieuse (Mouv. socialiste, 3^e série, t. I).

- L'Évolution créatrice (Mouv. socialiste, 3^e série, t. I).
- Les Illusions du progrès. Paris, Rivière, 1908.
- La Décomposition du marxisme. Paris, Rivière, 1908.
- La Religion d'aujourd'hui (Revue de métaph. et de morale, 1909).
- Préface à « Karl Marx » de Labriola, 1910.
- Préface à Griffuelhes « les Objectifs de nos luttes de classes ». Paris (la Publication sociale, 1910).
- Consulter la collection complète du Mouvement socialiste (notamment en ce qui concerne les revues bibliographiques et critiques) jusqu'en 1910.

B. — *Ouvrages de militants*

- 1^o DELESALLE (P.). — Les deux méthodes du syndicalisme. Brochure. Paris, 1903.
- Les Bourses du Travail et la C. G. T. (Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, Rivière, 1910).
- 2^o Enquêtes entreprises par le mouvement socialiste :
- 1^o La grève générale et le socialisme, 1^{re} série, t. XIII ;
 - 2^o L'idée de patrie et la classe ouvrière, 2^e série, t. III ;
 - 3^o La crise syndicaliste, 3^e série, t. V et VI.
- GRIFFUELHES (V.). — Romantisme révolutionnaire (Mouv. socialiste, 3^e série, t. III).
- L'Action syndicaliste. Paris, Rivière, 1908.
 - Syndicalisme et socialisme (discours prononcé au meeting de la Société de Géographie).
 - Les Objectifs de nos luttes de classes (en collaboration avec Niel). Paris, 1910.
 - La Grève des délateurs de Mazamet (Bibliothèque de la vie ouvrière. Paris, 1910).

- Voyage révolutionnaire (Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, 1910).
- LUQUET. — Le Repos hebdomadaire, duperie parlementaire. Brochure éditée par la Fédération nationale des syndicats d'ouvriers coiffeurs.
- MERRHEIM. — La C. G. T. et la loi (interview dans la Démocratie sociale du 20 novembre 1909).
- L'Affaire de l'Ouenza. Paris, Bibliothèque de la Vie ouvrière, 1910.
- Union fédérale des métallurgistes (Brochure sur l') en vente à la C. C. T.
- PATAUD et POUGET. — Comment nous ferons la Révolution. Paris, Taillandier, 1909.
- PELLOUTIER. — Histoire des Bourses du Travail.
- PIERROT. — Syndicalisme et révolution.
- POUGET. — La Conquête de la journée de huit heures (Mouv. soc., 2^e série, 21 mars 1905).
- La Confédération générale du travail. Paris, Rivière, 1908.
- Le Syndicat : les bases du syndicalisme ; le parti du travail. Brochure à la C. G. T.
- Le Sabotage. Paris, Rivière, 1910.
- YVETOT. — A. B. C. syndicaliste. Brochure à la C. G. T. (1).
- Ouvrages et études critiques consultés sur le syndicalisme*
- BOUGLÉ. — Syndicalisme et démocratie. Paris, Cornély, 1908.
- Syndicalistes et bergsoniens. Paris, Revue du mois, avril 1909.
- CHALLAYE (F.). — Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste. Paris, Alcan, 1908.

1. Collection de la *Voix du Peuple* et de la *Vie ouvrière*. Les organes de l'organisation syndicaliste sont indiqués à la fin de Delesalle, *les Bourses du Travail et la C. G. T.*

- FRANCK. — Les Bourses du Travail et la Confédération générale du Travail. Thèse de Paris, 1910.
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques.
- GUYEISSE (Th.). — Les Syndicalistes révolutionnaires (Pages libres, 15 octobre et 10 décembre 1904).
- GUY-GRAND. — La Philosophie syndicaliste (Annales de la Jeunesse laïque, 1908).
- LEROY-BEAULIEU. — Le Collectivisme. Paris, Alcan, 1909, 5^e édition.
- LOUIS (P.). — Le Syndicalisme contre l'État. Paris, Alcan, 1910.
- MILHAUD (E.). — La Lutte des classes dans la politique et dans l'histoire. Paris, 1910.
- MERMEIX. — Le Syndicalisme contre le socialisme. Paris, Ollendorf, 1908.
- DE SEILHAC. — Syndicats, Fédérations, Bourses du Travail. Paris, Colin, 1902.
- VALOIS (J.). — La Monarchie et la classe ouvrière. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1909.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — La définition marxiste de la lutte des classes.	3
§ 1. — La définition historique	6
a) L'étude du mouvement historique.	9
b) Caractères généraux de cette étude	29
§ 2. — Le principe d'action révolutionnaire	41
Conclusion.	49
CHAPITRE II. — La conception proudhonienne de la lutte des classes	51
§ 1. — La définition théorique.	53
a) La philosophie proudhonienne de l'histoire.	53
b) La définition contemporaine de la lutte des classes	62
§ 2. — Le principe d'action	76
Conclusion.	83

CHAPITRE III. — L'idée de lutte des classes dans l'Association internationale des Travailleurs et dans la Commune de Paris	88
§ 1. — L'Association internationale	88
a) Le personnel.	89
b) L'idéologie.	92
§ 2. — La Commune de Paris	104
a) Le personnel.	104
b) L'idéologie.	105
CHAPITRE IV. — La conception démocratique de la lutte des classes	112
§ 1. — La doctrine	113
a) Les données marxistes	113
b) L'esprit démocratique.	116
§ 2. — Les formes pratiques de la lutte des classes dans la conception guesdiste	120
§ 3. — La loi de tendance du guesdisme.	133

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — La conception syndicaliste de la lutte des classes	141
§ 1. — La notion syndicaliste des classes.	143
a) L'artisan-artiste.	143
b) La bourgeoisie.	146
§ 2. — La mission des producteurs	149
a) La culture morale des producteurs	152
b) L'idéal moral des théoriciens syndicalistes	154
c) Les militants et le point de vue moral	159

§ 3. — La forme de l'action prolétarienne.	161
a) Le syndicat	162
b) La définition de la violence.	166
c) La grève générale	172
§ 4. — Les fins dernières de l'action prolétarienne.	190
Conclusion. — La philosophie syndicaliste et l'idée de lutte de classes.	199
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	203
BIBLIOGRAPHIE.	209

